



---

**Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires**

**PROBLÈMES COMMERCIAUX SPÉCIFIQUES**

**NOTE DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>**

*Révision*

À sa réunion des 15 et 16 mars 2000, le Comité SPS a demandé au Secrétariat d'établir un document résumant les problèmes commerciaux spécifiques qui avaient été portés à son attention depuis 1995.<sup>2</sup> Le Secrétariat a révisé ce document tous les ans afin d'y inclure les nouveaux renseignements communiqués par les Membres (G/SPS/GEN/204/Rev.1 à 12). Dans cette treizième révision du document G/SPS/GEN/204, les problèmes commerciaux spécifiques conservent les numéros qui leur ont été attribués antérieurement selon l'ordre chronologique des réunions du Comité auxquelles les problèmes ont été soulevés pour la première fois. Ces numéros servent d'identificateurs uniques et ont pour objet de faciliter le repérage de chaque problème commercial dans le temps. Les problèmes commerciaux nouveaux soulevés à chaque réunion du Comité sont numérotés dans l'ordre de la liste alphabétique (en anglais) des Membres maintenant les mesures.

La treizième révision du document G/SPS/GEN/204 est divisée en deux sections:

- a. Aperçu général des PCS; et
- b. PCS examinés en 2012.

La Section 1 du document contient un récapitulatif statistique et graphique de tous les problèmes commerciaux soulevés au sein du Comité SPS entre 1995 et la dernière réunion ordinaire de 2012. Les problèmes commerciaux sont répartis en catégories selon qu'ils relèvent de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux ou de la préservation des végétaux. Un tableau récapitulatif figure également dans cette section qui indique, pour chaque problème commercial spécifique et selon le numéro qui lui a été attribué, le(s) Membre(s) maintenant la mesure, le(s) Membre(s) soulevant le problème, ainsi que des renseignements indiquant si la question a été déclarée résolue.

La Section 2 du document contient des renseignements concernant toutes les questions qui ont été portées à l'attention du Comité SPS en 2012. Il s'agit notamment 1) des questions qui ont été soulevées pour la première fois en 2012; 2) des questions qui ont été soulevées auparavant mais qui ont fait l'objet de nouvelles discussions ou d'activités additionnelles en 2012; et 3) des questions dont le Comité n'a pas débattu au fond en 2012, mais au sujet desquelles des Membres ont indiqué qu'une question soulevée précédemment avait été résolue, ou concernant lesquelles une mesure concrète a été prise par un autre organe de l'OMC en 2012 (par exemple l'établissement d'un groupe spécial chargé du règlement du différend sur la question).

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits ou obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> G/SPS/R/18, paragraphe 20.

## Table des matières

	<i>Page</i>
<b>1 APERÇU GÉNÉRAL DES PCS .....</b>	<b>5</b>
<b>2 PCS EXAMINÉS EN 2012 .....</b>	<b>26</b>
<b>2.1 Brésil.....</b>	<b>27</b>
2.1.1 Santé des animaux .....	27
Mesures visant les crevettes (PCS 344) .....	27
<b>2.2 Canada .....</b>	<b>28</b>
2.2.1 Santé des animaux .....	28
Retard pris dans la finalisation des procédures d'inspection concernant la viande bovine et la viande de volaille en provenance d'Argentine (PCS 337) .....	28
<b>2.3 Chine.....</b>	<b>29</b>
2.3.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	29
Norme d'hygiène visant les eaux-de-vie distillées et les boissons alcooliques dérivées (PCS 278) .....	29
Procédures de quarantaine et d'essai imposées par la Chine en ce qui concerne le saumon (PCS 319) .....	30
Prescription de la Chine en matière d'immatriculation et de contrôle des entreprises étrangères (PCS 324) .....	33
Méthodes d'essai pour les additifs alimentaires (PCS 329) .....	34
2.3.2 Santé des animaux .....	34
Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS 193) .....	34
<b>2.4 Union européenne .....</b>	<b>35</b>
2.4.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	35
Application et modification du règlement de l'UE relatif aux nouveaux aliments (PCS 238) .....	35
Limites maximales de résidus de pesticides (PCS 306) .....	42
Réglementation de l'UE sur le cadmium dans les fèves de cacao (PCS 325) .....	45
Limites appliquées par l'UE concernant la teneur en aluminium des produits à base de farine (PCS 331) .....	48
Essais effectués par l'Union européenne sur les résidus de pesticides (PCS 335) .....	48
<b>2.5 Inde .....</b>	<b>49</b>
2.5.1 Santé des animaux .....	49
Restrictions imposées en raison de la grippe aviaire (PCS 185) .....	49
<b>2.6 Indonésie .....</b>	<b>62</b>
2.6.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	62
Permis imposés pour les produits horticoles (PCS 343) .....	62
2.6.2 Préservation des végétaux .....	63
Fermeture de ports indonésiens (PCS 330) .....	63
<b>2.7 Japon .....</b>	<b>66</b>
2.7.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	66
Interdiction de certains additifs alimentaires (PCS 307) .....	66

Restrictions concernant les crevettes imposées en raison de la présence de résidus d'antioxydants (PCS 342) .....	68
2.7.2 Santé des animaux .....	68
Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS 193) .....	68
Restrictions liées à la fièvre aphteuse (PCS 332) .....	69
<b>2.8 Corée .....</b>	<b>69</b>
2.8.1 Santé des animaux .....	69
Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS 193) .....	69
Mesures concernant l'ESB appliquées aux produits à base de viande bovine (PCS 247) .....	70
<b>2.9 Malaisie.....</b>	<b>71</b>
2.9.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	71
Restrictions à l'importation de viande de porc et de produits d'origine porcine (PCS 323).....	71
<b>2.10 Fédération de Russie .....</b>	<b>72</b>
2.10.1 Santé des animaux.....	72
Interdiction d'importer des animaux vivants en provenance de l'UE (PCS 338) .....	72
Listes de la Russie concernant les établissements d'exportation (PCS 341) .....	72
<b>2.11 Afrique du Sud .....</b>	<b>73</b>
2.11.1 Santé des animaux.....	73
Restrictions à l'importation de viande de porc fraîche et de viande bovine (PCS 287) .....	73
<b>2.12 Taipei chinois .....</b>	<b>75</b>
2.12.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	75
Restrictions imposées sur la ractopamine dans la viande bovine et porcine (PCS 275) .....	75
Limites maximales de résidus appliquées au café torréfié en poudre (PCS 334) .....	79
<b>2.13 Thaïlande .....</b>	<b>80</b>
2.13.1 Préservation des végétaux.....	80
Restrictions sur les raisins de table, pommes et poires (PCS 326) .....	80
<b>2.14 Turquie.....</b>	<b>81</b>
2.14.1 Santé des animaux.....	81
Prescriptions concernant l'importation de viande ovine (PCS 340) .....	81
<b>2.15 États-Unis d'Amérique.....</b>	<b>82</b>
2.15.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	82
Loi des États-Unis de 2009 sur l'amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires (PCS 299) .....	82
LMR par défaut, limites de détermination ou limites de quantification imposées par les États-Unis sur le riz basmati (PCS 328) .....	85
2.15.2 Santé des animaux.....	87
Analyse par les États-Unis des risques liés à l'introduction d'abeilles reines (PCS 301) .....	87
Non-reconnaissance par les États-Unis du statut de la Patagonie Sud comme région indemne de fièvre aphteuse et non-importation par les États-Unis de viande de bœuf provenant de la zone située au nord du 42 <sup>ème</sup> parallèle (PCS 318).....	88
2.15.3 Préservation des végétaux.....	90
Prohibition sur les plantes ornementales d'une taille supérieure à 18 pouces (PCS 292).....	90

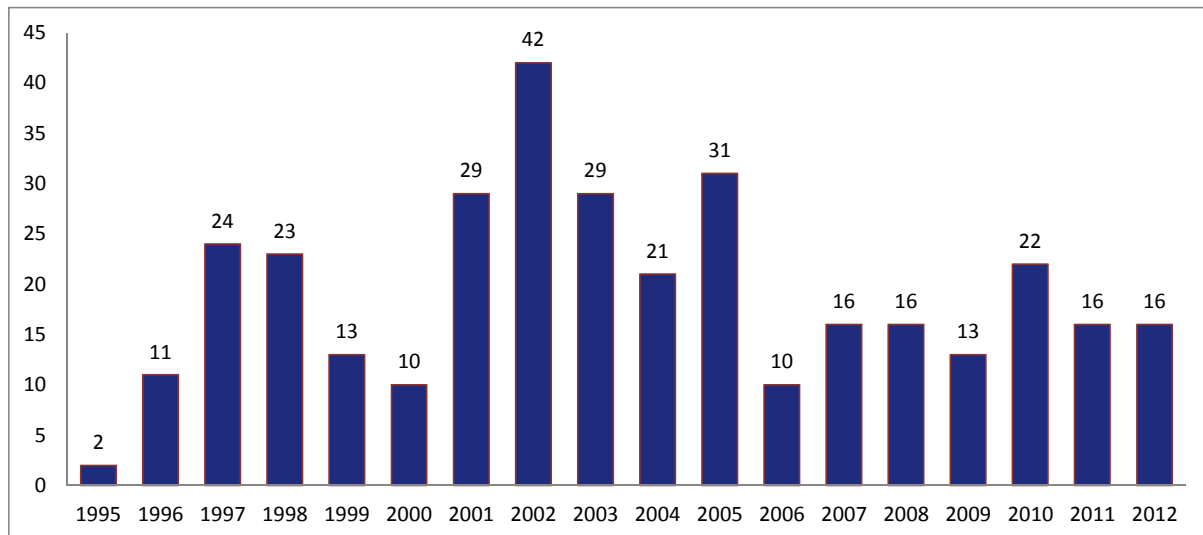
---

Mesures appliquées par les États-Unis concernant les citrons frais en provenance du nord-ouest de l'Argentine (PCS 336) .....	91
Restrictions concernant les tomates (PCS 339) .....	92
2.15.4 Autres problèmes .....	92
Mesures visant les poissons-chats (PCS 289) .....	92
<b>2.16 Viet Nam .....</b>	<b>93</b>
2.16.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	93
Interdiction des abats (PCS 314) .....	93
<b>2.17 Certains Membres .....</b>	<b>97</b>
2.17.1 Santé des animaux .....	97
Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS 193) .....	97
Mesures de restriction du commerce motivées par le virus de Schmallenberg (PCS 333) .....	102

## 1 APERÇU GÉNÉRAL DES PCS

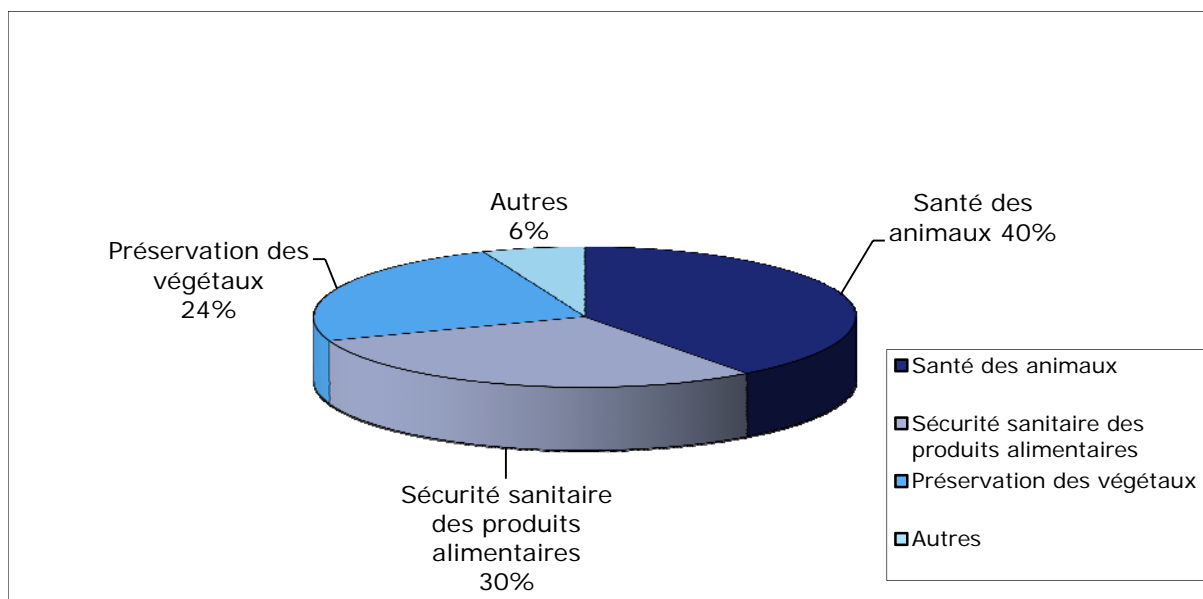
1.1. Au total, 344 problèmes commerciaux spécifiques ont été soulevés au cours des 18 années qui se sont écoulées de 1995 à 2012 inclus. Le graphique 1.1 montre le nombre de nouveaux problèmes soulevés chaque année, soit 16 en 2012.

**Graphique 1.1 – Nombre de nouvelles questions soulevées**

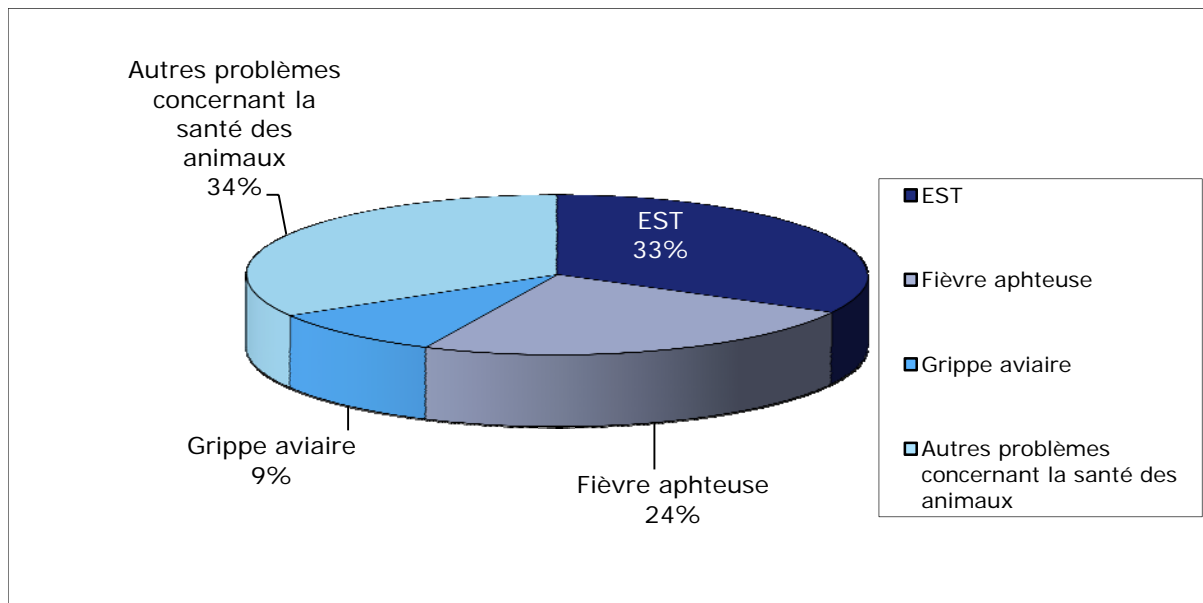


1.2. Le graphique 1.2a répartit les problèmes commerciaux soulevés au cours des 18 années écoulées en catégories selon qu'ils relèvent de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux ou de la préservation des végétaux. Dans l'ensemble, 30% des problèmes commerciaux ont trait à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, 24% à la préservation des végétaux et 6% à d'autres questions telles que les prescriptions en matière de certification ou la traduction. Dans 40% des cas, les problèmes ont trait à la santé des animaux et aux zoonoses. La catégorie de la santé animale et des zoonoses se subdivise à son tour en fièvre aphteuse, encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST), grippe aviaire et autres problèmes concernant la santé des animaux. Le graphique 1.2b montre que les EST représentent 33% des problèmes concernant la santé des animaux, tandis que les questions relatives à la fièvre aphteuse et à la grippe aviaire en représentent respectivement 24% et 9%. Les 34% qui restent se rapportent à d'autres problèmes concernant la santé des animaux.

**Graphique 1.2a – Problèmes commerciaux par sujet**

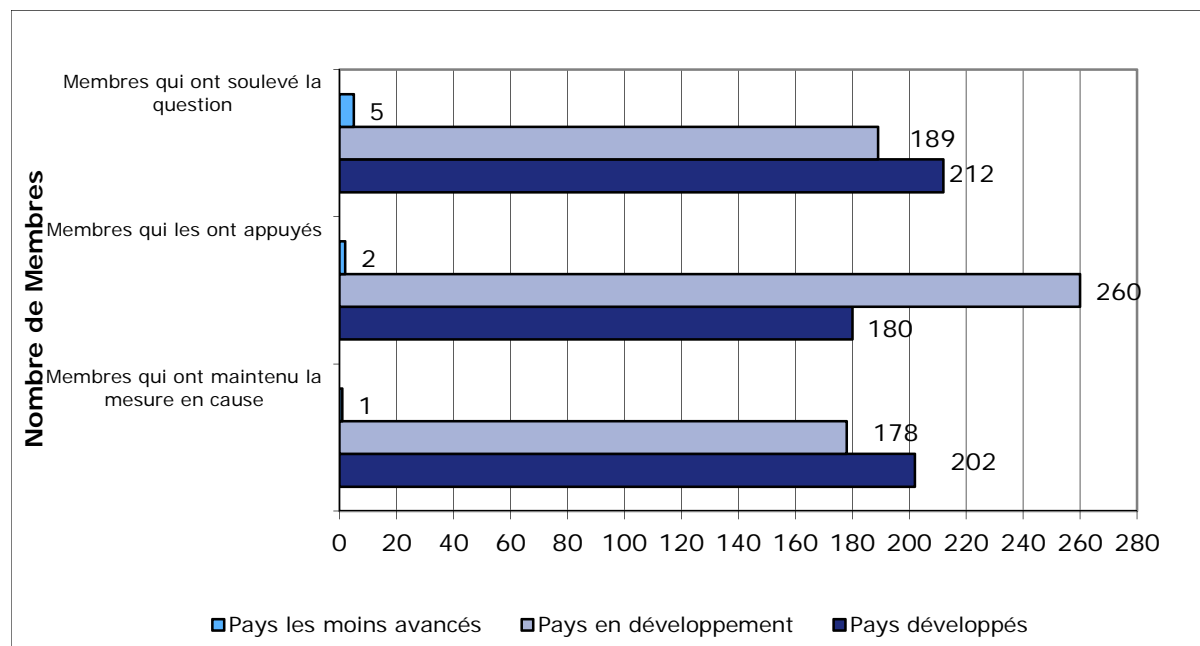
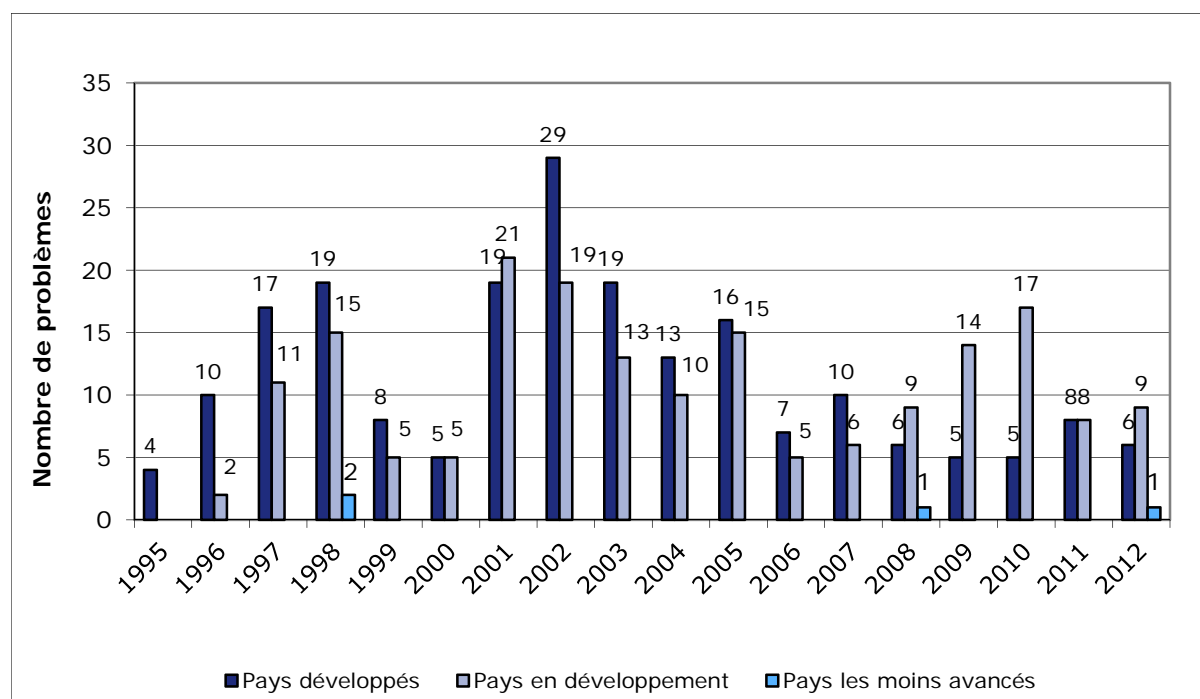


**Graphique 1.2b – Problèmes commerciaux concernant la santé des animaux et les zoonoses**

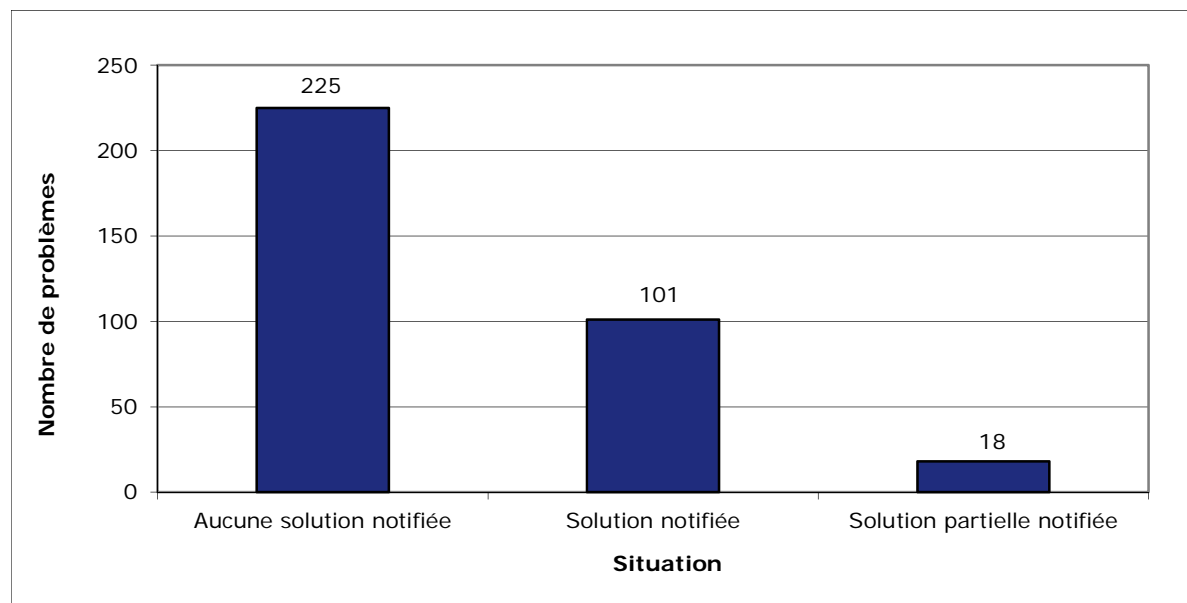


1.3. Les pays en développement participent activement aux travaux réalisés au titre de ce point de l'ordre du jour des réunions du Comité SPS. Le graphique 1.3a montre qu'au cours des 18 années écoulées, les pays en développement Membres ont soulevé 189 problèmes commerciaux (il est arrivé à maintes reprises que la question soit soulevée, appuyée ou maintenue par plus d'un Membre), les pays développés Membres 212, et les Membres comptant parmi les pays les moins avancés 5.<sup>3</sup> Dans 260 cas, un pays en développement Membre a appuyé un autre Membre qui avait soulevé une question, contre 180 pour les pays développés Membres et 2 pour les pays les moins avancés Membres. Dans 202 cas, la mesure en question était maintenue par un pays développé Membre, et dans 178 cas, par un pays en développement Membre. Un problème commercial concernant des mesures maintenues par des pays moins avancés Membres a été soulevé. Le graphique 1.3b montre, pour chaque année, le nombre de nouveaux problèmes qui ont été soulevés par catégorie de Membres.

<sup>3</sup> Le 1<sup>er</sup> décembre 2009, le *Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne* (fait à Lisbonne le 13 décembre 2007) est entré en vigueur. Le 29 novembre 2009, l'OMC a reçu une note verbale (WT/L/779) du Conseil de l'Union européenne et de la Commission des Communautés européennes indiquant que, en vertu du Traité de Lisbonne, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2009, l'Union européenne se substitue et succède à la Communauté européenne. L'Union européenne a été comptée comme un seul Membre. De même, lorsqu'un Membre a pris la parole au nom de l'ASEAN, il a été compté comme un seul Membre.

**Graphique 1.3a – Participation des Membres de l'OMC (1995-2012)****Graphique 1.3b – Nombre de nouvelles questions soulevées par les Membres**

1.4. Le graphique 1.4 indique que 101 solutions ont été notifiées sur les 344 problèmes commerciaux soulevés au cours des 18 années écoulées. Trois solutions ont été notifiées en 2012, dont une pour une question soulevée pour la première fois en 2012. Pour 18 autres cas, une solution partielle a été notifiée. Dans ces cas, il se peut que le commerce ait été autorisé pour certains produits ou par certains des Membres importateurs qui maintenaient la mesure en question. Pour les 225 problèmes commerciaux restants, aucune solution n'a été notifiée. Il y a 210 problèmes commerciaux qui datent d'au moins une année et pour lesquels aucune solution n'a été notifiée. Toutefois, certains de ces problèmes peuvent avoir été résolus sans que le Comité en ait été informé.

**Graphique 1.4 – Problèmes commerciaux résolus****Liste de problèmes commerciaux spécifiques (1995-2012)**

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>4</sup>
1995				
1	Prescriptions en matière de durée de conservation	Corée, République de	Australie, Canada, États-Unis d'Amérique	P
2	Mesures et pratiques en matière de dédouanement des importations	Corée, République de	États-Unis d'Amérique	R
1996				
3	Restrictions à l'importation de gélatine	Norvège	Brésil	R
4	Mesures concernant l'ESB	Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Italie, Pays-Bas, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Singapour, Slovénie	Suisse	R
5	Prescriptions relatives à l'importation de vin	Brésil	Union européenne	AN
6	Importation de fromage	Canada	Union européenne	R
7	Régionalisation en matière de santé animale	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
8	Interdiction des importations de saumon	Australie	Canada, États-Unis d'Amérique	R
9	Niveau zéro de tolérance pour la salmonelle présente dans les produits avicoles importés	Chili, El Salvador, Honduras, République slovaque, République tchèque	États-Unis d'Amérique	AN

<sup>4</sup> AN = aucune solution notifiée, P = solution partielle, R = problème résolu.



<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>4</sup></b>
<b>10</b>	Importations de pommes de terre	République tchèque	Union européenne	R
<b>11</b>	Restrictions concernant les niveaux de cuivre et de cadmium dans les calamars importés	Espagne, Union européenne	États-Unis d'Amérique	R
<b>12</b>	Prescriptions en matière d'essais pour différentes variétés de pommes, cerises et nectarines	Japon	États-Unis d'Amérique	R
<b>13</b>	Traduction de la réglementation	Corée, République de; Japon	Argentine	AN
<b>1997</b>				
<b>14</b>	Restrictions à l'importation de blé	Brésil	États-Unis d'Amérique	R
<b>15</b>	Mesures sanitaires à l'importation concernant l'ESB	Canada	Union européenne	AN
<b>16</b>	Restrictions à l'importation de blé et de fruits	Chili	États-Unis d'Amérique	R
<b>17</b>	Produits cosmétiques et ESB	Union européenne	Australie	AN
<b>18</b>	Prescriptions en matière de certification des aliments pour animaux familiers	France, Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
<b>19</b>	Zones protégées	Union européenne	Uruguay	AN
<b>20</b>	Restrictions à l'importation de riz brut	Honduras	États-Unis d'Amérique	R
<b>21</b>	Fruits et légumes frais	Indonésie	Australie, États-Unis d'Amérique	AN
<b>22</b>	Mesures affectant les importations de viande bovine	Israël	Uruguay	R
<b>23</b>	Réglementation en matière de phytoquarantaine	Japon	États-Unis d'Amérique	AN
<b>24</b>	Prescriptions relatives à la certification du riz destiné à la vente au détail	Panama	États-Unis d'Amérique	R
<b>25</b>	Restrictions concernant le blé et les graines oléagineuses	Pologne	États-Unis d'Amérique	AN
<b>26</b>	Questions phytosanitaires en général	Certains Membres	États-Unis d'Amérique	AN
<b>27</b>	Chancre des agrumes	Union européenne	Argentine	R
<b>28</b>	Notification concernant le blé, le seigle et le triticales	Suisse	Argentine	R
<b>29</b>	Mesures concernant la grippe aviaire	Venezuela, République bolivarienne du	États-Unis d'Amérique	AN
<b>30</b>	Règlement concernant les entrepôts et les silos	République tchèque	Union européenne	R
<b>31</b>	Règles concernant les "matériels à risques spécifiés" utilisés dans les produits d'origine animale	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
<b>32</b>	Importations de gélatine	Union européenne	Brésil, États-Unis d'Amérique	P
<b>33</b>	Restrictions à l'importation de farine de poisson pour des raisons liées à la salmonelle	Union européenne	Chili, Pérou	AN
<b>34</b>	Mesures concernant la fièvre aphteuse	Japon	Argentine, Union européenne	AN

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>4</sup>
35	Interdiction des importations de volailles congelées	Corée, République de	Thaïlande	R
36	Prohibition à l'importation de riz usiné	Mexique	Thaïlande	R
37	Mesures prises par les autorités locales	États-Unis d'Amérique	Chili	AN
1998				
38	Interdiction temporaire des importations de viande de porc fraîche et des produits porcins	Argentine	Union européenne	R
39	Teneurs maximales pour certains contaminants (aflatoxines) présentes dans les produits alimentaires	Union européenne	Argentine; Australie; Bolivie, État plurinational de; Brésil; Gambie; Inde; Indonésie; Malaisie; Philippines; Sénégal; Thaïlande	R
40	Restrictions commerciales et lutte contre le choléra	Union européenne	Tanzanie	P
41	Restrictions à l'importation de pommes, poires et coings	République slovaque	Hongrie	R
42	Restrictions à l'importation de pommes de terre	République slovaque	Pologne, Union européenne	R
43	Interdiction des importations de la viande de bœuf non désossée en provenance des États membres de l'Union européenne	Afrique du Sud	Union européenne	AN
44	Mesures concernant l'ESB	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
45	Restrictions à l'importation de fromage	Australie, Nouvelle-Zélande	Union européenne, Suisse	R
46	Interdiction des importations de cocotiers et produits dérivés	Brésil	Philippines	AN
47	Mesure concernant les établissements du secteur de l'alimentation des animaux	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
48	Interdiction des importations d'animaux sur pied	Turquie	États-Unis d'Amérique, Hongrie	P
49	Restrictions à l'importation de sauces contenant de l'acide benzoïque	Australie	Philippines	R
50	Prescriptions sanitaires concernant la viande de poulet	Australie	Thaïlande	AN
51	Interdiction des importations de viande de volaille	République tchèque	Thaïlande	R
52	Mesures concernant les produits alimentaires traités par rayonnement ionisant	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
53	Mesures d'urgence concernant la pulpe d'agrumes	Union européenne	Brésil	R

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>4</sup></b>
<b>54</b>	Notifications concernant les prescriptions à l'importation applicables à la viande et aux œufs	Suisse	États-Unis d'Amérique	R
<b>55</b>	Restrictions à l'importation de bovins vivants pour des raisons liées aux EST	Israël	Union européenne	AN
<b>56</b>	Notification concernant la modification de la Loi japonaise sur la protection des végétaux	Japon	États-Unis d'Amérique	AN
<b>57</b>	Prescriptions relatives aux importations de lait et de produits laitiers	Pologne	Union européenne	R
<b>58</b>	Notification concernant les prescriptions en matière de réfrigération et d'étiquetage relative aux œufs en coquille	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
<b>59</b>	Règlement provisoire concernant les matériaux d'emballage à base de bois massif	États-Unis d'Amérique	Hong Kong, Chine	AN
<b>1999</b>				
<b>60</b>	Restrictions à l'importation de sperme de taureaux et d'embryons de bovins, de lait et de produits laitiers	Argentine	Union européenne	R
<b>61</b>	Restrictions à l'importation de sperme de taureaux	Inde	Canada, Union européenne	P
<b>62</b>	Restrictions à l'importation de chevaux	Inde	Union européenne	AN
<b>63</b>	Renseignements concernant la dioxine	Certains Membres	Union européenne	R
<b>64</b>	Interdiction des antibiotiques dans les aliments pour animaux	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
<b>65</b>	Restrictions à l'importation de viande de bœuf	Corée, République de	Argentine	AN
<b>66</b>	Notifications concernant la dioxine	Malaisie, Singapour	Suisse	R
<b>67</b>	Restrictions à l'importation de viande de bœuf	Mexique	Argentine	AN
<b>68</b>	Notifications concernant les mesures vétérinaires et les mesures visant les produits d'origine animale, dont la gélatine	Pologne	États-Unis d'Amérique, Suisse	R
<b>69</b>	Restrictions à l'importation de rhododendrons dans leur support de culture	États-Unis d'Amérique	Union européenne	R
<b>70</b>	Conditions d'importation de la viande de porc et de produits porcins	Venezuela, République bolivarienne du	Union européenne	AN
<b>71</b>	Restrictions applicables à la viande et aux produits laitiers	El Salvador	Uruguay	R
<b>72</b>	Mesures concernant le thon à l'huile en boîte	Belgique, Union européenne	Philippines	AN
<b>73</b>	Importations d'agrumes	États-Unis d'Amérique	Argentine	R

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>4</sup>
2000				
74	Restrictions à l'importation de fruits frais tropicaux	Australie	Philippines	AN
75	Notification concernant la viande et les produits carnés	Islande	Argentine	R
76	Interdiction des importations d'aliments pour animaux familiers	Turquie	Hongrie	R
77	Restrictions applicables au thon en boîte	Égypte	Thaïlande	AN
78	Notification concernant le bromométhane	Australie	Union européenne	R
79	Restrictions à l'importation de duriens	Australie	Thaïlande	AN
80	Restrictions à l'importation de viande de volaille	Bolivie, État plurinational de	Chili	R
81	Matériaux d'emballage à base de bois	Union européenne	Canada	R
82	Restrictions à l'importation de fruits frais	Indonésie	Nouvelle-Zélande	R
83	Restrictions à l'importation de poudre de lait	Panama	Union européenne	R
2001				
84	Restrictions à l'importation affectant des pays exempts d'ESB	Argentine; Australie; Canada; Corée, République de; États-Unis d'Amérique; Nouvelle-Zélande	Bulgarie, Croatie, Estonie, Lettonie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Slovénie	AN
85	Restrictions à l'importation de crevettes et produits à base de crevettes; analyse du risque à l'importation générique révisée pour les crevettes et les produits à base de crevettes	Australie	Chine, Thaïlande	AN
86	Accès des raisins de table de Californie	Australie	États-Unis d'Amérique	R
87	Mesures affectant les importations de produits contenant de la viande de bœuf brésilienne	Canada	Brésil	R
88	Restrictions à l'importation pour cause de fièvre aphteuse	Canada, États-Unis d'Amérique	Hongrie	AN
89	Restrictions à l'importation de sauce de soja	Union européenne	Thaïlande	AN
90	Restrictions applicables aux produits bovins	Hongrie	Canada	R
91	Restrictions applicables aux produits porcins	Hongrie	Canada	R
92	Restrictions à l'importation de bananes	Turquie	Équateur	R
93	Prescriptions phytosanitaires concernant les pommes de terre, les aulx et les oignons	Venezuela, République bolivarienne du	Argentine	AN
94	Directive 2000/42 concernant les résidus de pesticides	Union européenne	Côte d'Ivoire	AN
95	Législation concernant le fongicide thiabendazole (TBZ)	Union européenne	Israël	AN

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>4</sup></b>
<b>96</b>	Évaluation du risque géographique d'ESB	Union européenne	Canada, Chili, Inde	R
<b>97</b>	Restrictions à l'utilisation de farine de poisson	Union européenne	Chili, Norvège, Pérou	AN
<b>98</b>	Restrictions applicables aux pommes de terre en provenance d'Égypte	Union européenne	Égypte	AN
<b>99</b>	Restrictions à l'importation de plumets de canne à sucre en provenance d'Indonésie	Japon	Indonésie	AN
<b>100</b>	Mesures à l'importation concernant le feu bactérien	Japon	États-Unis d'Amérique	R
<b>101</b>	Prohibition envisagée à l'importation de fleurs coupées et de feuillages frais, par groupe produit-pays	Nouvelle-Zélande	Union européenne	R
<b>102</b>	Restrictions à l'importation de plantes en pot	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
<b>103</b>	Restrictions à l'importation pour des raisons liées à la fièvre aphteuse	Certains Membres	Argentine, Union européenne	P
<b>104</b>	Restrictions pour cause de fièvre aphteuse	Chili	Argentine	R
<b>105</b>	Restrictions touchant les pommes et les poires	Cuba	Argentine	AN
<b>106</b>	Règlement concernant les produits alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés	Union européenne	États-Unis d'Amérique	P
<b>107</b>	Mesures transitoires concernant les EST	Union européenne	Canada	R
<b>108</b>	Fleurs coupées	Union européenne	Équateur, Israël	AN
<b>109</b>	Réglementation phytosanitaire (îles Canaries)	Espagne, Union européenne	Argentine	AN
<b>110</b>	Procédures d'agrément concernant les produits agricoles issus des biotechnologies	Union européenne	États-Unis d'Amérique	P
<b>111</b>	Restrictions pour cause de fièvre aphteuse	Indonésie	Argentine	AN
<b>2002</b>				
<b>112</b>	Restrictions des échanges pour cause de fièvre aphteuse	Bolivie, État plurinational de	Argentine	R
<b>113</b>	Prescriptions relatives à l'importation d'aliments pour animaux familiers	Chili	Argentine	R
<b>114</b>	Réglementation relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires visant les produits agricoles issus des biotechnologies modernes	Chine	États-Unis d'Amérique	AN
<b>115</b>	Restrictions à l'importation d'agrumes et d'autres fruits pour des raisons liées à la mouche des fruits	Chine	Argentine	R
<b>116</b>	Restrictions pour cause de fièvre aphteuse	Colombie	Argentine	R

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>4</sup></b>
<b>117</b>	Traçabilité et étiquetage des organismes génétiquement modifiés et des denrées alimentaires et aliments pour animaux	Union européenne	Argentine, Canada, États-Unis d'Amérique	AN
<b>118</b>	Licences d'importation pour les produits agricoles	Panama	Canada	R
<b>119</b>	Notification concernant les fruits en provenance de Chine	Philippines	Chine	P
<b>120</b>	Restrictions applicables à la viande de porc	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
<b>121</b>	Importations de clémentines	États-Unis d'Amérique	Union européenne	R
<b>122</b>	Restrictions pour cause de fièvre aphteuse	Venezuela, République bolivarienne du	Argentine	R
<b>123</b>	Restrictions à l'importation de pommes de terre, d'oignons, d'œufs fécondés, de poussins d'un jour et de produits carnés	Venezuela, République bolivarienne du	Canada, Colombie	AN
<b>124</b>	Notifications concernant la grippe aviaire	Certains Membres	États-Unis d'Amérique	AN
<b>125</b>	Mesures concernant l'ESB	Argentine	Canada	R
<b>126</b>	Prescriptions relatives à l'importation de pommes de terre de semence	Brésil	Canada, Union européenne	R
<b>127</b>	Interdiction des importations de produits d'origine néerlandaise	Chine	Union européenne	R
<b>128</b>	Prescriptions relatives à l'importation de produits cosmétiques	Chine	Union européenne	AN
<b>129</b>	Restrictions à l'importation de viande de porc épicée et de produits carnés salés	Cuba	Argentine	R
<b>130</b>	Restrictions applicables aux mollusques et crustacés	Union européenne	Indonésie	AN
<b>131</b>	Limites concernant les pesticides et les antibiotiques présents dans le miel (Directive 96/23)	Union européenne	Cuba	AN
<b>132</b>	Restrictions à l'importation de produits laitiers	Indonésie	Argentine	R
<b>133</b>	Restrictions appliquées aux agrumes et autres fruits et légumes frais au titre de la lutte officielle	Japon	États-Unis d'Amérique, Nouvelle-Zélande	AN
<b>134</b>	Mesures SPS concernant les produits d'origine animale	Roumanie	Moldova, République de	AN
<b>135</b>	Restrictions applicables aux viandes de bœuf et de porc	Afrique du Sud	Brésil	P
<b>136</b>	Mesures relatives aux organismes de quarantaine et non de quarantaine	Taipei chinois	États-Unis d'Amérique	AN
<b>137</b>	Restrictions à l'importation de viande et de produits carnés	États-Unis d'Amérique	Suisse	AN
<b>138</b>	Prescriptions concernant l'évaluation du risque phytosanitaire	Argentine	États-Unis d'Amérique	AN
<b>139</b>	Restriction applicable à la viande de porc	Australie	Union européenne	R

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>4</sup></b>
<b>140</b>	Importations d'autruches vivantes	Brésil	Union européenne	R
<b>141</b>	Évaluations du risque phytosanitaire pour les importations de produits végétaux	Brésil	Canada	AN
<b>142</b>	Tolérance zéro pour E-coli	Chine	États-Unis d'Amérique	AN
<b>143</b>	Règlement concernant les matériaux d'emballage à base de bois	Chine	Union européenne	R
<b>144</b>	Restrictions à l'importation de fruits et de jus de fruits	Union européenne	Brésil	AN
<b>145</b>	Restrictions à l'importation de viande de volaille	Honduras	Costa Rica	AN
<b>146</b>	Interdiction des hormones dans la production animale	Indonésie	États-Unis d'Amérique	AN
<b>147</b>	Réglementation applicable aux additifs alimentaires	Japon	Union européenne	AN
<b>148</b>	Modification de la Loi sur l'hygiène alimentaire	Japon	Chine	AN
<b>149</b>	Restrictions applicables aux produits alimentaires	Panama	Union européenne	R
<b>150</b>	Certification de la viande et des produits laitiers	Philippines	Canada	R
<b>151</b>	Restrictions à l'importation de saucisses de porc et d'autres produits porcins	Trinité-et-Tobago	Argentine	AN
<b>152</b>	Restrictions applicables aux melons	États-Unis d'Amérique	Mexique	AN
<b>153</b>	Restrictions à l'importation de plantes en pot chinoises dans leur support de culture	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
<b>154</b>	Évaluation du risque concernant l'ESB	Uruguay	Canada, États-Unis d'Amérique	P
<b>2003</b>				
<b>155</b>	Restrictions à l'importation de tomates-grappes néerlandaises	Australie	Union européenne	R
<b>156</b>	Notifications G/SPS/N/BRA/74 et G/SPS/N/BRA/75 relatives aux mesures concernant l'ESB	Brésil	Canada	R
<b>157</b>	Mesures de contrôle sanitaire relatives à l'entrée et à la sortie des produits aquatiques	Chine	Union européenne	R
<b>158</b>	Restrictions à l'importation de viande de porc	Croatie	Slovénie	AN
<b>159</b>	Proposition concernant les sous-produits animaux	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
<b>160</b>	Mesures transitoires en matière d'ESB	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
<b>161</b>	Directive 2001/661/CE concernant la fièvre aphteuse	Union européenne	Afrique du Sud	AN
<b>162</b>	Prescriptions en matière de fumigation	Japon	États-Unis d'Amérique	AN
<b>163</b>	Restrictions applicables aux produits autrichiens	Mexique	Union européenne	AN
<b>164</b>	Restrictions à l'importation de haricots secs	Mexique	États-Unis d'Amérique	R

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>4</sup></b>
<b>165</b>	Restrictions à l'importation d'huile d'olive espagnole	Bahreïn, Royaume de; Émirats arabes unis; Koweït, État du; Oman; Qatar	Union européenne	P
<b>166</b>	Mesures applicables à l'importation d'animaux vivants et de produits carnés	Croatie	Hongrie	R
<b>167</b>	Restrictions à l'importation de miel	Union européenne	États-Unis d'Amérique	R
<b>168</b>	Teneurs maximales pour les aflatoxines présentes dans le maïs et prélèvement d'échantillons pour certains contaminants des produits alimentaires	Union européenne	Argentine	AN
<b>169</b>	Proposition de règlement des CE sur les limites maximales de résidus de pesticides	Union européenne	Argentine, Chine	AN
<b>170</b>	Animaux vivants et produits d'origine animale	Union européenne	Australie	AN
<b>171</b>	Conditions de police sanitaire et prescriptions en matière de certification pour les poissons vivants	Union européenne	Australie	AN
<b>172</b>	Restrictions à l'importation de mangues	Japon	Brésil	R
<b>173</b>	Notification concernant les utilisations d'organismes vivants modifiés	Japon	Australie	AN
<b>174</b>	Notification concernant les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés	Corée, République de	Australie	AN
<b>175</b>	Notification concernant les contrôles des denrées alimentaires et des aliments pour animaux	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
<b>176</b>	Notification concernant les teneurs maximales admissibles pour l'ochratoxine A dans le café	Allemagne, Union européenne	Colombie, Papouasie-Nouvelle-Guinée	AN
<b>177</b>	Conditions sanitaires relatives à l'importation de matériel vivant pour l'apiculture	Union européenne	Argentine	AN
<b>178</b>	Révision des normes et des spécifications concernant les aliments et les additifs	Japon	Chine	AN
<b>179</b>	Lignes directrices concernant les essais relatifs aux limites maximales de résidus (LMR)	Corée, République de	États-Unis d'Amérique	AN
<b>180</b>	Traitement thermique de la viande et de la farine d'os de volaille destinées aux aliments pour animaux familiers	Taipei chinois	États-Unis d'Amérique	R
<b>181</b>	Restrictions à l'importation de pommes de terre	Taipei chinois	Nouvelle-Zélande	R



<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>4</sup></b>
<b>182</b>	Mise en œuvre de la NIMP n° 15	États-Unis d'Amérique	Argentine	R
<b>183</b>	Mise en œuvre de la NIMP n° 15	Certains Membres	Chili, Uruguay	AN
<b>2004</b>				
<b>184</b>	Manque de transparence s'agissant de certaines mesures SPS	Chine	États-Unis d'Amérique	AN
<b>185</b>	Restrictions en raison de la grippe aviaire	Inde	États-Unis d'Amérique, Union européenne	AN
<b>186</b>	Restrictions phytosanitaires à l'importation	Inde	États-Unis d'Amérique, Union européenne	P
<b>187</b>	Restrictions pour cause de fièvre aphteuse	Panama	Argentine	AN
<b>188</b>	Radiation de la France de la liste des pays autorisés à exporter certaines viandes et certains produits carnés vers les États-Unis	États-Unis d'Amérique	Union européenne	R
<b>189</b>	Interdiction de l'utilisation des matériels à risques spécifiés et prescriptions concernant les bovins invalides	États-Unis d'Amérique	Argentine	AN
<b>190</b>	Régionalisation et reconnaissance du statut de zone exempte de maladies animales	Certains Membres	Union européenne	P
<b>191</b>	Teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur les produits alimentaires	Union européenne	Chine	AN
<b>192</b>	Absence de notification concernant diverses mesures SPS	Inde	États-Unis d'Amérique	AN
<b>193</b>	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	Certains Membres	États-Unis d'Amérique, Union européenne	P
<b>194</b>	Restrictions applicables aux raisins frais	Australie	Chili	R
<b>195</b>	Restrictions applicables aux agrumes	Barbade	Venezuela, République bolivarienne du	AN
<b>196</b>	Mesures concernant les volailles en provenance des États-Unis	Chine	États-Unis d'Amérique	R
<b>197</b>	Règlement concernant la présence d'ochratoxine A dans le café	Union européenne	Colombie	AN
<b>198</b>	Règlement concernant les aflatoxines et l'ochratoxine A dans les aliments pour nourrissons et enfants en bas âge	Union européenne	Chine	AN
<b>199</b>	Dérogation à la norme internationale concernant les matériaux d'emballage à base de bois	Espagne, Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
<b>200</b>	Interdiction visant la cire alimentaire	Inde	États-Unis d'Amérique	AN
<b>201</b>	Normes et spécifications concernant les additifs alimentaires (boscalid)	Japon	Chine	AN
<b>202</b>	Mesures visant à contrôler la présence du septoria dans les produits horticoles	Corée, République de	États-Unis d'Amérique	R

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>4</sup>
203	Règle appliquée par les États-Unis aux produits issus de bovins et prescriptions en matière de tenue de dossiers	États-Unis d'Amérique	Argentine, Chine	AN
204	Notification par des Membres de la mise en œuvre de la norme NIMP n° 15	Certains Membres	Union européenne	R
2005				
205	Abattage de bétail reproducteur importé	Bolivie, État plurinational de	Mexique	AN
206	Procédures d'inspection et d'essai appliquées au blé importé	Grèce, Union européenne	Canada	R
207	Directives sur la tolérance pour les résidus de pesticides et les méthodes d'inspection pour le thé	Union européenne	Chine	AN
208	Règles d'hygiène appliquées aux denrées alimentaires et aux aliments pour animaux	Union européenne	Canada	AN
209	Directive concernant la santé des végétaux	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
210	Restrictions à l'importation de viande de poulet	Guatemala	Mexique	AN
211	Restrictions au transit des avocats	Guatemala	Mexique	AN
212	Système de liste positive concernant les limites maximales de résidus pour les pesticides, les médicaments vétérinaires et les additifs alimentaires	Japon	Chine, États-Unis d'Amérique	AN
213	Restrictions à l'importation de viande de bœuf	Japon	États-Unis d'Amérique	AN
214	Régime d'inspection pour les établissements de transformation de produits alimentaires	Panama	États-Unis d'Amérique	R
215	Règlement de santé publique n° 11	Thaïlande	États-Unis d'Amérique	AN
216	Restrictions à l'importation de poires Ya	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
217	Restrictions à l'importation de pommes	Australie	Nouvelle-Zélande	AN
218	Non-reconnaissance de la régionalisation et du statut de zone exempte de maladie en ce qui concerne la fièvre porcine classique	Brésil	Union européenne	AN
219	Prescriptions EurepGAP pour les bananes	Union européenne	Saint-Vincent-et-les Grenadines	AN
220	Proposition de règlement concernant le <i>piper methysticum</i> (kawa-kawa)	Royaume-Uni, Union européenne	Fidji	AN

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>4</sup></b>
<b>221</b>	Assurance de la sécurité sanitaire des aliments pour animaux et amélioration de leur qualité et normes concernant les aliments pour animaux et additifs pour aliments pour animaux	Japon	Chine	AN
<b>222</b>	Suspension des importations de paille et de fourrage destinés à l'alimentation animale ayant subi un traitement thermique	Japon	Chine	R
<b>223</b>	Prescriptions relatives à l'importation de mangues en provenance d'Inde	Japon	Inde	AN
<b>224</b>	Restrictions imposées aux produits animaux et végétaux exportés par les CE	Japon	Union européenne	AN
<b>225</b>	Restrictions applicables aux volailles des États-Unis	Mexique	États-Unis d'Amérique	AN
<b>226</b>	Régime d'inspection pour les produits agricoles	Panama	Costa Rica	R
<b>227</b>	Restrictions à l'importation appliquées pour des raisons liées à l'ESB aux produits non issus de ruminants	Taipei chinois	États-Unis d'Amérique	AN
<b>228</b>	Procédures d'importation applicables aux fruits et légumes	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
<b>229</b>	Restrictions à l'importation de champignons Enoki	Canada	Taipei chinois	R
<b>230</b>	Prescriptions phytosanitaires applicables aux oranges fraîches	Costa Rica	Nicaragua	AN
<b>231</b>	Restrictions applicables à la cannelle	Union européenne	Sri Lanka	R
<b>232</b>	Restrictions à l'importation de viande bovine des CE en raison de l'ESB	Israël	Union européenne	AN
<b>233</b>	Législation phytosanitaire en matière d'importation	Israël	Union européenne	R
<b>234</b>	Suspension de l'importation de volailles vivantes et de carcasses de volailles	Thaïlande	Mexique	AN
<b>235</b>	Restrictions à l'importation applicables aux exportations communautaires d'oiseaux vivants, de viande, de produits carnés et d'autres produits dérivés en raison de la grippe aviaire	Certains Membres	Union européenne	P
<b>2006</b>				
<b>236</b>	Restrictions à l'exportation de viande bovine dans le cadre du contingent de "bœuf Hilton"	Argentine	Union européenne	R

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>4</sup></b>
<b>237</b>	Absence de régionalisation pour la maladie de Newcastle et restrictions applicables aux oiseaux vivants	Brésil	Union européenne	AN
<b>238</b>	Application et modification du règlement de l'UE relatif aux nouveaux aliments	Union européenne	Colombie, Équateur, Pérou	AN
<b>239</b>	Niveaux de tolérance en ce qui concerne la quantité de terre sur les tubercules de pommes de terre	République dominicaine	Canada	AN
<b>240</b>	Étiquetage des produits issus des biotechnologies et processus d'agrément des importations	Inde	États-Unis d'Amérique	AN
<b>241</b>	Restrictions à l'importation d'arbres de Noël naturels	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
<b>242</b>	Restrictions applicables aux exportations de viande de volaille des États-Unis	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
<b>243</b>	Non-reconnaissance de zones exemptes de parasites	Indonésie	États-Unis d'Amérique	P
<b>244</b>	Importation d'animaux vivants et de produits carnés	Indonésie	Brésil	AN
<b>245</b>	Restrictions à l'importation de viande de porc et de viande de volaille en provenance des États-Unis	Roumanie	États-Unis d'Amérique	AN
<b>2007</b>				
<b>246</b>	Restrictions à l'importation des produits d'origine animale en raison d'une contamination par la dioxine	Chine	Union européenne	R
<b>247</b>	Mesures concernant l'ESB appliquées aux produits à base de viande bovine	Corée, République de	Canada	R
<b>248</b>	Application du principe de régionalisation aux produits à base de viande bovine et porcine	Corée, République de	Brésil	AN
<b>249</b>	Réforme de la procédure d'analyse des risques à l'importation de l'Australie	Australie	Union européenne	AN
<b>250</b>	Restrictions des échanges liées aux systèmes nationaux de fixation des limites maximales de résidus (LMR) pour les pesticides	Certains Membres	Argentine	AN
<b>251</b>	Tolérance zéro pour les agents pathogènes dans les viandes et les produits avicoles crus	Chine	États-Unis d'Amérique	AN
<b>252</b>	Tolérance zéro pour la salmonelle dans les volailles et les œufs	El Salvador	États-Unis d'Amérique	AN
<b>253</b>	Prescriptions en matière de certificats d'exportation pour les produits laitiers	Inde	États-Unis d'Amérique	AN

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>4</sup></b>
<b>254</b>	Prescriptions zoosanitaires applicables à la viande de volaille	El Salvador	États-Unis d'Amérique	AN
<b>255</b>	Application du principe de régionalisation et prohibition de la viande bovine	Chine	Brésil	AN
<b>256</b>	Restrictions à l'importation de produits de viande de volaille cuits en provenance de Chine	Union européenne	Chine	P
<b>257</b>	Restrictions à l'importation de produits de viande de volaille cuits en provenance de Chine	États-Unis d'Amérique	Chine	R
<b>258</b>	Restrictions à l'importation de viande bovine et de produits à base de viande bovine en raison de la fièvre catarrhale du mouton	Certains Membres	Union européenne	AN
<b>259</b>	Restrictions en raison de la grippe aviaire	Chine	États-Unis d'Amérique	AN
<b>260</b>	Prescriptions en matière de traitement de quarantaine pour les aéronefs	Chili	Argentine	R
<b>261</b>	Restrictions imposées à certaines variétés de pommes des États-Unis	Chine	États-Unis d'Amérique	AN
<b>2008</b>				
<b>262</b>	Restrictions imposées sur les produits ayant subi un traitement thermique pour cause d'influenza aviaire	Égypte	Union européenne	AN
<b>263</b>	Restrictions à l'importation de viande cuite et congelée	Mexique	Brésil	AN
<b>264</b>	Limites maximales de résidus d'éthéphon dans l'ananas	Union européenne	Équateur	AN
<b>265</b>	Prescriptions du processus réglementaire pour l'analyse économique	États-Unis d'Amérique	Brésil	AN
<b>266</b>	Liste de prix pour les inspections	Malaisie	Brésil	AN
<b>267</b>	Système pour l'application des limites maximales de résidus (LMR) de pesticides	Japon	États-Unis d'Amérique	AN
<b>268</b>	Restrictions à l'importation de produits laitiers en provenance des CE	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
<b>269</b>	Restrictions visant les pommes	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
<b>270</b>	Restrictions à l'importation de riz	Mexique	Pakistan	R
<b>271</b>	Restrictions à l'importation de viande de porc	Mexique	Brésil	AN
<b>272</b>	Système d'alerte rapide concernant les importations de mangues	Union européenne	Sénégal	AN
<b>273</b>	Ratification des certificats sanitaires par les ambassades des pays	Oman, Certains Membres	Union européenne	AN
<b>274</b>	Loi de la Corée sur la prévention des épidémies du bétail	Corée, République de	Canada	AN

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>4</sup></b>
<b>275</b>	Niveau maximal de ractopamine	Taipei chinois	États-Unis d'Amérique	AN
<b>276</b>	Limites maximales de résidus de pesticides dans le cacao	Union européenne	Équateur	AN
<b>277</b>	Projet de norme NAPPO pour les navires et les cargaisons en provenance de zones infestées par la spongieuse asiatique	Canada, États-Unis d'Amérique, Mexique	Chine	AN
<b>2009</b>				
<b>278</b>	Norme d'hygiène pour les eaux-de-vie distillées et les boissons alcooliques dérivées	Chine	Mexique	AN
<b>279</b>	Restrictions à l'importation des produits du porc à cause de la grippe A/H1N1	Arménie; Bahreïn, Royaume de; Chine; Gabon; Indonésie; Jordanie; Suriname	Mexique	AN
<b>280</b>	Nouvelles conditions d'importation de la viande	Indonésie	Union européenne	AN
<b>281</b>	Restrictions à l'importation de gélatine produite à partir de cuirs et de peaux de têtes de bovins en application de prescriptions concernant l'ESB	Colombie	Brésil	AN
<b>282</b>	Mesures concernant les produits alimentaires contenant des ingrédients à base de viande, de volaille ou d'ovoproduits transformés	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
<b>283</b>	Limites maximales de résidus (LMR) fixées pour les pesticides	Japon	Brésil	AN
<b>284</b>	Règle concernant l'importation d'articles d'artisanat en bois en provenance de Chine	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
<b>285</b>	Restrictions à l'importation de viande de porc fraîche et de bœuf	États-Unis d'Amérique	Brésil	AN
<b>286</b>	Restrictions à l'importation de viande de volaille	Indonésie	Brésil	AN
<b>287</b>	Restrictions à l'importation de viande de porc fraîche et de bœuf	Afrique du Sud	Brésil	AN
<b>288</b>	Mesures à l'importation d'animaux et de produits d'origine animale	Ukraine	Union européenne	R
<b>289</b>	Mesures visant les poissons-chats	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
<b>290</b>	Suspension de l'inspection et de la délivrance de certificats phytosanitaires et zoosanitaires pour les importations	Venezuela, République bolivarienne du	Colombie	AN

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>4</sup>
2010				
291	Mesures liées à l'ESB	Taipei chinois	Canada	AN
292	Prohibition sur les plantes ornementales d'une taille supérieure à 18 pouces	États-Unis d'Amérique	Costa Rica	R
293	Risques découlant de la mouche des fruits de la carambole en Guyane française	France	Brésil	AN
294	Restrictions à l'importation sur les végétaux et produits végétaux	Malaisie	Brésil	AN
295	Étiquettes de mise en garde sur les colorants artificiels	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
296	Pratiques en matière de notification SPS	Chine	Union européenne	AN
297	Obligation d'enregistrement imposée aux entreprises exportatrices de produits alimentaires pour animaux	Canada	Chine	AN
298	Restrictions à l'importation de viande bovine en provenance du Brésil	Colombie	Brésil	AN
299	Loi des États-Unis de 2009 sur l'amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	États-Unis d'Amérique	Chine, Inde	AN
300	Règlement CE n° 1099/2009	Union européenne	Inde	AN
301	Analyse par les États-Unis des risques liés à l'introduction d'abeilles reines	États-Unis d'Amérique	Argentine	AN
302	Restrictions imposées aux produits dérivés de la biotechnologie	Turquie	États-Unis d'Amérique	AN
303	Restrictions à l'importation de viande de volaille	Sénégal	Brésil	AN
304	Limite maximale de résidus (LMR) pour la teneur en 1-méthylcyclopropène des bananes	Canada	Équateur	AN
305	Restrictions à l'importation de viande bovine et reconnaissance du principe de régionalisation	Indonésie	Brésil	AN
306	Limites maximales applicables aux résidus de pesticides	Union européenne	Inde	AN
307	Interdiction de certains additifs alimentaires	Japon	Inde	AN
308	Restrictions en ce qui concerne les animaux des espèces bovine et bubaline destinés à la reproduction	Brésil	Colombie	AN
309	Étiquetage des produits d'origine animale	Brésil	Union européenne	AN
310	Mesures concernant les sardines en conserve	Brésil	Maroc	AN
311	Restrictions sur les volailles et produits avicoles	Albanie, Croatie	Chili	R

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>4</sup></b>
<b>312</b>	Restrictions à l'exportation de viande bovine en raison de préoccupations liées à l'ESB	Mexique	Nicaragua	AN
<b>2011</b>				
<b>313</b>	Restrictions à l'importation par suite de contamination par la dioxine en Allemagne	Certains Membres	Union européenne	AN
<b>314</b>	Interdiction des abats	Viet Nam	États-Unis d'Amérique; Union européenne	AN
<b>315</b>	Restrictions à l'importation de volailles et de produits de volailles imposées par l'Ukraine	Ukraine	Mexique	AN
<b>316</b>	Restrictions à l'importation de chrysanthèmes imposées par les États-Unis	États-Unis d'Amérique	Costa Rica	AN
<b>317</b>	Mesures liées à l'ESB imposées par le Mexique	Mexique	Canada	AN
<b>318</b>	Non-reconnaissance par les États-Unis du statut de la Patagonie Sud comme région indemne de fièvre aphteuse et non-importation par les États-Unis de viande de bœuf provenant de la zone située au nord du 42 <sup>ème</sup> parallèle	États-Unis d'Amérique	Argentine	AN
<b>319</b>	Quarantaine et procédures d'essai imposées par la Chine en ce qui concerne le saumon	Chine	Norvège	AN
<b>320</b>	Restrictions à l'importation de viande fraîche	Philippines	États-Unis d'Amérique	AN
<b>321</b>	LMR appliquées par le Japon au sésame	Japon	Paraguay	AN
<b>322</b>	Ustensiles de cuisine en plastique polyamide et mélamine	Union européenne	Chine; Hong Kong, Chine	AN
<b>323</b>	Restrictions à l'importation de viande de porc et de produits d'origine porcine	Malaisie	Union européenne	AN
<b>324</b>	Prescription de la Chine en matière d'immatriculation et de contrôle des entreprises étrangères	Chine	Inde	AN
<b>325</b>	Réglementation de l'UE sur le cadmium dans le cacao	Union européenne	Colombie, Équateur	AN
<b>326</b>	Restrictions sur les raisins de table, pommes et poires	Thaïlande	Afrique du Sud	AN
<b>327</b>	Arrêt de la cour de justice de l'UE sur les pollens de plantes génétiquement modifiées	Union européenne	Argentine	AN
<b>328</b>	LMR par défaut, limites de détermination ou limites de quantification imposées sur le riz basmati	États-Unis d'Amérique	Inde	AN

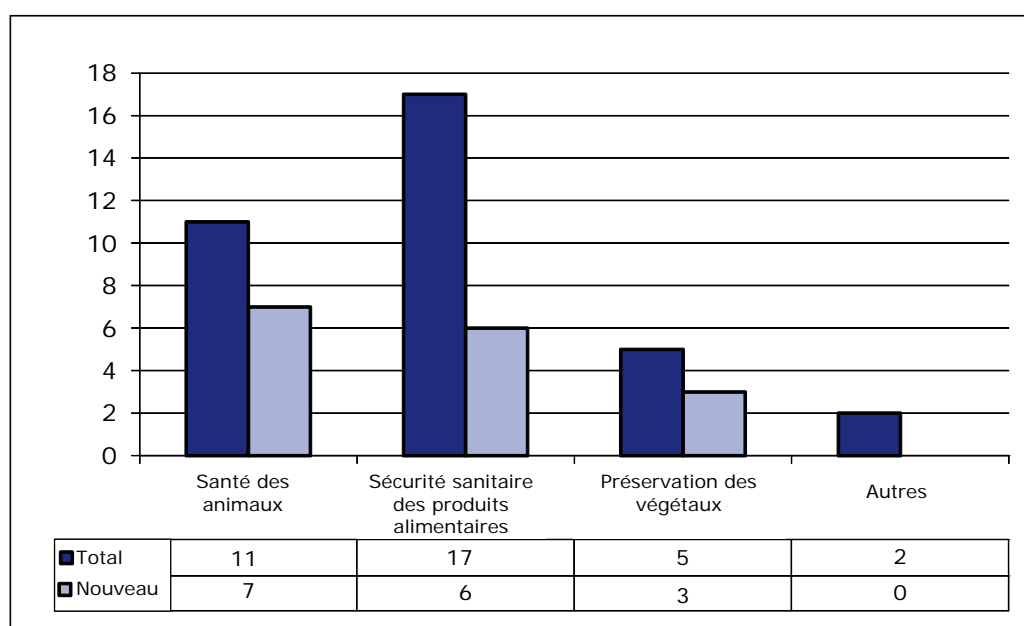


Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>4</sup>
2012				
329	Méthodes d'essai pour les additifs alimentaires	Chine	Inde	AN
330	Fermeture de ports indonésiens	Indonésie	Chine, États-Unis d'Amérique, Nouvelle-Zélande, Union européenne	AN
331	Limites appliquées par l'UE concernant la teneur en aluminium des produits à base de farine	Union européenne	Chine	AN
332	Restrictions liées à la fièvre aphteuse	Japon	Argentine	AN
333	Mesures de restriction du commerce motivées par le virus de Schmallenberg	Certains Membres	Union européenne	AN
334	Limites maximales de résidus appliquées au café torréfié en poudre	Taipei chinois	Inde	R
335	Essais effectués par l'Union européenne sur les résidus de pesticides	Union européenne	Inde	AN
336	Mesures appliquées par les États-Unis concernant les citrons frais en provenance du nord-ouest de l'Argentine	États-Unis d'Amérique	Argentine	AN
337	Retard pris dans la finalisation des procédures d'inspection concernant la viande bovine et la viande de volaille en provenance d'Argentine	Canada	Argentine	AN
338	Interdiction d'importer des animaux vivants en provenance de l'UE	Fédération de Russie	Union européenne	AN
339	Restrictions concernant les tomates	États-Unis d'Amérique	Sénégal	AN
340	Prescriptions concernant l'importation de viande ovine	Turquie	Australie	AN
341	Listes de la Russie concernant les établissements d'exportation	Fédération de Russie	Union européenne	AN
342	Restrictions concernant les crevettes imposées en raison de la présence de résidus d'antioxydants	Japon	Inde	AN
343	Permis imposés pour les produits horticoles	Indonésie	États-Unis d'Amérique	AN
344	Mesures visant les crevettes	Brésil	Équateur	AN

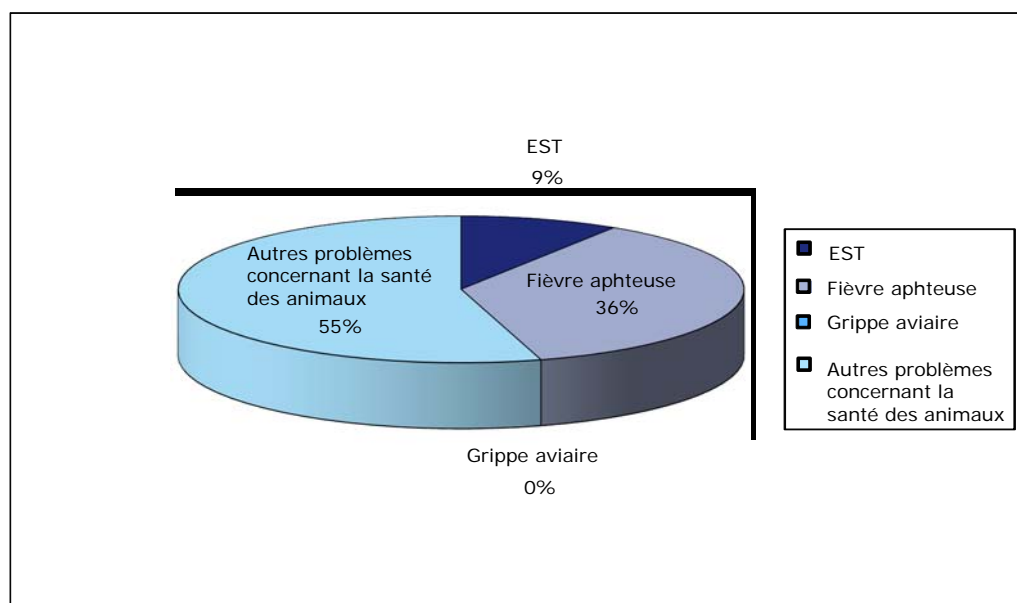
## 2 PCS EXAMINÉS EN 2012

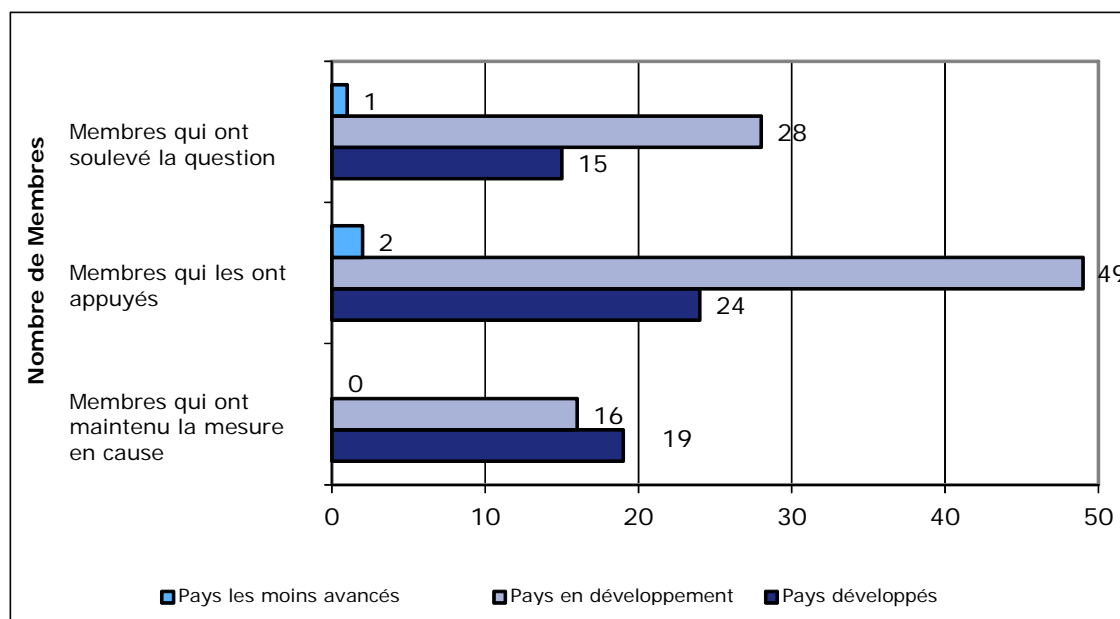
2.1. Au total, 35 problèmes commerciaux spécifiques ont été portés à l'attention du Comité en 2012, dont 16 étaient des problèmes nouveaux. Le graphique 2.1 montre, par sujet, tous les problèmes commerciaux qui ont été soulevés ou pour lesquels un règlement a été notifié au Comité en 2012. Globalement, 17 questions (49%) se rapportent à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, 5 questions (14%) concernent la préservation des végétaux et 2 questions (6%) se rapportent à d'autres problèmes. Les 11 questions restantes (31%) se rapportent à la santé des animaux et aux zoonoses; cette catégorie inclut des problèmes tels que les encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST), qui se rapportent également à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Les EST représentent 9% des problèmes concernant la santé des animaux qui ont été soulevés en 2012, tandis que la fièvre aphteuse en représente 36%. Les 55% restants se rapportent à d'autres problèmes concernant la santé des animaux. Aucune question concernant la grippe aviaire n'a été soulevée en 2012.

**Graphique 2.1 – Problèmes commerciaux par sujet – 2012**



**Graphique 2.2 – Problèmes commerciaux concernant la santé des animaux et les zoonoses – 2012**



**Graphique 2.3 – Participation des Membres – 2012**

2.2. Des 35 problèmes commerciaux qui ont été traités en 2012, 15 ont été soulevés par des pays développés Membres, contre 28 pour les pays en développement Membres. Il est arrivé que des pays en développement et des pays développés Membres soulèvent la même question ou apportent leur appui à ce sujet. Les pays les moins avancés Membres ont soulevé une question en 2012. Dans 24 cas, des pays développés Membres ont appuyé l'autre Membre qui avait soulevé la question, et dans 49 cas, ce sont des pays en développement Membres qui ont apporté leur appui. Un pays moins avancé a apporté son appui à deux cas en 2012.

2.3. La mesure en cause a été maintenue dans 16 cas par un pays en développement Membre, et dans 19 cas par un pays développé Membre. Certains problèmes commerciaux spécifiques concernent des mesures maintenues par plusieurs Membres, y compris par des pays développés et des pays en développement ensemble. Aucun problème commercial concernant une mesure maintenue par un pays moins avancé Membre n'a été soulevé.

2.4. En outre, d'autres actions ont été engagées dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC concernant deux PCS qui avaient été soulevés précédemment.

2.5. La section ci-après donne des renseignements présentés par Membre(s) maintenant la mesure. Elle contient un résumé des discussions du Comité SPS sur le problème commercial, ainsi que des renseignements factuels concernant les PCS qui font désormais l'objet de procédures formelles de règlement des différends.

## 2.1 Brésil

### 2.1.1 Santé des animaux

#### Mesures visant les crevettes (PCS 344)

Question soulevée par:	Équateur
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 180-181)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.6. En octobre 2012, l'Équateur a signalé la très forte diminution de ses exportations de crevettes en raison de la norme n° 99 imposée par le Brésil qui fixait des conditions pour l'autorisation des importations de crevettes dans le but d'éviter l'introduction du syndrome des taches blanches et de la maladie de la tête jaune. L'Équateur avait consacré des ressources très importantes pour protéger et préserver sa production de crevettes de ces deux maladies grâce aux plans de surveillance des résidus et des contaminants, lesquels avaient été communiqués au Brésil. Les autorités brésiliennes avaient indiqué que les mesures adoptées dans la norme n° 99 avaient été levées; cependant, le Ministère brésilien de l'agriculture avait publié la nouvelle norme n° 12 qui établissait des procédures pour l'analyse des risques à l'importation, laquelle n'avait pas encore été mise en œuvre. Des discussions bilatérales avaient permis un échange de renseignements et l'Équateur espérait une solution rapide et mutuellement acceptable de la question.

2.7. Le Brésil a noté qu'il avait été informé de ce problème commercial à la dernière minute et n'avait pas eu suffisamment de temps pour préparer une réponse détaillée. Les préoccupations seraient transmises aux autorités pertinentes afin qu'une solution puisse être trouvée rapidement.

## 2.2 Canada

### 2.2.1 Santé des animaux

#### Retard pris dans la finalisation des procédures d'inspection concernant la viande bovine et la viande de volaille en provenance d'Argentine (PCS 337)

Question soulevée par:	Argentine
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphe 14)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.8. En octobre 2012, l'Argentine a fait part de préoccupations quant au retard pris par le Canada pour ouvrir son marché à la viande de volaille et à la viande bovine malgré les évaluations favorables des risques. L'Argentine a noté que l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) l'avait reconnue comme une zone indemne de fièvre aphteuse sans vaccination. En septembre 2009, l'ACIA avait indiqué que les résultats de l'évaluation des risques concernant la zone indemne de fièvre aphteuse avec vaccination étaient favorables pour les exportations argentines de viande désossée, soumise à un processus de maturation, fraîche, réfrigérée et congelée. La volaille argentine a été reconnue indemne de la maladie de Newcastle en 2004. Bien que toutes les conditions nécessaires aient été remplies dès 2011 (entre autres, réponses aux questionnaires et audit de contrôle des résidus par la visite d'établissements du secteur avicole et bovin en novembre 2010), le Canada a continué à repousser une visite d'audit du système d'inspection de la viande bovine et de volaille qu'il exigeait lui-même. L'Argentine a insisté sur le fait que ce retard était incompatible avec l'article 8 et l'Annexe C de l'Accord SPS et a demandé à obtenir un accès effectif au marché canadien pour ses produits à base de volaille ou de bœuf.

2.9. Le Canada a répondu qu'il avait fermement l'intention de contrôler les systèmes d'inspection de la viande bovine et de la viande de volaille de l'Argentine, mais que de récentes restrictions budgétaires et de personnel avaient contraint l'ACIA à repousser la visite jusqu'en avril 2013.

## 2.3 Chine

### 2.3.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Norme d'hygiène visant les eaux-de-vie distillées et les boissons alcooliques dérivées (PCS 278)

Question soulevée par:	Mexique
Appuyée par:	États-Unis d'Amérique, Union européenne
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Février 2009 (G/SPS/R/54, paragraphes 8-9), juin 2009 (G/SPS/R/55, paragraphes 41-42), octobre 2009 (G/SPS/R/56, paragraphes 33-34), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphe 195), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 53-55)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/CHN/111, G/SPS/N/CHN/111/Suppl.1, G/SPS/N/CHN/377
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.10. En février 2009, le Mexique a indiqué que le règlement notifié par la Chine (G/SPS/N/CHN/111) classait les boissons alcooliques en trois catégories: les eaux-de-vie à base de céréales distillées, les eaux-de-vie à base de fruits distillés et les autres eaux-de-vie distillées, et établissait des teneurs maximales en méthanol de 0,6, 8,0 et 0,6 grammes par litre respectivement. La tequila, fabriquée à partir de l'agave, serait donc classée dans la catégorie des "autres eaux-de-vie distillées". À ce titre, elle n'aurait pas accès au marché chinois dans la mesure où, selon la norme mexicaine pertinente, la tequila contenait jusqu'à 3 grammes d'alcool par litre. En 2001, dans le contexte de l'accession de la Chine à l'OMC, le Mexique et la Chine avaient signé un mémorandum d'accord suivant lequel la Chine avait admis que la tequila était un produit originaire du Mexique, élaboré conformément aux normes et aux règlements mexicains. Le Mexique demandait que la Chine modifie son projet de mesure, en tenant compte de la matière première spéciale dont était tirée la tequila, et qu'elle donne à cette boisson le même traitement qu'aux eaux-de-vie à base de fruits distillés. Les producteurs mexicains de tequila avaient envoyé des observations à cet effet au point d'information chinois, et le gouvernement mexicain présenterait également des observations dans le proche avenir. Le Mexique souhaitait une réunion bilatérale avec la Chine sur le sujet et espérait pouvoir trouver une solution satisfaisante pour les deux parties.

2.11. La Chine a encouragé le Mexique à présenter des observations au point d'information chinois. Les observations reçues au cours de la période prévue à cet effet seraient prises en compte. La Chine était bien entendu autorisée à prendre les mesures nécessaires à la protection de la santé.

2.12. En juin 2009, le Mexique a rappelé que les dispositions de la réglementation chinoise sur les boissons alcooliques qui avaient trait aux quantités maximales d'éthanol étaient, pour lui, une source de préoccupation. Il avait formulé ses observations dans les délais spécifiés et espérait qu'il en serait tenu compte.

2.13. La Chine a précisé que les normes nationales étaient appliquées à toutes les boissons distillées et alcooliques sans distinction et ne visaient pas spécifiquement la tequila. Une réponse écrite aux observations du Mexique avait été envoyée, et la Chine espérait que les discussions techniques en cours permettraient de trouver une solution mutuellement satisfaisante.

2.14. En octobre 2009, le Mexique a déclaré que la Commission fédérale pour la prévention des risques sanitaires, qui relève du Ministère de la santé, ainsi que l'industrie nationale de la tequila, avaient présenté des observations sur la norme de la Chine en septembre 2009. De plus, une analyse des risques avait été soumise concernant la teneur en éthanol de la tequila. Des réunions bilatérales avaient eu lieu en marge de la réunion du Comité SPS et des informations utiles avaient été obtenues pour l'examen de la norme. Le Mexique a rappelé sa volonté de travailler en collaboration avec la Chine sur cette question.

2.15. La Chine a confirmé la réception d'observations et de pièces justificatives de la part du Mexique. Elle était sensible à la particularité des techniques de transformation de la tequila. Des experts chinois examinaient actuellement les observations de différentes parties intéressées, et les observations et suggestions formulées par le Mexique seraient prises en considération dans le réexamen de la norme.

2.16. En octobre 2011, le Mexique s'est dit à nouveau préoccupé par la norme d'hygiène appliquée par la Chine aux eaux-de-vie distillées et aux boissons alcooliques dérivées, notamment le niveau maximal fixé pour le méthanol dans les boissons distillées et la classification de la tequila. Il avait soulevé cette question au cours de plusieurs réunions bilatérales, présenté des renseignements scientifiques pertinents pour aider les responsables chinois à comprendre les caractéristiques particulières de la tequila et soumis une analyse bibliographique concernant la présence de méthanol dans les boissons alcooliques distillées et son rapport avec la santé des consommateurs. Le secteur privé avait également envoyé des observations aux autorités chinoises. Le Mexique a fait observer que certaines boissons alcooliques qui avaient une teneur en méthanol plus élevée que la tequila, telles que les eaux-de-vie de marc de fruit, étaient fabriquées et vendues au niveau international sans qu'il ait été signalé d'effets néfastes sur la santé et que la teneur maximale de 3 grammes de méthanol par litre de tequila était inhérente au produit et non pas due à une mauvaise qualité ou à une mauvaise transformation. Le Mexique a dit en conclusion que la limite maximale de méthanol proposée par la Chine pourrait être contraire aux preuves scientifiques, et donc injustifiée. La Chine a indiqué qu'elle examinerait attentivement les renseignements fournis par le Mexique.

2.17. En mars 2012, le Mexique a rappelé qu'en février 2009, il avait soulevé pour la première fois ses préoccupations concernant le niveau maximal établi pour le méthanol dans les boissons alcooliques et l'absence de position dans la nomenclature qui pourrait viser la tequila dans la norme d'hygiène de la Chine applicable aux eaux-de-vie distillées et aux boissons alcooliques dérivées. Le Mexique avait tenu plusieurs réunions bilatérales pour discuter de cette question et, en septembre 2011, avait communiqué des observations concernant la notification de la Chine publiée sous la cote G/SPS/N/CHN/377. Il demandait que la prescription chinoise soit modifiée afin de refléter le niveau maximal de méthanol autorisé en vertu de la norme mexicaine pour la tequila, à savoir 3,0 g/l d'éthanol 100 AA. Cela permettrait à la tequila et aux autres boissons produites à partir de l'agave d'avoir accès au marché chinois. Des études ont confirmé que les limites pour le méthanol proposées par le Mexique ne présentaient pas de risque pour la santé.

2.18. Les États-Unis ont appuyé les préoccupations soulevées par le Mexique et ont demandé à la Chine de présenter une évaluation des risques pour justifier la mesure, ainsi qu'une explication du règlement et la date d'entrée en vigueur prévue. Les États-Unis ont aussi demandé à la Chine de prévoir une période de transition d'un an pour permettre aux entreprises de se conformer au règlement après que la Chine aurait communiqué son évaluation des risques et notifié la mesure finale à l'OMC. L'Union européenne a repris ces préoccupations, indiquant que la mesure créait des obstacles non nécessaires au commerce et n'était pas fondée scientifiquement.

2.19. La Chine a fait observer que des réunions bilatérales avaient eu lieu avec le Mexique et a indiqué que la norme était fondée sur les habitudes de consommation chinoises. Elle prendrait en considération les observations des Membres et les tiendrait informés.

#### **Procédures de quarantaine et d'essai imposées par la Chine en ce qui concerne le saumon (PCS 319)**

Question soulevée par:	Norvège
Appuyée par:	États-Unis d'Amérique, Suisse, Union européenne
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Juin 2011 (G/SPS/R/63, paragraphes 19-24), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphe 198), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 44-46), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 40-42), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 40-41)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/GEN/1090
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.20. En juin 2011, la Norvège a dit qu'après avoir progressé régulièrement pendant des années, ses exportations de saumon frais à destination de la Chine avaient sensiblement diminué en raison des procédures d'essai et de quarantaine qui avaient été mises en place par la Chine le 13 décembre 2010. Ces mesures avaient été suivies d'un renforcement de ces procédures, comme il était indiqué dans l'Avis n° 9 2011, qui n'avait pas été notifié à l'OMC. Les programmes de surveillance de la Norvège, qui étaient en vigueur depuis 1998, n'indiquaient pas la présence de substances illégales dans les produits de la pêche et avaient invariablement mis en évidence de faibles niveaux de contaminants. Les mesures prises par la Chine ne semblaient pas être fondées sur des principes scientifiques ou une évaluation des risques, et la Norvège demandait une explication de ces mesures et de la manière dont elles se conformaient à l'Accord SPS.

2.21. Les États-Unis ont appuyé la Norvège et se sont dits préoccupés par le fait que la Chine avait mis en œuvre l'Ordonnance n° 9 de l'Administration générale du contrôle de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine (AQSIQ), Avis concernant le renforcement de l'inspection et de la quarantaine pour le saumon importé, en février 2011, sans avoir notifié la mesure. L'objectif déclaré de cet avis était la protection de la santé du consommateur, mais aucune évaluation des risques n'avait été fournie. Les États-Unis ont demandé une copie de l'évaluation des risques réalisée par la Chine, et ont demandé que la Chine annule les prescriptions en matière de documentation de l'Ordonnance n° 9 de l'AQSIQ jusqu'à ce que la mesure ait été notifiée. La Chine a également été invitée à expliquer en quoi la prescription imposant d'indiquer le nom et le numéro du navire de l'exportateur se rapportait à la nécessité de veiller à ce que le saumon sauvage ne présente pas de danger pour la consommation humaine.

2.22. L'Union européenne a également lancé un appel en faveur de la transparence dans toutes les questions SPS.

2.23. La Chine a précisé que depuis 2010, les bureaux d'inspection et de quarantaine à l'entrée et à la sortie en Chine avaient détecté des poux de poissons, des micro-organismes pathogènes et des résidus excessifs de médicaments vétérinaires dans le saumon réfrigéré importé. Dans une tentative visant à protéger ses consommateurs, la Chine avait publié un avis visant à renforcer l'inspection et la quarantaine du saumon importé, sur la base de la Mesure administrative concernant l'inspection, la quarantaine et le contrôle des importations et des exportations d'aliments pour animaux et d'additifs pour aliments pour animaux et de sa révision et des mesures modificatives des importations et des exportations de produits aquatiques, qui avaient été notifiées à l'OMC. Les mesures qui avaient été prises relevaient de ces lois et règlements et ne comportaient aucun élément nouveau, de sorte qu'il n'était pas nécessaire d'effectuer une autre notification. La Chine avait déjà répondu aux préoccupations de la Norvège lorsque celle-ci les avait soulevées en mars 2011, à l'occasion de la visite que la Norvège avait effectuée à l'AQSIQ en Chine, et espérait que ces réponses dissipassent les préoccupations de la Norvège. La Chine était disposée à poursuivre les discussions bilatérales avec l'Union européenne et les États-Unis sur cette question.

2.24. La Norvège a souligné que le maintien de la sécurité alimentaire des produits de la mer était un objectif fondamental des autorités norvégiennes, qui surveillaient la présence de substances indésirables, de micro-organismes et de parasites dans les produits de la mer sauvages et d'élevage, ainsi que dans les aliments pour poissons. La Norvège avait effectué une évaluation des risques visant les produits de la mer en se fondant sur des études portant sur les espèces de poissons les plus importantes sur le plan commercial en Norvège. Les parties prenantes avaient souvent des divergences de vues sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et sur les bienfaits des produits de la mer, et il était important d'établir une distinction entre les faits et la fiction. La Norvège comptait bien poursuivre sa collaboration dans ce domaine avec la Chine.

2.25. La Chine a fait observer que les préoccupations de la Norvège étaient axées sur le détail des méthodes d'essai, mais ces questions purement techniques devaient être débattues entre scientifiques. En mars, des scientifiques des deux pays avaient tenu des discussions détaillées sur cette question, et presque toutes les préoccupations de la Norvège avaient été dissipées. La Chine était déçue que la Norvège ne fasse pas d'efforts pour régler cette question, étant donné que lorsqu'une cargaison était identifiée comme étant porteuse d'une maladie, le problème était censé être corrigé par l'exportateur. La Chine se réjouissait de la participation de la Norvège et d'autres parties intéressées aux discussions bilatérales, car cette question était débattue depuis deux ans.

2.26. En octobre 2011, la Norvège a donné des renseignements sur les faits récents survenus à propos des mesures appliquées par la Chine au saumon, notamment les nouvelles mesures d'analyse et de quarantaine concernant le saumon frais. Les mesures instaurées en décembre 2010 par l'Ordonnance n° 9 de l'AQSIQ avaient provoqué une baisse de 70% du volume des exportations norvégiennes de saumon frais vers la Chine. La Norvège avait demandé la tenue de consultations bilatérales entre les experts techniques compétents et invité la Chine à accepter la tenue de cette réunion avant la fin de 2011. La Chine a dit que l'échange de données et de documents écrits était aussi important que les entretiens physiques, mais que la Norvège n'avait pas encore communiqué les renseignements nécessaires. Il y avait eu néanmoins des discussions harmonieuses sur cette question à l'AQSIQ à Beijing.

2.27. En mars 2012, la Norvège a réitéré ses préoccupations au sujet des nouvelles mesures de quarantaine et d'essais introduites par la Chine en décembre 2010, qui visaient spécifiquement le saumon frais réfrigéré en provenance de Norvège. Ces mesures avaient été encore renforcées en février 2011 par la mise en œuvre de l'Ordonnance n° 9 de l'AQSIQ et avaient conduit à une réduction spectaculaire du volume des exportations norvégiennes de saumon frais à destination de la Chine. Les mesures SPS devraient être étayées par une analyse des risques scientifiquement fondée, mais à ce jour, la Norvège n'avait pas reçu de copie de l'évaluation des risques menée par la Chine concernant le saumon. La Norvège priait la Chine de convenir d'une date pour des consultations bilatérales au niveau des experts dans les plus brefs délais.

2.28. L'Union européenne a souligné le besoin de transparence et d'une bonne communication sur cette question et a insisté sur l'importance de contacts ouverts et directs avec les partenaires commerciaux sur les mesures qui soulevaient des préoccupations.

2.29. La Chine a répété l'explication qu'elle avait fournie en juin 2011 concernant la détection, entre autres choses, des poux de poissons, des micro-organismes pathogènes et des résidus excessifs de produits chimiques dans le saumon importé et les mesures qu'elle avait prises pour renforcer l'inspection et la quarantaine du saumon importé. Les procédures d'inspection et de quarantaine des importations ne visaient pas un Membre en particulier, mais des problèmes en matière de quarantaine avaient été détectés dans de nombreuses expéditions de saumon en provenance de la Norvège. La Chine était disposée à ajuster les mesures pertinentes dès que la Norvège aurait réglé les problèmes de qualité.

2.30. En juillet 2012, la Norvège a fait observer que, après décembre 2010, la Chine avait commencé à faire état de notifications dix fois plus nombreuses concernant la présence de "contaminants" dans le saumon norvégien, soit 24 au total en 2011. Bon nombre de ces notifications concernaient un micro-organisme qui ne constituait pas un enjeu dans l'aquaculture norvégienne compte tenu de la basse température de l'eau. Une coopération active était nécessaire entre les experts techniques des deux parties pour débattre de la question et la clarifier et, à terme, pour normaliser les échanges, mais il n'avait pas été possible de tenir ces réunions techniques bilatérales, malgré les nombreuses demandes présentées par la Norvège. Toutefois, lors du récent examen de sa politique commerciale, la Chine était convenue d'aborder la question dans le cadre d'une réunion entre les experts techniques pertinents, et la Norvège trouvait en cela un motif d'encouragement.

2.31. La Suisse a dit partager les préoccupations soulevées par la Norvège et a invité la Chine et la Norvège à se rencontrer pour résoudre cette question.

2.32. La Chine a fait observer que la Norvège était l'un de ses principaux fournisseurs de saumon; toutefois, depuis quelques années, de plus en plus de cargaisons de saumon de qualité insatisfaisante étaient détectées. En 2011, 19 cargaisons de saumon avaient été jugées qualitativement insatisfaisantes pour le marché chinois. De l'avis des autorités chinoises chargées de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, les maladies détectées dans les cargaisons de saumon en provenance de la Norvège posaient des risques de sécurité sanitaire; la présence de ces maladies dans les produits alimentaires était d'ailleurs interdite. La Chine était en train de réviser les limites de teneur en agents pathogènes pour les produits alimentaires, et elle instaurerait une nouvelle norme de sécurité sanitaire à cet égard. Le projet de nouvelle norme avait été notifié à l'OMC pour observations. La Chine restait déterminée à poursuivre les discussions bilatérales avec la Norvège.



2.33. En octobre 2012, la Norvège a réitéré que ces mesures posaient de sérieux problèmes pour le commerce de saumon frais de la Norvège avec la Chine car les mesures de quarantaine signifiaient que toutes les expéditions de saumon frais feraient l'objet d'essais et seraient conservées en attendant les résultats. Les obligations au titre de l'Accord SPS exigeaient que les mesures SPS s'appuient sur une analyse scientifique des risques, ne soient pas plus restrictives pour le commerce que nécessaire et soient appliquées de manière transparente. Les mesures appliquées au saumon de Norvège ne semblaient pas proportionnelles à la situation et la Norvège a demandé à la Chine de fournir l'analyse des risques sur laquelle étaient fondées les mesures d'essais et de quarantaine. La Norvège reconnaissait les communications entre l'AQSIQ et l'Ambassade norvégienne à Beijing, mais demandait à l'AQSIQ d'accepter la demande de consultations techniques sur cette question, conformément à l'article 5 de l'Accord SPS.

2.34. La Chine a de nouveau affirmé que ces dernières années, ses autorités chargées de l'inspection avaient détecté des germes pathogènes et trop de résidus de médicaments vétérinaires dans le saumon importé. Sur la base des résultats d'une évaluation des risques, les experts chinois étaient d'avis que les importations de saumon, notamment réfrigéré, frais et d'élevage, causaient des risques importants en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Afin de protéger la santé des consommateurs chinois, l'AQSIQ avait décidé au début 2011 de renforcer encore l'inspection et la procédure de quarantaine pour les importations vers la Chine de saumon de tous les pays. Les mesures pertinentes étaient fondées sur des lois et règlements existants et non des mesures nouvelles devant être notifiées à l'OMC. La Norvège était l'un des principaux fournisseurs de saumon de la Chine, mais elle n'avait pas respecté les prescriptions de la Chine en matière d'inspection ces dernières années. En 2011, 24 cas de produits aquatiques de qualité insatisfaisante en provenance de Norvège ont été signalés, dont 19 concernaient le saumon. La Chine restait déterminée à poursuivre les discussions bilatérales avec la Norvège et attendait avec intérêt d'autres échanges relatifs au Mémoire d'accord sur les mesures SPS conclu entre la Chine et la Norvège.

#### **Prescription de la Chine en matière d'immatriculation et de contrôle des entreprises étrangères (PCS 324)**

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	Union européenne
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 36-38), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 36-38)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/CHN/472
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.35. En octobre 2011, l'Inde a exprimé des préoccupations au sujet de la notification par la Chine du "Règlement de l'Administration relatif à l'enregistrement d'entreprises étrangères fabriquant des produits alimentaires importés en Chine" (G/SPS/N/CHN/472) du 19 août 2011. Les fabricants étrangers de produits alimentaires figurant dans le "Catalogue d'enregistrement des entreprises étrangères fabriquant des produits alimentaires" ne pourraient pas exporter leurs produits vers la Chine sans être enregistrés. L'Inde a demandé quand ce catalogue serait publié et souhaité des renseignements complémentaires sur les droits d'enregistrement éventuels et les délais de traitement.

2.36. L'Union européenne s'est associée à ces préoccupations et a indiqué qu'elle avait formulé des observations écrites sur la mesure notifiée; elle espérait que la Chine en tiendrait compte. Les prescriptions énoncées dans la mesure notifiée semblaient lourdes et coûteuses, et elles n'étaient pas nécessairement conformes aux dispositions de l'Accord SPS.

2.37. La Chine a expliqué que la mesure notifiée n'était pas nouvelle mais abrogeait la prescription d'enregistrement originale, établie en mars 2002. La procédure d'enregistrement serait gratuite et indiquerait seulement comment s'enregistrer. La question de savoir s'il y aurait d'autres impositions était à l'étude, et le résultat serait annoncé séparément après l'approbation. Le renouvellement de l'enregistrement devait être demandé avant l'expiration, et comme les entreprises de produits alimentaires étaient classées selon des niveaux de risque différents, le

processus de demande et les prescriptions spécifiques en matière de vérification différeraient en conséquence.

2.38. En mars 2012, l'Inde a rappelé qu'elle avait communiqué des observations concernant la notification de la Chine et avait demandé des renseignements sur la date de publication de ce catalogue, les droits d'enregistrement et les délais de traitement. Bien que la Chine ait indiqué que la mesure notifiée n'était pas nouvelle, le processus actuel était plus strict que le règlement de 2002.

2.39. Bien qu'elle apprécie les précisions données par la Chine, l'Union européenne appuyait la demande de l'Inde, qui voulait une plus grande clarté et des renseignements supplémentaires sur le processus. Plus spécifiquement, certains aspects du processus d'enregistrement n'avaient pas encore été décrits et il n'existait pas encore de lignes directrices, avec des échéances indicatives, sur la procédure détaillée que devaient respecter les exportateurs de produits. L'Union européenne priait instamment la Chine d'envisager de ménager aux partenaires commerciaux une période de transition appropriée leur permettant de se conformer à ces nouvelles exigences.

2.40. La Chine a expliqué que la mesure notifiée était une modification de l'Ordonnance générale n° 16, publiée et mise en œuvre en 2002. La mesure avait été notifiée à l'OMC et des observations avaient été communiquées à la Chine, qui les avait examinées. La mesure instaurait un cadre réglementaire similaire à celui du règlement initial et seules les entreprises de production étrangères figurant dans le catalogue en question devaient s'enregistrer conformément aux prescriptions. La date d'entrée en vigueur du règlement était mars 2012 et la mise en œuvre officielle prévoirait une période de transition suffisante. La Chine tiendrait compte des observations de l'Inde et invitait les autres parties concernées à transmettre leurs questions à l'autorité chinoise compétente dans les plus brefs délais afin de faciliter l'établissement d'une réponse détaillée.

#### Méthodes d'essai pour les additifs alimentaires (PCS 329)

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 17-18)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.41. En mars 2012, l'Inde a indiqué qu'elle avait des préoccupations au sujet des 133 notifications publiées par la Chine en juillet, novembre et décembre 2011, proposant des méthodes d'essai pour l'identification des valeurs physiques et chimiques de substances présentes dans des produits alimentaires. L'Inde avait répondu aux notifications en demandant des renseignements supplémentaires, y compris une explication de l'objectif des méthodes d'essai, et en demandant à la Chine de communiquer la méthode scientifique utilisée pour établir ces règlements.

2.42. La Chine a expliqué qu'elle n'avait pas reçu les questions de l'Inde à l'avance, mais qu'elle les transmettrait aux autorités compétentes, et proposait des communications techniques bilatérales.

#### 2.3.2 Santé des animaux

##### Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS 193)

2.43. Voir les paragraphes 2.357 à 2.390.

## 2.4 Union européenne

### 2.4.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Application et modification du règlement de l'UE relatif aux nouveaux aliments (PCS 238)

Question soulevée par:	Colombie, Équateur, Pérou
Appuyée par:	Argentine; Bénin; Bolivie, État plurinational de; Brésil; Chili; Chine; Costa Rica; Cuba; El Salvador; Honduras; Inde; Indonésie; Mexique; Paraguay; Philippines; Uruguay; Venezuela, République bolivarienne du
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Mars 2006 (G/SPS/R/40, paragraphes 21-29), juin 2006 (G/SPS/R/42, paragraphes 35-37), octobre 2006 (G/SPS/R/43, paragraphes 140-143), février 2007 (G/SPS/R/44, paragraphe 64), avril 2008 (G/SPS/R/49, paragraphes 48-52), octobre 2008 (G/SPS/R/53, paragraphes 19-23), octobre 2009 (G/SPS/R/56, paragraphes 53-55), juin 2011 (G/SPS/R/63, paragraphes 32-35), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 72-73), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 50-52), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 56-58), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 26-28)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/GEN/681, G/SPS/GEN/699, G/SPS/GEN/700, G/SPS/GEN/713, G/SPS/GEN/714, G/SPS/GEN/733, G/SPS/GEN/735, G/SPS/GEN/1087, G/SPS/GEN/1117, G/SPS/GEN/1137
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.44. En mars 2006, la Colombie a fait part de ses préoccupations concernant la mise en œuvre du Règlement communautaire relatif aux nouveaux aliments (Règlement n° 258/97) ainsi que le projet de modification élaboré par la Commission européenne, qui devait entrer en vigueur en 2007. La modification pouvait avoir une incidence directe sur le commerce potentiel des aliments exotiques traditionnels. Certains aliments exotiques traditionnels avaient déjà une forte présence sur les marchés américain et japonais de l'alimentation, et les consommateurs européens commençaient à s'y intéresser. Il était toutefois important de rappeler que ces aliments traditionnels étaient consommés en Amérique du Sud depuis des millénaires. À cet égard, ils contrastaient avec les produits génétiquement modifiés qui pouvaient véritablement être considérés comme de nouveaux aliments. L'accroissement du commerce de ces produits exotiques traditionnels avait également des répercussions sociales et économiques importantes, car leur exportation était un moyen de réduire la pauvreté rurale extrême en Amérique du Sud et pouvait potentiellement remédier à des problèmes sociaux et environnementaux spécifiques, par exemple en offrant des solutions de rechange à la culture de plantes narcotiques et à l'abattage illégal des arbres dans les forêts protégées.

2.45. La Colombie était consciente de l'importance qu'il y avait à protéger la santé des consommateurs. Toutefois, le volume de renseignements qu'exigeait le règlement communautaire quant à la sécurité sanitaire de ces aliments traditionnels et le coût des études scientifiques n'étaient pas proportionnels aux risques pour la santé et étaient excessifs, tout particulièrement pour les petits agriculteurs et exportateurs. La proposition de modification du Règlement n° 258 entraînerait la création d'un obstacle non tarifaire au commerce et aurait des effets négatifs sur l'introduction d'aliments traditionnels sur les marchés européens, ce qui était contraire aux dispositions des articles 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS. La Colombie a demandé aux Communautés européennes de prendre en considération les points suivants au sujet de la modification du Règlement n° 258/97: i) que le Règlement n° 258 ne soit pas applicable aux produits exotiques traditionnels ayant des antécédents de consommation sûre dans leur région d'origine; ii) qu'il y ait plus de transparence et de clarté dans les procédures et définitions permettant d'accréditer les antécédents de consommation sûre dans le pays d'origine; que les prescriptions, les essais et les

procédures soient adaptés à la nature des aliments en question et des risques qu'ils pourraient présenter pour le consommateur; et iii) que tous les produits exotiques traditionnels restent dans le domaine public et qu'aucune entité privée ne puisse bénéficier d'un accès privilégié au marché européen.

2.46. L'Équateur a indiqué que cette modification aurait aussi une incidence sur le potentiel commercial de ses aliments exotiques traditionnels. Compte tenu de la grande biodiversité de l'Équateur, des organisations internationales comme la CNUCED s'efforçaient depuis une dizaine d'années d'y promouvoir le développement de nouveaux produits d'exportation ("Bio-Comercio"). En Équateur également, les exportations de produits exotiques traditionnels avaient des répercussions sociales et économiques importantes et étaient étroitement liées aux efforts de lutte contre la pauvreté rurale. L'Équateur invitait les Communautés européennes à examiner attentivement les recommandations de la Colombie à propos de la modification. Cette modification du règlement et ses incidences revêtaient de l'importance pour de nombreux pays en développement.

2.47. Le Pérou a fait observer que des pays discutaient actuellement, dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, des mesures et des mécanismes axés sur la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité. Contrairement à cette approche, l'application du Règlement n° 258 restreindrait une plus grande utilisation des produits exotiques traditionnels en réduisant leur potentiel d'exportation. Le Pérou a insisté sur les coûts élevés et les longs délais nécessaires pour que les produits soient enregistrés au titre du Règlement n° 258 en vue de leur admission sur le marché européen. Le Pérou a également appuyé les recommandations de la Colombie au sujet de la modification (G/SPS/GEN/681).

2.48. Le Brésil, le Chili, le Costa Rica et le Paraguay ont fait savoir que le Règlement n° 258/97 avait aussi eu une incidence sur leurs exportations. Le Bénin a souhaité avoir davantage de renseignements sur les critères en vertu desquels un produit était considéré comme "nouveau". L'Argentine et le Mexique ont indiqué qu'ils analysaient encore les répercussions du règlement. El Salvador, le Honduras, l'Inde, l'Uruguay et le Venezuela, qui partageaient les préoccupations de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou, ont exprimé leur intérêt pour cette question.

2.49. Les Communautés européennes ont confirmé que le Règlement n° 258/97 faisait l'objet d'une révision et ont reconnu que certaines modifications étaient nécessaires. Elles ont fait référence à un document de 40 pages qui pourrait répondre à de nombreuses questions et qui serait prochainement diffusé en tant que document SPS. Ce document expliquait clairement l'objectif et le champ d'application du règlement, qui avait pour cible les nouvelles technologies de l'alimentation et incluait les produits génétiquement modifiés. Étant donné que l'industrie agroalimentaire investissait dans plusieurs technologies nouvelles, le Règlement n° 258 était destiné à rassurer les consommateurs européens sur l'innocuité de ces technologies. La grande majorité des demandes d'autorisation de nouveaux aliments provenait des Communautés européennes. L'objectif de la politique communautaire était de trouver un juste équilibre entre l'encouragement à l'innovation technologique et l'assurance que les consommateurs seraient protégés. Par le passé, certains produits qui avaient été commercialisés comme des "produits de la biodiversité" s'étaient révélés dangereux et avaient causé des préjudices à leurs utilisateurs. Il était donc dans l'intérêt de toutes les parties intéressées de se préoccuper de ces produits, vu l'atteinte qui serait portée à l'image de ces derniers si leur commercialisation s'avérait dangereuse. Les Communautés européennes invitaient les parties intéressées à présenter leurs observations et à faire connaître leurs points de vue.

2.50. En juin 2006, le Pérou a exprimé de nouvelles préoccupations concernant le règlement des CE relatif aux nouveaux aliments. De l'avis du Pérou, l'un des principaux problèmes du règlement des CE était qu'aucune distinction n'était faite entre les nouveaux aliments qui n'avaient été consommés nulle part auparavant et ceux qui n'étaient nouveaux que pour les Communautés européennes, ce qui était le cas pour la plupart des produits exotiques traditionnels originaires des pays en développement. Le Pérou a demandé que les Communautés européennes fournissent des informations montrant qu'il était nécessaire d'appliquer cette mesure aux produits exotiques traditionnels, conformément aux dispositions de l'Accord SPS. Le Pérou estimait que ce règlement constituait un obstacle non nécessaire et injustifié au commerce, eu égard au coût et au temps qui étaient nécessaires pour obtenir l'approbation des nouveaux aliments même s'il était bien établi dans les pays d'origine que leur consommation ne présentait aucun danger, et il a demandé que les produits exotiques traditionnels soient exclus de la catégorie des nouveaux aliments. Le Pérou

a également demandé aux Communautés européennes d'expliquer de quelle manière elles avaient pris en compte les besoins spéciaux des pays en développement conformément à l'article 10 de l'Accord SPS (G/SPS/GEN/713).

2.51. La Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, l'Inde, le Paraguay et les Philippines se sont associés aux préoccupations exprimées par le Pérou. L'Équateur a indiqué qu'une étude sur l'incidence du règlement relatif aux nouveaux aliments était en voie d'achèvement. Les résultats préliminaires de cette étude indiquaient que ce règlement pourrait avoir des conséquences économiques et sociales négatives pour le système de production de l'Équateur puisqu'il aurait un effet tant sur les exportations en cours que sur les produits qui présentaient un potentiel d'exportation vers les Communautés européennes et qui étaient commercialisés dans d'autres pays (G/SPS/GEN/714). La Bolivie et la Colombie ont souligné que certains de ces produits bénéficiaient, entre autres choses, de politiques de promotion qui soutenaient les activités de remplacement des cultures de plantes narcotiques, certaines de ces activités étant financées par les Communautés européennes ou leurs États membres. Les Philippines ont indiqué que les effets du règlement relatif aux nouveaux aliments et des règlements des CE concernant les aliments génétiquement modifiés étaient en cours d'évaluation.

2.52. Les Communautés européennes ont souligné que les préoccupations exprimées étaient prises au sérieux et que le règlement relatif aux nouveaux aliments était en cours de révision (G/SPS/GEN/699 et G/SPS/GEN/700). Elles ont expliqué qu'au départ l'objectif de ce règlement avait été de créer des échanges commerciaux en autorisant le commerce de nouveaux aliments. En outre, les produits qui avaient déjà été commercialisés avant 1997 avaient été exemptés. Le règlement visait principalement les entreprises communautaires. Il avait été efficace en ce sens que les nouveaux aliments étaient approuvés sur la base d'évaluations de la sécurité sanitaire. Une déclaration selon laquelle un produit était consommé depuis des siècles n'était pas suffisante. Les Communautés européennes ont indiqué qu'un très petit nombre de demandes d'approbation de produits exotiques traditionnels avaient été reçues, de sorte que le nombre d'études de cas était minime. La catégorie des produits exotiques traditionnels était très diversifiée et comprenait des produits qui avaient suscité des préoccupations sur le plan de la sécurité sanitaire. Dans le contexte de la révision du règlement, les Communautés européennes ont indiqué qu'il serait utile de recevoir des renseignements complémentaires sur ces produits, notamment une définition claire des produits en cause, précisant s'ils avaient été approuvés sur d'autres marchés d'exportation, ainsi que les données disponibles relatives à leur sécurité sanitaire et à leur impact socioéconomique.

2.53. En octobre 2006, la Colombie, l'Équateur et le Pérou ont réitéré leurs préoccupations concernant le Règlement (CE) n° 258/97 relatif aux nouveaux aliments (G/SPS/GEN/733 et G/SPS/GEN/735). Ils estimaient que ce règlement constituait un obstacle injustifié au commerce des produits en question en raison de sa rigidité et du fait qu'il ne faisait aucune distinction entre les nouveaux aliments (OGM) et les aliments traditionnels ne présentant aucun risque connu. Ils ont fait observer que les produits exotiques originaires d'Amérique latine n'étaient pas le fruit d'une quelconque manipulation génétique, mais qu'ils faisaient plutôt partie de la biodiversité régionale et qu'ils étaient consommés traditionnellement. En outre, ce règlement n'était pas appliqué d'une manière uniforme au sein même des Communautés européennes. Les Communautés européennes n'avaient pas tenu compte du fait qu'un grand nombre de ces produits traditionnels étaient commercialisés dans plusieurs pays où les normes sanitaires étaient très rigoureuses car ils ne présentaient aucun risque sanitaire pour les consommateurs.

2.54. Les Communautés européennes étaient priées de réexaminer dans les moindres délais le Règlement n° 258/97, et d'exclure de son champ d'application les produits traditionnels exotiques issus de la biodiversité. Elles étaient également invitées à prendre en compte les évaluations scientifiques et les preuves pertinentes provenant d'autres pays et d'organisations internationales compétentes lorsqu'elles procédaient à des évaluations des risques, et à mettre en place des procédures différentes pour les aliments présentant des risques connus et pour ceux ne présentant aucun risque connu dans les Communautés européennes. Il leur était également demandé de tenir compte de l'historique du produit, des habitudes de consommation et des savoirs traditionnels liés à leur usage et à leur préparation, afin d'appliquer d'une manière plus souple le règlement et à faciliter l'entrée des produits traditionnels exotiques sur le marché européen.

2.55. La Bolivie, le Brésil et les Philippines partageaient les préoccupations du Pérou, de l'Équateur et de la Colombie. Les Philippines ont souligné le fait que le règlement pourrait devenir

un obstacle non tarifaire injustifié sur le marché des CE étant donné l'ambiguïté de la distinction technique qui était faite entre ces produits et d'autres. Les Philippines ont exprimé l'espoir que des progrès seraient accomplis à ce sujet et qu'une solution mutuellement acceptable serait trouvée dès que possible.

2.56. Les Communautés européennes ont rappelé au Comité que cette question avait déjà été débattue au sein du Comité SPS et qu'elle avait fait l'objet de divers échanges de communications entre les Membres concernés. Elles ont reconnu le problème que posaient les produits traditionnels qui n'étaient pas sur le marché des CE avant 1997, tout en faisant remarquer que le règlement n'était pas discriminatoire puisque les producteurs des CE devaient subir des évaluations de risque similaires. Les CE importaient néanmoins un volume énorme d'aliments et de légumes. Elles ont redemandé aux Membres concernés de présenter des données sur le volume des échanges et les évaluations des risques effectuées dans d'autres pays développés. Elles ont indiqué que la Commission des CE présenterait une nouvelle proposition qui répondrait aux préoccupations légitimes des Membres. Une consultation publique avait eu lieu à ce propos et les Communautés européennes remerciaient les Membres concernés de leur participation.

2.57. En février 2007, le Pérou a indiqué que même si son pays n'avait pas demandé que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion, il apprécierait que les Communautés européennes fassent le point sur la situation. Les Communautés européennes ont dit que le règlement relatif aux aliments nouveaux était en cours de révision. Ce règlement avait été conçu, à l'origine, pour couvrir tout un éventail d'aliments nouveaux, des OGM aux produits issus de la diversité biologique. Après des consultations publiques et l'examen des vues et observations reçues, la législation révisée était en cours d'élaboration. Les Communautés européennes prévoyaient que le résultat serait un processus à deux niveaux et que les produits dont l'utilisation était sûre depuis longtemps seraient assujettis à des procédures moins rigoureuses que les autres aliments nouveaux. Les Communautés européennes s'efforçaient de répondre aux préoccupations exprimées par les partenaires commerciaux tout en assurant la sécurité sanitaire pour les consommateurs.

2.58. En avril 2008, la Colombie, au nom de la Bolivie, du Chili, du Costa Rica, de l'Équateur, du Mexique, du Paraguay et du Pérou, a rappelé les préoccupations précédemment exprimées concernant la proposition de révision du Règlement (CE) n° 258/97 exposée dans le document COM(2007)872. Le règlement proposé avait été notifié au Comité OTC, mais les Membres concernés estimaient qu'il était approprié de poursuivre l'étude de ce problème au sein du Comité SPS. Ces Membres accueillaient favorablement la proposition de reconnaissance de produits alimentaires traditionnels provenant de pays tiers, issus de la biodiversité de ces pays et utilisés sans danger depuis longtemps par une proportion importante de leur population. Cette reconnaissance pourrait faciliter les échanges commerciaux, ce qui était particulièrement important étant donné que la production de ces produits traditionnels faisait souvent partie de programmes visant à diversifier la production et les exportations agricoles.

2.59. La Colombie a noté qu'un certain nombre de préoccupations subsistaient. Selon la définition proposée des aliments traditionnels, ceux-ci devaient faire partie du régime alimentaire d'une grande partie de la population depuis au moins une génération. Cette définition risquait de restreindre les produits qui appartenaient aux traditions alimentaires de certaines sous-populations ou régions du pays. Par ailleurs, il serait utile de préciser la définition de l'expression "une génération". Un autre sujet de préoccupation était que les demandes d'autorisation devaient être déposées par des opérateurs commerciaux, ce qui excluait donc les demandes de ce type provenant des autorités gouvernementales compétentes ou des associations de producteurs. Les Membres concernés suggéraient qu'il soit tenu compte des informations concernant l'utilisation sans risque des produits alimentaires traditionnels dans d'autres pays. Les Membres concernés ont reconnu que la procédure proposée avait été considérablement simplifiée, mais une période de cinq mois était encore prévue pour l'examen d'une demande, alors que selon eux une période de trois mois devrait être suffisante. Ils demeuraient inquiets de constater que la définition d'un nouvel aliment était encore celle d'un produit n'ayant pas été consommé sur le marché communautaire avant 1997, ce qui ne semblait avoir aucun rapport avec les preuves scientifiques concernant la sécurité sanitaire d'un produit.

2.60. Le Brésil a indiqué qu'il partageait les préoccupations soulevées par la Colombie au nom de huit pays. Il n'avait pas encore terminé l'analyse des documents pertinents, mais estimait que les questions soulevées par la Colombie étaient très importantes.

2.61. Les Communautés européennes ont noté qu'elles étaient en train de réviser la législation, en particulier les dispositions relatives aux produits traditionnels et aux produits issus de la biodiversité, en réponse aux inquiétudes soulevées par divers pays en développement. Une procédure très simplifiée était en cours d'élaboration. Diverses préoccupations légitimes et raisonnables avaient été exprimées et devraient être communiquées directement aux services communautaires pertinents puisque la législation était en cours d'analyse. Malgré la crainte que la législation des Communautés européennes puisse constituer un obstacle au commerce des produits traditionnels, il était nécessaire d'élargir le contexte: les Communautés européennes étaient de loin le premier importateur mondial de fruits et légumes, particulièrement de ceux qui provenaient des pays en développement, ce qui signifiait qu'en général le régime d'importation était extrêmement favorable aux importations.

2.62. En octobre 2008, le Pérou a demandé qu'une notification soit présentée au Comité SPS concernant la modification du Règlement des CE sur les nouveaux aliments. De nombreux pays exportateurs Membres ne comprenaient pas la teneur du règlement, la raison pour laquelle certains produits étaient interdits, alors que d'autres ne l'étaient pas. Par ailleurs, le règlement imposait aux pays exportateurs, dont beaucoup étaient des pays en développement, la charge de prouver l'innocuité de leurs produits et leur conformité avec le Règlement des CE. Le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, l'Équateur, le Mexique, le Paraguay et les Philippines partageaient les préoccupations du Pérou concernant le Règlement des CE sur les nouveaux aliments.

2.63. La CNUCED a indiqué qu'elle apportait son concours à l'examen du Règlement des CE sur les nouveaux aliments. Elle avait pour principal objectif de contribuer au processus dans trois domaines particuliers: 1) réviser la procédure, qui exigeait davantage d'éclaircissements scientifiques; 2) faciliter le dialogue entre les Communautés européennes et les pays en développement; et 3) étudier les aspects juridiques des règlements courants au regard des accords multilatéraux.

2.64. Les Communautés européennes ont dit que la législation existante sur les nouveaux aliments était trop ambitieuse dans la mesure où sa portée était très large. C'était pourquoi elles prévoyaient de réviser le règlement comme elles l'avaient notifié au Comité OTC. Cette proposition avait fait l'objet de négociations au Parlement et au Conseil des CE. Toutefois, des préoccupations avaient été exprimées concernant l'approbation de certains produits. Par exemple, les choses se compliquaient lorsque les exportateurs demandaient la classification de compléments alimentaires comme nouveaux aliments, plutôt que de fruits et de légumes entiers. Toutefois, la procédure révisée devait être plus souple et certains nouveaux aliments avaient déjà été approuvés en vue de leur mise sur le marché des CE.

2.65. Les Communautés européennes ont fait observer que dans ce cas particulier, l'avis juridique qui leur avait été donné préconisait seulement de notifier la révision proposée au Comité OTC dans la mesure où celle-ci visait les procédures d'approbation des nouveaux aliments en général. Mais cela n'empêchait pas l'examen de la question au Comité SPS. En réponse à une question, le Secrétariat a précisé que d'une manière générale, il recommandait que tout projet de règlement intéressant le domaine SPS d'une façon ou d'une autre soit également notifié au Comité SPS, même s'il avait déjà été notifié au Comité OTC.

2.66. En octobre 2009, le Pérou a rappelé que l'entrée de produits traditionnels exotiques sur le marché des CE avait été sérieusement affectée par le Règlement des CE relatif aux nouveaux aliments. La mesure allait à l'encontre des activités que les Communautés européennes avaient elles-mêmes entreprises pour soutenir les petits producteurs et pour ouvrir le marché communautaire à des nouveaux produits exotiques. Différents produits exotiques avaient été certifiés par l'Office de la santé et de l'environnement du Pérou, qui certifiait la sécurité sanitaire et la conformité à un système HACCP, et ces produits étaient propres à la consommation humaine et pouvaient être commercialisés au niveau international. Le Pérou s'inquiétait de la perte continue de possibilités commerciales du fait de cette mesure et a demandé à être informé de l'avancée de la modification. Le Brésil, la Colombie, l'Équateur et le Mexique ont soutenu les préoccupations exprimées par le Pérou au sujet du règlement des CE relatif aux nouveaux aliments.

2.67. Les Communautés européennes ont déclaré que, le 15 janvier 2008, la Commission des CE avait soumis au Conseil et au Parlement européen une proposition pour la révision du Règlement relatif aux nouveaux aliments. La proposition avait été notifiée aux Membres de l'OMC en mars 2008 en vertu de l'Accord OTC. La procédure révisée devait être plus souple et certains

nouveaux aliments avaient déjà été approuvés en vue de leur mise sur le marché des CE. La période de référence pour l'établissement d'un bilan d'innocuité avait été modifiée en une période de 25 ans et les données sur la consommation pouvaient provenir de tout pays tiers et non obligatoirement du pays qui soumettait la demande. La possibilité de déposer une demande d'autorisation pour un nouvel aliment avait également été ouverte à toute partie intéressée. La proposition conservait les principales règles applicables actuellement aux nouveaux aliments, mais elle simplifiait l'accès au marché des CE pour les aliments traditionnels en provenance de pays tiers dont il était reconnu qu'ils utilisaient des aliments sains, et mettait en place des mesures réglementaires proportionnées. La proposition faisait encore l'objet de négociations et son adoption était prévue pour juillet 2010.

2.68. En juin 2011, le Pérou a de nouveau fait part de ses inquiétudes au sujet du Règlement n° 258/97, qui nuisait en particulier au commerce des produits traditionnels du Pérou qui étaient vendus de façon sécuritaire aux États-Unis et au Japon (G/SPS/GEN/1087). La Colombie partageait la préoccupation du Pérou car ce règlement constituait un obstacle injustifié au commerce des produits traditionnels et entravait de ce fait les activités économiques. En 2009, l'Union européenne avait accepté de modifier ce règlement d'une manière qui tiendrait compte des produits traditionnels. Or cette modification n'avait pas été mise en œuvre en raison de désaccords entre le Conseil européen et le Parlement européen concernant les produits issus d'animaux clonés, en dépit de l'existence d'un accord général sur les aliments traditionnels. La Colombie encourageait l'Union européenne à dissocier ces questions et à régler la question des produits traditionnels d'ici la fin de 2011. Le Brésil, le Chili, la Chine, le Costa Rica, l'Indonésie, le Mexique et le Paraguay partageaient les préoccupations exprimées par le Pérou et la Colombie.

2.69. L'Union européenne a dit que les produits alimentaires étaient considérés comme nouveaux aux termes de l'actuel Règlement n° 258/97 s'ils étaient dérivés de nouveaux procédés technologiques ou dépourvus d'un historique significatif relatif à la consommation en Europe. Le 15 janvier 2008, des mesures avaient été prises pour mettre à jour les règles existantes relatives aux nouveaux aliments dans le but de faciliter la présentation de demandes d'autorisation visant de nouveaux aliments et de simplifier l'accès au marché de l'Union européenne pour les produits alimentaires traditionnels provenant de pays tiers qui avaient un bilan d'innocuité. Toutefois, la proposition initiale présentée aux colégislateurs n'avait pas été adoptée. Les principaux obstacles étaient les dispositions relatives aux produits alimentaires issus d'animaux clonés et à la nanotechnologie. Tout nouveau règlement contiendrait une procédure d'autorisation centralisée et plus rapide pour les nouveaux aliments et des mesures spécifiques pour les produits alimentaires traditionnels, étant donné que les colégislateurs européens s'étaient effectivement déjà mis d'accord sur cette question.

2.70. En octobre 2011, le Pérou a rappelé ses préoccupations au sujet du Règlement n° 258/97 (G/SPS/GEN/1117). Le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Mexique et le Paraguay partageaient les préoccupations exprimées par le Pérou.

2.71. L'Union européenne a réitéré l'explication qu'elle avait fournie en juin 2011 concernant la définition des nouveaux aliments et le processus de révision du règlement qui était en cours.

2.72. En mars 2012, le Pérou a rappelé les préoccupations qu'il avait précédemment soulevées au sujet du Règlement de l'UE relatif aux nouveaux aliments (n° 258/97), qui restreignait la mise sur le marché d'aliments non commercialisés dans l'Union européenne avant mai 1997 (G/SPS/GEN/1137). Le Règlement ne faisait pas de distinction entre les aliments et les ingrédients strictement nouveaux et les produits traditionnels issus de la biodiversité des pays en développement. Les mesures de l'UE étaient inutiles et excessives puisqu'elles s'appliquaient à des produits qui étaient consommés en toute sécurité depuis longtemps sur d'autres marchés et qui, par conséquent, ne représentaient aucun risque pour la santé des consommateurs. Rappelant les dispositions de l'Accord SPS, le Pérou invitait l'Union européenne à renoncer à appliquer le Règlement n° 258/97 aux produits traditionnels consommés depuis longtemps en toute sécurité en dehors du marché communautaire.

2.73. Cuba partageait les préoccupations du Pérou et a indiqué que la mesure était discriminatoire. La Colombie qui soutenait également les préoccupations du Pérou a exhorté l'Union européenne à accélérer la modification du règlement relatif aux nouveaux aliments, en insistant sur l'effet inutile et injustifié que le retard avait sur l'accès des produits traditionnels au



marché de l'UE. L'Argentine, le Brésil, le Chili et le Paraguay ont indiqué qu'ils partageaient les préoccupations et suivaient la question avec la plus grande attention.

2.74. L'Union européenne a réitéré les observations qu'elle avait formulées au cours des réunions de juin et d'octobre 2011.

2.75. En juillet 2012, le Pérou a rappelé une fois de plus ses préoccupations au sujet du Règlement de l'UE sur les nouveaux aliments. Le Pérou estimait que ses produits traditionnels témoignaient de l'utilisation durable de sa biodiversité et a fait valoir que le règlement en question affectait particulièrement le commerce des aliments traditionnels. Le règlement avait des répercussions économiques et sociales négatives, dont la perte de revenus, les charges administratives auxquelles les importateurs devaient faire face et l'effet qu'une baisse de la consommation de produits traditionnels à grande valeur nutritive pourrait avoir sur l'état de santé général des consommateurs à l'échelle mondiale. Le Pérou a instamment invité l'Union européenne à s'abstenir d'appliquer le Règlement n° 258/97 aux produits traditionnels ou à faciliter l'entrée des produits qui avaient des antécédents de consommation sûre à l'extérieur du marché communautaire.

2.76. Cuba soutenait les préoccupations du Pérou et a indiqué que la mesure était discriminatoire, soulignant à cet égard les effets injustifiés sur l'accès des produits traditionnels au marché de l'UE. La Colombie et l'Équateur, qui partageaient eux aussi les préoccupations du Pérou, ont instamment invité l'Union européenne à mettre en œuvre la révision du règlement sur les nouveaux aliments.

2.77. L'Union européenne a expliqué que la révision des règles relatives aux nouveaux aliments, amorcée en janvier 2008, visait à faciliter les demandes d'approbation concernant ces aliments et à simplifier l'accès au marché de l'UE pour les produits alimentaires traditionnels provenant de pays tiers et ayant des antécédents d'utilisation sûre. Cependant, les colégislateurs ne s'étaient pas mis d'accord sur la révision proposée, et l'Union européenne préparait les prochaines étapes dans l'espoir de faciliter le consensus nécessaire pour permettre l'adoption et la promulgation d'un règlement révisé sur les nouveaux aliments. L'Union européenne rendrait publiques ses prochaines étapes dès qu'elles seraient convenues. Pour l'heure, la Commission élaborait, aux fins d'adoption en 2013, une proposition législative fondée sur l'accord général conclu avec les colégislateurs de l'UE. Tout nouveau règlement sur les nouveaux aliments comporterait une procédure d'approbation centralisée et plus rapide, et des mesures spécifiques seraient mises en place pour les produits alimentaires traditionnels de pays tiers ayant accès au marché de l'UE. Il était prévu que la Commission adopte en 2013 une proposition législative connexe sur le clonage des animaux, sur la base des résultats d'une évaluation d'impact en cours.

2.78. En octobre 2012, le Pérou a réitéré sa préoccupation concernant la mise en œuvre du Règlement n° 238/97, qui continuait à limiter l'accès des produits traditionnels à l'Union européenne. En pratique, le Règlement n° 238/97 constituait un obstacle non nécessaire et injustifié au commerce; il n'avait pas été adopté sur la base d'une évaluation des risques appropriée fondée sur des preuves scientifiques et était donc contraire à l'article 5 de l'Accord SPS. Le Pérou a renouvelé sa demande pour que l'Union européenne exclue du règlement les produits traditionnels issus de la biodiversité et qu'elle supprime les obstacles injustifiés au commerce.

2.79. Le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, l'Équateur et le Venezuela ont partagé la préoccupation du Pérou et affirmé que le Règlement n° 238/97 constituait un obstacle non nécessaire au commerce car il visait des produits qui n'étaient pas largement commercialisés sur le marché de l'UE avant 1997, et ce, sans tenir compte du fait qu'ils étaient consommés en toute sécurité depuis longtemps dans d'autres pays. La Colombie a déclaré regretter que l'UE tarde à réformer ce règlement afin de le mettre en conformité avec les obligations dans le cadre de l'OMC. Le Brésil, le Chili et le Costa Rica ont à nouveau déclaré être intéressés par l'avancement de la révision de ce règlement.

2.80. L'Union européenne a rappelé qu'à la dernière réunion, elle avait fourni une explication détaillée concernant la situation du dossier des nouveaux aliments; elle rédigeait actuellement une nouvelle proposition législative sur les nouveaux aliments dont l'adoption était prévue en 2013. L'Union européenne tiendrait les Membres informés de l'avancement des négociations relatives aux nouveaux aliments, des futures mesures applicables aux aliments traditionnels en provenance de

pays tiers et notifierait le nouveau projet législatif à l'OMC pour observations. Pour venir en aide aux producteurs, aux importateurs et aux acteurs chargés de distribuer les produits sur le marché de l'UE, un catalogue des nouveaux aliments avait été créé, ainsi qu'un document indiquant aux opérateurs intéressés comment déterminer si un aliment ou un ingrédient était déjà consommé dans l'Union européenne. L'Union européenne demeurerait déterminée à collaborer avec les partenaires concernés pour trouver une solution à l'amiable à cette question.

### Limites maximales de résidus de pesticides (PCS 306)

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	Brésil, Pakistan, Thaïlande
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2010 (G/SPS/R/61, paragraphes 17-19), mars 2011 (G/SPS/R/62, paragraphes 56-58), juin 2011 (G/SPS/R/63, paragraphes 36-37), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 67-68), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 56-58), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 38-39), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 31-32)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/EEC/196/Add.2, G/SPS/N/EEC/196/Add.10, G/SPS/N/EEC/382, Règlement révisé n° 1107/2009 de l'UE sur la protection des végétaux, Règlement (CE) n° 396/2005
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.81. En octobre 2010, l'Inde a fait référence à trois notifications de l'UE relatives à l'adoption de limites maximales de résidus (LMR) pour certains pesticides (G/SPS/N/EEC/196/Add.2, G/SPS/N/EEC/196/Add.10 et G/SPS/N/EEC/382) dans le cadre du Règlement révisé n° 1107/2009 de l'UE sur la protection des végétaux. Le Règlement (CE) n° 396/2005, notifié par la Commission européenne en avril 2005, établissait le cadre législatif pour les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale. L'Inde jugeait préoccupant le fait que les LMR pour un certain nombre de produits chimiques avaient été fixées au "seuil de détection". Il s'agissait de la limite de résidus détectable à l'aide des méthodes d'analyse ou d'essai disponibles en Europe. En raison des conditions climatiques différentes de l'Inde, les pesticides n'étaient pas utilisés de la même manière dans la production agricole. Aucune preuve scientifique n'avait été fournie pour justifier la fixation de la LMR au seuil de détection, particulièrement en ce qui concernait les produits importés. Dans le cas de certaines substances, les LMR fixées pour les céréales dans l'UE étaient bien supérieures au niveau autorisé de la même substance dans le riz. La fixation de LMR au seuil de détection avait eu une incidence négative sur les exportations indiennes de produits agricoles vers l'Union européenne, et l'Inde priait l'Union européenne de communiquer les méthodes d'analyse validées qu'elle utilisait pour arriver au seuil de détection, ainsi que le fondement scientifique et l'évaluation du risque pour les LMR. L'Inde considérait que les LMR de l'UE entraînaient la violation des articles 2:2, 2:3, 3:1, 5:1 et 5:4 de l'Accord SPS.

2.82. La Thaïlande partageait les préoccupations de l'Inde et remarquait que les LMR proposées dans les récentes notifications de l'UE pour certains produits chimiques étaient bien inférieures aux limites définies par le Codex. Le Brésil et le Pakistan s'associaient également aux préoccupations exprimées par l'Inde en ce qui concernait la procédure de fixation des LMR utilisée par l'UE.

2.83. L'Union européenne a expliqué que la nouvelle Loi sur les résidus de pesticides était en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2008. Les LMR avaient fait l'objet d'une nouvelle évaluation commune de l'UE de l'ingestion alimentaire par les consommateurs, menée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), visant à faire en sorte que toutes les catégories de consommateurs, y compris les consommateurs vulnérables tels que les nourrissons et les enfants, soient suffisamment protégées. Les méthodes d'analyse validées utilisées par l'Union européenne pouvaient être consultées sur le site Web des Laboratoires communautaires de référence pour les résidus de pesticides. Le modèle utilisé pour les évaluations de l'ingestion alimentaire de 27 groupes de consommateurs de l'UE était disponible sur le site Web de l'EFSA. La méthode d'évaluation des risques utilisée pour fixer les LMR reposait sur le cadre établi par le Codex, tel qu'il était décrit dans le rapport de la réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides

de 2002. Un seuil de détection était établi lorsqu'une inquiétude en termes de sécurité pour les consommateurs résultait de l'utilisation d'un pesticide à des niveaux élevés ou lorsqu'il n'existait pas d'autorisation d'utilisation pour une culture spécifique dans l'Union européenne ou dans des pays tiers. Les révisions proposées des LMR de l'UE avaient été notifiées à l'OMC en 2003, 2005 et 2007 et tous les Membres de l'OMC et parties prenantes avaient également été informés de chaque valeur proposée. Les LMR étaient fixées et publiées au Journal officiel si aucune réaction n'avait été reçue suite à leur notification. Les requérants de l'UE ou de pays tiers pouvaient cependant demander à ce que leurs LMR à l'importation soient revues à la hausse dans certains cas particuliers. L'Union européenne était consciente des conditions géoclimatiques différentes qui existaient en Inde, mais des données relatives à la sécurité sanitaire des produits importés restaient néanmoins nécessaires.

2.84. En mars 2011, l'Inde a indiqué que l'Union européenne avait harmonisé ses niveaux de résidus de pesticides dans le cadre du Règlement n° 396/2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale. Une limite de 0,01 mg/kg avait été appliquée par défaut à de nombreux produits chimiques, et l'Union européenne avait demandé à ce que les LMR soient établies au niveau correspondant au seuil de détermination. Toutefois, sans analyse validée, il était difficile de savoir comment le seuil de détermination avait été fixé et par conséquent, aucun élément de preuve scientifique concernant les LMR n'avait été fourni, malgré des niveaux considérablement plus élevés pour les mêmes produits chimiques existants dans d'autres pays. L'Inde a rappelé ses préoccupations concernant: i) l'absence d'harmonisation avec les normes internationales; ii) l'absence d'évaluation des risques; iii) l'usage impropre de l'article 5:7 de l'Accord SPS; iv) l'absence d'efforts visant à minimiser les effets négatifs sur le commerce; et v) la législation et les règlements européens.

2.85. L'Union européenne a noté que les partenaires commerciaux pouvaient demander l'application de LMR plus élevées à condition de fournir des éléments de preuve scientifiques. S'agissant des produits qui présentaient un intérêt pour l'Inde, l'Union européenne avait indiqué que compte tenu de l'importance économique de ces produits, elle était disposée à modifier les LMR correspondantes. L'Inde avait déjà présenté une demande d'application d'une LMR plus élevée, qui était en cours d'examen; dans l'attente des résultats de cette évaluation, une tolérance à l'importation serait appliquée.

2.86. En juin 2011, l'Inde a rappelé que l'Union européenne avait déjà indiqué que ses partenaires commerciaux pouvaient demander des LMR plus élevées en fournissant des preuves scientifiques. Toutefois, l'application du principe de précaution dans le cas de produits chimiques qui avaient été utilisés pendant des décennies sans effets négatifs avait érigé un obstacle au commerce injustifié. Les LMR avaient été fixées au seuil de détection sans une évaluation des risques. Le seuil de détection était la limite en deçà de laquelle les résidus ne pouvaient pas être détectés au moyen de méthodes d'analyse avancées, pratiquement une tolérance zéro, et cela avait des conséquences défavorables pour les produits alimentaires importés contenant de très faibles traces de pesticides. De plus, l'Union européenne n'avait effectué ni partagé aucune évaluation scientifique justifiant la LMR par défaut applicable à certains pesticides. Les LMR par défaut engendraient de la méfiance car des laboratoires privés étaient utilisés pour effectuer les évaluations et par moments ils avaient recours à des méthodes d'essai qui n'étaient pas conformes aux lignes directrices de la Commission européenne relatives aux procédures de validation des méthodes et de contrôle de la qualité pour l'analyse des résidus de pesticides dans les produits alimentaires et les produits pour animaux. Par ailleurs, le comportement commercial insistant des laboratoires privés qui pressaient des pays exportateurs comme l'Inde pour offrir des services de présélection avait de quoi inquiéter. L'Inde demandait que l'Union européenne fournisse une justification scientifique concernant les LMR actuelles pour certains pesticides, au lieu de faire passer la charge de la preuve aux exportateurs en exigeant qu'ils fournissent des justifications lorsqu'ils demandaient des LMR plus élevées. L'Inde a invité l'Union européenne à prendre des mesures concrètes pour éliminer ces mesures restreignant le commerce.

2.87. L'Union européenne a dit que depuis 2008, un nouveau cadre législatif était en vigueur; ce cadre parachevait l'harmonisation et la simplification des LMR pour les pesticides et éliminait tous les obstacles techniques au commerce. Tous les détails de la politique de l'UE sur les pesticides avaient été présentés à la réunion de mars du Comité SPS. Les partenaires commerciaux pouvaient demander une LMR qui était supérieure à ce que prévoyait la législation de l'UE en fournissant des preuves scientifiques justifiant le niveau plus élevé. S'agissant des marchandises

qui présentaient un intérêt pour l'Inde, l'Union européenne était disposée à modifier les LMR pertinentes, à supposer que les renseignements requis aient été fournis. L'Inde avait en fait déjà présenté, pour l'isoprothiolane utilisé sur le riz, une demande de LMR plus élevée qui avait été évaluée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), mais elle devait fournir un complément d'information. Pour ce qui était des raisins, il ressortait de données de 2011 qu'aucun obstacle n'avait été identifié.

2.88. En octobre 2011, l'Inde a rappelé que l'UE avait précédemment allégué que sa procédure de fixation des LMR était non discriminatoire, ouverte, transparente et prévisible. Elle s'interrogeait cependant sur le fondement scientifique de la méthode du seuil de détection et de la fixation des LMR au niveau par défaut de 0,01 mg/kg pour certains pesticides, ainsi que de la méthode des tests de validation employée par l'UE pour arriver au seuil de détection. La méthode de fixation des LMR appliquée par l'UE était discriminatoire, car elle affectait le commerce de certains produits et n'était pas conforme à l'Accord SPS. L'Inde avait été informée qu'un Membre pouvait appliquer une LMR plus élevée, mais la procédure de l'UE était longue, coûteuse et lourde. Elle a instamment invité l'UE à remplacer ses mesures *ad hoc* discriminatoires, opaques et non scientifiques par des méthodes plus prévisibles basées sur des données scientifiques.

2.89. L'Union européenne a répété la déclaration qu'elle avait faite à la réunion de juin 2011 et a dit que la fixation des LMR au niveau par défaut pour certains pesticides facilitait le commerce, contrairement à la méthode de la tolérance zéro. Le commerce n'avait pas été interrompu à la suite de cette législation, notamment pour les produits qui intéressaient l'Inde. Conformément à la législation de l'UE, l'Inde avait demandé une LMR plus élevée pour la présence d'isoprothiolane dans le riz et présenté des renseignements complémentaires. Un avis de l'EFSA était attendu pour le premier trimestre de 2012 et, sur la base de cette évaluation, l'UE déciderait s'il était possible de fixer sans risque une LMR supérieure.

2.90. En mars 2012, l'Inde a déclaré à nouveau qu'aucun Membre ne devrait fixer de LMR sans justification scientifique. L'Inde était satisfaite de la LMR fixée par l'UE pour la présence d'isoprothiolane dans le riz et demandait des éclaircissements sur l'état d'avancement d'une demande de licence d'importation pour le tricyclazole déposée par Dow Agro Sciences. L'Inde exhortait l'Union européenne à remplacer les LMR par défaut pour toute une gamme de pesticides, étant donné qu'avec des niveaux par défaut de 0,01 mg/kg, l'importation de denrées alimentaires contenant ne serait-ce qu'une trace infime de pesticides (par exemple le cerbandazim) était interdite dans l'Union européenne. L'Inde voulait la justification scientifique de l'établissement de LMR au niveau de détection et rappelait qu'au titre de l'article 12:6, le Comité pouvait inviter un organisme international compétent, comme le Codex, à examiner les fondements scientifiques d'une norme fixée par l'Union européenne.

2.91. Le Pakistan a souligné l'importance que revêtait cette question pour les pays en développement et espérait qu'elle serait prochainement résolue.

2.92. L'Union européenne a rappelé qu'en septembre 2008, elle avait introduit un nouveau cadre législatif relatif aux résidus de pesticides (Règlement (CE) n° 396/2005) en vertu duquel de nombreuses LMR pour les pesticides avaient été fixées au niveau par défaut afin de ne pas faire obstacle au commerce. Les partenaires commerciaux qui avaient le sentiment qu'une LMR plus élevée était nécessaire devaient présenter une demande, accompagnée de la justification scientifique appropriée. L'Union européenne fixerait une LMR plus élevée si cela était scientifiquement justifié, comme cela avait été fait pour l'isoprothiolane, dont la LMR applicable au riz avait été portée de son niveau par défaut à 5 mg/kg. La modification avait été effectuée sur la base d'un avis scientifique de l'EFSA, qui déclarait que l'utilisation autorisée à ce niveau ne poserait pas de risque pour la santé publique. L'Union européenne relevait en outre que l'EFSA recommandait vivement que des études soient menées pour vérifier l'effet de la transformation sur la nature des résidus d'isoprothiolane. Suite à une décision des États membres de l'UE, il avait été convenu que la LMR serait donc établie à titre temporaire, étant entendu qu'elle pourrait être revue à la lumière des résultats de l'étude demandée sur l'effet de la transformation.

2.93. En juillet 2012, l'Inde a affirmé de nouveau qu'aucun Membre ne devrait fixer des LMR sans justification scientifique, car cela constituait une violation de l'Accord SPS. L'Inde a invité l'Union européenne à fournir la justification scientifique pour laquelle les LMR des pesticides tels que la carbendazime étaient fixées à la limite de détermination. Le concepteur du tricyclazole (Dow Agro Sciences) avait présenté une demande de tolérance à l'importation conformément à l'article 6 4)

du Règlement (CE) n° 396/2005, mais on ne savait toujours pas si les données transmises étaient acceptables ou non. L'Inde a invité l'Union européenne à clarifier la situation et à œuvrer de manière constructive pour résoudre la question, car l'incertitude et l'imprévisibilité avaient des conséquences négatives sur les exportations indiennes.

2.94. L'Union européenne a rappelé que le Règlement (CE) n° 396/2005, qui était entré en vigueur en 2008, disposait essentiellement que pour pouvoir fixer une LMR de pesticide, il fallait d'abord en confirmer l'innocuité sur la base d'une évaluation scientifique. Dans l'esprit de l'Accord SPS, en élaborant cette législation, l'UE avait cherché à éliminer tout obstacle technique au commerce injustifié dans la fixation des LMR en fixant les LMR de nombreux pesticides – non utilisés dans l'Union européenne – à la limite par défaut. Ce faisant, elle avait aussi établi, dans les faits, une "tolérance" – encore que très restreinte – pour les pesticides qui n'étaient pas utilisés dans l'Union européenne, et dont elle n'était pas en mesure de vérifier l'innocuité ou d'autres caractéristiques. Ces niveaux de tolérance ne pouvaient être modifiés, à moins que des données scientifiques solides ne prouvent l'innocuité du produit. L'Inde pouvait demander une tolérance à l'importation dans les cas où elle estimait qu'une LMR supérieure à la limite par défaut était justifiée. Elle avait utilisé cette procédure avec succès en demandant une tolérance à l'importation plus élevée pour l'isoprothiolane, pesticide employé sur son territoire dans la production du riz, qui constituait pour elle une culture d'exportation d'intérêt majeur. Le cas de l'isoprothiolane prouvait que la procédure en place était non discriminatoire et transparente, qu'elle produisait des résultats et qu'elle constituait un vecteur de prévisibilité pour les exportateurs.

2.95. En octobre 2012, l'Inde a fait observer qu'aucune solution à ce problème n'avait encore été trouvée. L'Union européenne continuait à fixer les LMR de pesticides tels que la carbendazime et l'isoprothiolane au seuil de détection, sans justification scientifique, ce qui était contraire aux dispositions de l'Accord SPS. L'Inde a de nouveau invité l'Union européenne à fournir la justification scientifique pour fixer les LMR des pesticides au seuil de détection sans preuves scientifiques.

2.96. L'Union européenne a indiqué que ses partenaires commerciaux devaient suivre la procédure de l'UE pour demander que des LMR soient fixées sur la base de l'utilisation effective d'un pesticide. Lorsqu'un pesticide n'était pas utilisé dans l'Union européenne ou qu'il était inconnu, l'UE fixait la LMR au plus bas niveau d'analyse plutôt que d'appliquer une approche de tolérance zéro, afin de donner aux négociants une certaine sécurité juridique. L'avis scientifique de l'EFSA était toujours sollicité avant qu'une LMR soit fixée pour un pesticide. L'Union européenne a rappelé que sa législation était équilibrée, non discriminatoire, fondée sur des évaluations scientifiques de qualité, et prévisible. L'Union européenne a suggéré à l'Inde de fournir une liste des substances chimiques qui étaient utilisées dans le pays et que l'Inde ne considérait pas dangereuses pour la santé humaine, afin que cette liste puisse faire l'objet d'une évaluation des risques par l'EFSA.

#### Réglementation de l'UE sur le cadmium dans les fèves de cacao (PCS 325)

Question soulevée par:	Colombie, Équateur
Appuyée par:	Brésil; Cameroun; Costa Rica; Cuba; Ghana; Guatemala; Jamaïque; Mexique; Nicaragua; Pérou; République dominicaine; Venezuela, République bolivarienne du
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 39-41), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 141-143), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 36-39)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/GEN/1173/Rev.1
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.97. En octobre 2011, l'Équateur s'est dit préoccupé par le fait que l'Union européenne envisageait de modifier la teneur maximale en cadmium du cacao et des produits à base de cacao et d'appliquer une limite maximale comprise entre 0,3 et 0,5 milligramme par kilogramme (mg/kg) dans le contexte du Règlement (CE) n° 420/2001. Il a instamment invité l'UE à fonder ses limites maximales de cadmium sur les études scientifiques appropriées. Le Comité mixte FAO/OMS

d'experts des additifs alimentaires (JECFA) avait fixé un niveau de consommation hebdomadaire acceptable de 5,8 microgrammes de cadmium par kilogramme de poids corporel ( $\mu\text{g/kg}$ ), soit deux fois plus que la dose hebdomadaire tolérable déterminée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'Équateur a demandé des renseignements complémentaires sur l'analyse de risque de l'UE et souligné que toute limite maximale de résidus (LMR) devrait être fixée à un niveau aussi bas qu'il était raisonnablement possible (principe ALARP). Certains sols de l'Équateur contenaient du cadmium, mais le pays avait adopté des mesures d'atténuation afin de produire un cacao de haute qualité qui ne nuise pas à la santé des personnes.

2.98. Le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, le Nicaragua, le Pérou, la République dominicaine et le Venezuela partageaient les préoccupations exprimées par l'Équateur. Ils ont demandé à l'UE d'indiquer les fondements techniques et scientifiques sur lesquels elle s'appuyait pour envisager de réglementer la présence de cadmium dans le cacao et le chocolat et souligné que toute limite maximale devrait reposer sur des données scientifiques.

2.99. L'Union européenne a rappelé que ni elle, ni le Codex n'avaient encore établi de teneur maximale du cadmium dans le cacao ou les produits à base de cacao. Cependant, le JECFA avait examiné la toxicité du cadmium dans les produits de base en 2010 et fixé la dose hebdomadaire tolérable à environ 6 microgrammes par kilogramme de poids corporel. L'EFSA, en revanche, avait déterminé une dose hebdomadaire tolérable inférieure, à savoir 2,5  $\mu\text{g/kg}$  de poids corporel, en 2009 et 2010. Sur la base des avis scientifiques émis par l'EFSA en 2009 et 2010 au sujet du cadmium, l'UE avait engagé un réexamen des teneurs maximales en cadmium dans différentes sortes de produits alimentaires, dont le chocolat et les produits à base de cacao vendus au consommateur final, car le chocolat et les produits à base de cacao contribuaient beaucoup à l'exposition humaine, notamment celle des enfants. Les discussions se poursuivaient, mais les limites éventuelles seraient fixées sur la base de données réalistes concernant la présence de cadmium dans le cacao et les produits à base de cacao recueillies auprès de différentes origines géographiques et seraient fixées au niveau le plus bas raisonnablement possible.

2.100. En juillet 2012, l'Équateur, s'exprimant également au nom du Cameroun, de la Colombie, du Ghana, du Mexique, du Nicaragua et du Pérou, a rappelé la préoccupation qui avait été soulevée antérieurement au sujet de la décision de l'Union européenne de modifier le Règlement (CE) n° 1881/2006 et plus précisément les teneurs maximales acceptables en cadmium pour les produits à base de cacao et de chocolat (G/SPS/GEN/1173/Rev.1). Les coauteurs ont demandé à l'Union européenne de démontrer clairement la part relative du chocolat dans l'exposition alimentaire au cadmium et les effets négatifs connexes. Compte tenu des écarts importants entre les recommandations du JECFA et celles de l'EFSA sur la dose hebdomadaire tolérable (DHT) et la dose mensuelle tolérable (DMT) de cadmium, ils invitaient instamment l'Union européenne à convoquer une réunion conjointe EFSA-JECFA en vue d'un accord sur la méthodologie utilisée pour établir ces seuils et sur ses résultats. Ils ont souligné que l'Union européenne devrait s'assurer que toute limite qu'elle appliquait était conforme à l'Accord SPS et qu'elle devrait tenir compte des données nouvelles pour examiner et harmoniser les méthodologies servant à déterminer la teneur en cadmium des produits chocolatés pertinents. Ils ont également demandé que si la nouvelle mesure était adoptée, l'Union européenne accorde une période de transition d'au moins cinq ans pour permettre aux producteurs de s'y adapter. Le Cameroun, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, le Ghana, le Guatemala, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Pérou, la République dominicaine et le Venezuela se sont faits l'écho de cette préoccupation.

2.101. L'Union européenne a indiqué que cette préoccupation n'était pas nouvelle et qu'elle était disposée à y répondre même si elle était soulevée au titre des "Autres questions". Elle a précisé que toute modification éventuelle du Règlement n° 1881/2006 viserait essentiellement les produits alimentaires pour lesquels il n'existait actuellement aucune teneur maximale en cadmium. Les teneurs maximales pour les autres produits alimentaires – par exemple les légumes et les céréales, qui contribuaient eux aussi à l'apport en cadmium dans le régime alimentaire quotidien – existaient déjà et ne seraient donc pas visées dans la proposition à l'examen. La nouvelle proposition se concentrerait plutôt sur les produits alimentaires tels que les produits à base de chocolat/cacao et les aliments pour bébés, pour lesquels aucune teneur maximale n'avait été établie. Les autorités compétentes européennes évaluaient les données qui avaient été fournies par les producteurs de cacao durant les mois précédents, et les États membres de l'UE discuteraient durant l'automne des limites maximales de résidus (LMR) de cadmium dans les produits à base de cacao. Différents schémas de consommation seraient pris en compte pour les différents produits à base de chocolat dans l'établissement des LMR, et une période de transition

raisonnable serait accordée. L'Union européenne prenait cette question très au sérieux et attendait avec intérêt de poursuivre le dialogue avec les Membres intéressés.

2.102. Le Codex a déclaré que la question des LMR de cadmium dans les produits à base de cacao était en discussion et que le JECFA évaluerait les données qui avaient été fournies par les Membres. La question serait abordée à la prochaine session du Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius en juin 2013.

2.103. En octobre 2012, l'Équateur a expliqué qu'il avait appris par la Direction générale de la santé et des consommateurs (DG SANCO) de la Commission européenne que de nouvelles teneurs maximales en cadmium étaient à l'étude pour les produits alimentaires. Un rapport résumé du Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale montrait une discrimination manifeste entre les produits à base de cacao et les autres denrées alimentaires. La proposition de la Commission européenne ne portait que sur les produits pour lesquels il n'existait aucune teneur maximale; mais elle faisait une distinction entre les produits à base de chocolat ou de cacao, d'une part, et les légumes et les produits à base de céréales, d'autre part. S'agissant de cette dernière catégorie de produits, pour des raisons de coût, davantage de temps serait accordé aux agriculteurs et aux exploitants d'entreprises du secteur alimentaire pour mettre en place les mesures visant à réduire la teneur en cadmium. Ce traitement discriminatoire était arbitraire, injustifié et disproportionné, et pourrait générer des restrictions inutiles au commerce international. L'Équateur a demandé que les produits à base de chocolat ou de cacao bénéficient d'un traitement identique à celui des légumes et des produits à base de céréales afin d'éviter toute discrimination injustifiée. En outre, si de nouvelles teneurs en cadmium étaient fixées, elles devraient être fondées sur une évaluation des risques appropriée et respecter les principes de l'OMC de proportionnalité, de transparence et de prise en compte des besoins particuliers des pays en développement.

2.104. Le Cameroun, la Colombie, Cuba, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Pérou, la République dominicaine et le Venezuela ont soutenu la préoccupation de l'Équateur et ont noté en outre que la mesure de l'UE affecterait négativement les petits agriculteurs et producteurs de cacao et ceux pratiquant une agriculture de subsistance dans les pays en développement. L'avis scientifique de l'EFSA indiquait que les produits à base de chocolat ou de cacao ne constituaient pas la principale source de consommation de cadmium, et cependant, les principales sources de cadmium dans l'alimentation ne figuraient pas dans la proposition de réglementation de l'UE. Il n'existait pas de norme du Codex concernant le cadmium, ni de méthodes ou de procédures analytiques internationales acceptées pour en déterminer la présence, et c'est pourquoi il était difficile de comparer la teneur en cadmium de ces denrées alimentaires.

2.105. Le représentant de l'OMS a indiqué qu'il était prévu que le JECFA examine la question de la teneur en cadmium du cacao à sa réunion de juin 2013. Le JECFA avait lancé un appel à fournir des données, mais les pays exportateurs n'avaient pas encore communiqué de données concernant leurs contrôles de la teneur en cadmium des produits à base de cacao, ni de renseignements relatifs à la teneur en cadmium aux différents stades du processus de transformation.

2.106. L'Union européenne a pris acte des préoccupations des Membres exportateurs et a indiqué que les discussions en étaient encore au niveau technique et qu'aucune teneur maximale n'avait encore été proposée. La proposition se concentrerait initialement sur les produits alimentaires tels que les produits à base de chocolat ou de cacao et les aliments pour nourrissons, pour lesquels aucune teneur maximale n'avait été établie, et par la suite, elle examinerait les autres denrées alimentaires pour lesquelles des teneurs maximales existaient déjà. La réunion de l'Organisation internationale du cacao (ICCO) d'octobre 2012 avait été l'occasion d'un échange de vues sur la question, et les données fournies par certains Membres sur le cadmium dans les produits à base de cacao seraient examinées. L'Union européenne était convaincue que le processus législatif aboutirait à une proposition équilibrée et que les effets négatifs seraient réduits au minimum.

### Limites appliquées par l'UE concernant la teneur en aluminium des produits à base de farine (PCS 331)

Question soulevée par:	Chine
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 26-27)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/EEC/341
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.107. En mars 2012, la Chine a exprimé des préoccupations au sujet des limites appliquées par l'UE concernant la teneur en aluminium des produits à base de farine (CE669/2009 et CE887/2010), et des essais excessifs. La prescription stricte imposée par l'Union européenne avait affecté les exportations chinoises de produits à base de farine. La norme communautaire actuelle, qui était fondée sur une recommandation de l'EFSA datant de 2008, établissait une teneur en aluminium maximale de 10 mg/kg, de manière à garantir que la dose hebdomadaire d'aluminium soit inférieure à 1 mg/kg de poids corporel. Cependant, en 2011, le JECFA avait porté la limite de cette dose hebdomadaire d'aluminium à 2 mg/kg de poids corporel. La Chine invitait l'Union européenne à réévaluer les limites concernant la teneur en aluminium des produits à base de farine sur la base des nouvelles données provenant du JECFA, étant donné que toute restriction inutile au commerce international pour des motifs de sécurité devrait être évitée.

2.108. L'Union européenne a souligné les risques sanitaires de l'aluminium, dont l'utilisation en tant qu'additif alimentaire avait été prohibée sur la base de la recommandation de l'EFSA de 2008. Un niveau de tolérance faible avait été établi pour l'aluminium présent naturellement dans la farine. Quand le niveau d'aluminium détecté dans un produit alimentaire excédait 10 mg/kg, cela indiquait clairement qu'un additif alimentaire contenant de l'aluminium avait été utilisé. En 2011, il y avait eu 35 notifications dans le système européen d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASSF) concernant des niveaux élevés d'aluminium dans les nouilles en provenance de Chine, avec des niveaux pouvant aller jusqu'à 50 mg/kg. Depuis octobre 2010, la fréquence des contrôles visant les nouilles sèches en provenance de Chine avait augmenté de 10% et serait maintenue à ce niveau tant qu'il n'y aurait pas d'indication claire montrant que les fabricants de nouilles chinois n'utilisaient plus d'additifs contenant de l'aluminium.

### Essais effectués par l'Union européenne sur les résidus de pesticides (PCS 335)

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	Pakistan, Viet Nam
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 24-26)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/EU/22
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.109. En juillet 2012, l'Inde a exprimé sa préoccupation au sujet de la notification de l'UE qui visait à inscrire dans l'annexe I du Règlement (CE) n° 396/2005 de nouveaux fruits, légumes et céréales désormais disponibles sur le marché communautaire (G/SPS/N/EU/22). Selon le règlement modifié, les contrôles de résidus porteraient sur le riz paddy plutôt que sur le grain de riz entier. D'ordinaire, le contrôle des LMR était effectué sur des aliments prêts à la consommation. Dans le cas du riz, qui ne pouvait être consommé sous sa forme brute, les contrôles devraient porter sur le grain de riz entier plutôt que sur le riz paddy. Ce dernier aurait toujours une teneur plus élevée en résidus de pesticides car les pesticides étaient pulvérisés directement dessus, mais il ne faisait pas l'objet d'une consommation directe. Ce fait était reconnu, par exemple, dans la partie 180, titre 40 du Code of Federal Regulations des États-Unis, qui portait sur les tolérances et



exemptions concernant les résidus de pesticides chimiques dans les produits alimentaires. Le respect des prescriptions envisagées par l'UE entraînerait des difficultés indues pour les exportateurs et aurait donc des répercussions sur le commerce, et l'Inde invitait l'UE à fournir les justifications scientifiques de la modification proposée. Le Pakistan et le Viet Nam ont fait part de leur intérêt pour cette question.

2.110. L'Union européenne a expliqué que le projet de modification visait à répondre aux demandes des consommateurs en inscrivant dans cette annexe de nouveaux fruits, légumes et céréales introduits plus récemment sur le marché communautaire et à modifier les parties de produits sur lesquelles devrait porter le contrôle de résidus. L'Union européenne n'avait modifié aucune pratique de contrôle des résidus de pesticides. Au contraire, elle avait rendu les règles plus transparentes pour l'ensemble des partenaires commerciaux en publiant toutes les méthodes de validation disponibles et en fournissant, par le biais de l'OMC, des renseignements sur toutes les activités relatives à la réglementation. Après avoir examiné les observations reçues et mené de nouveaux échanges avec les parties prenantes, elle avait décidé de maintenir la pratique actuelle concernant le riz, ce qui signifiait que l'analyse de résidus porterait sur le grain entier et non sur le paddy. Elle a souligné que sa procédure législative était non discriminatoire et transparente et qu'elle permettait d'accueillir favorablement les demandes de pays tiers, comme dans le cas présent.

## 2.5 Inde

### 2.5.1 Santé des animaux

#### Restrictions imposées en raison de la grippe aviaire (PCS 185)

Question soulevée par:	États-Unis d'Amérique, Union européenne
Appuyée par:	Australie, Canada, Chine
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Mars 2004 (G/SPS/R/33, paragraphes 18-20), juin 2004 (G/SPS/R/34, paragraphes 42-43), octobre 2004 (G/SPS/R/35, paragraphes 59-60), juin 2007 (G/SPS/R/45, paragraphes 21-23), octobre 2007 (G/SPS/R/46, paragraphes 29-32), avril 2008 (G/SPS/R/49, paragraphes 33-38), juin 2008 (G/SPS/R/51, paragraphes 31-35), octobre 2008 (G/SPS/R/53, paragraphes 29-34), février 2009 (G/SPS/R/54, paragraphes 17-20), juin 2009 (G/SPS/R/55, paragraphes 43-46), octobre 2009 (G/SPS/R/56, paragraphes 40-43), mars 2010 (G/SPS/R/58, paragraphes 37-40), juin 2010 (G/SPS/R/59, paragraphes 39-41), octobre 2010 (G/SPS/R/61, paragraphes 25-28), mars 2011 (G/SPS/R/62, paragraphes 37-40), juin 2011 (G/SPS/R/63, paragraphes 64-68), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 81-93) (G/SPS/R/64/Add.2, paragraphes 1-2)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/IND/13/Add.1, G/SPS/N/IND/14, G/SPS/N/IND/46/Add.3, G/SPS/N/IND/46/Add.4, G/SPS/N/IND/46/Add.5, G/SPS/GEN/1138, WT/DS430/1, WT/DS430/3
Solution:	Groupe spécial chargé du règlement du différend établi le 25 juin 2012. Demande d'établissement du groupe spécial: document WT/DS430/3
Situation:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.111. En mars 2004, les Communautés européennes ont fait part de leur préoccupation au sujet des mesures appliquées par l'Inde le 3 mars 2004 sur les importations d'oiseaux vivants et de viande fraîche de volaille et de produits à base de viande fraîche de volaille en raison de la grippe aviaire. Ces mesures n'avaient pas été notifiées, ce qui était contraire à l'annexe B de l'Accord SPS. En outre, les restrictions imposées par l'Inde étaient disproportionnées par rapport aux risques pour la santé qui étaient associés à ces importations puisque les Communautés européennes étaient exemptes de la grippe aviaire hautement pathogène. Les Communautés

européennes ont rappelé à l'Inde les normes de l'OIE concernant la grippe aviaire et lui ont demandé de lever les restrictions imposées sur les produits provenant des CE.

2.112. Les États-Unis ont dit qu'ils partageaient les préoccupations des Communautés européennes.

2.113. L'Inde a expliqué que les restrictions imposées sur les importations de volailles étaient des mesures temporaires en vue de contrer la menace émergente d'introduction de la grippe aviaire hautement pathogène. Les mesures étaient destinées à protéger les agriculteurs, pour lesquels la production de volailles représentait une source essentielle de revenu. Les retards dans la déclaration des nouveaux cas avaient pour effet d'accroître le risque de propagation du virus dans d'autres pays. En outre, les volailles infectées par le virus ne montraient pas toujours de signes cliniques de la maladie. Étant donné la structure du secteur des volailles en Inde, il serait impossible de contrôler la propagation de la maladie si elle était introduite. L'Inde prenait toutes les mesures nécessaires pour recueillir l'information sur les efforts en vue de contenir la maladie à l'échelle mondiale et acceptait avec plaisir les renseignements communiqués par les Membres exportateurs exempts de la maladie.

2.114. En juin 2004, les Communautés européennes ont indiqué que l'Inde continuait d'appliquer des interdictions à l'importation à toute une gamme de produits avicoles, notamment les volatiles vivants, la viande fraîche et les produits à base de viande fraîche en provenance de plusieurs pays, sous prétexte de faire face à la grippe aviaire hautement pathogène (GAHP), depuis février 2004. Ces interdictions générales à l'importation étaient disproportionnées par rapport au risque et devraient être limitées aux importations en provenance de régions touchées par la maladie, conformément aux recommandations de l'OIE. Les Communautés européennes étaient officiellement indemnes de cette maladie, selon les critères de l'OIE, et avaient mis en œuvre des mesures de sauvegarde pour préserver ce statut sanitaire. Les Communautés européennes ont demandé à l'Inde de revoir l'interdiction en vigueur et de lever toutes les restrictions frappant les produits avicoles en provenance des Communautés européennes.

2.115. L'Inde a répondu que les mesures interdisant l'importation de volailles et de produits avicoles avaient été mises en œuvre à titre temporaire. De nouvelles flambées de GAHP avaient été signalées pas plus tard que le 4 juin 2004 dans certains Membres de l'OMC, mais pas sur le territoire des Communautés européennes. Étant donné que la production avicole en Inde représentait généralement une activité familiale, les autorités indiennes étaient particulièrement préoccupées par le risque de développement humain de la maladie.

2.116. En octobre 2004, les Communautés européennes se sont dites préoccupées par le fait que l'Inde maintienne une interdiction sur certaines volailles vivantes et divers produits d'origine animale en raison du risque d'introduction du virus de la GAHP sur son territoire. L'Inde avait présenté le 7 juillet et le 6 août deux notifications informant les Membres de l'assouplissement de l'interdiction pour un certain nombre de produits. Cependant, l'interdiction était une mesure disproportionnée par rapport au risque, et certaines des mesures imposées par l'Inde ne reposaient sur aucun fondement scientifique. L'interdiction devrait se confiner aux régions touchées par la maladie, conformément aux lignes directrices et aux recommandations de l'OIE. Les Communautés européennes ont rappelé qu'elles étaient exemptes de la GAHP et qu'elles conservaient ce statut sanitaire. L'Inde était invitée à revoir son interdiction et à mettre ses mesures en conformité avec les dispositions de l'Accord SPS.

2.117. L'Inde a répété que l'interdiction était une mesure temporaire dont la mise en œuvre faisait suite aux flambées de GAHP à travers le monde. Étant donné la prévalence de l'aviculture de type familial et le nombre considérable d'aviculteurs, il serait impossible de juguler la maladie si elle s'étendait au territoire indien. La situation faisait l'objet d'un suivi permanent depuis l'imposition de l'interdiction en février 2004. L'interdiction visant l'importation des volailles vaccinées et des œufs exempts d'organismes pathogènes spécifiques avait été levée en juillet 2004. Un examen subséquent effectué par un groupe d'experts avait conduit au maintien de l'interdiction sur l'importation de certains produits tels que les volailles vivantes, les volailles crues et la viande porcine. L'Inde autorisait toutefois l'importation de produits transformés provenant de pays touchés par la GAHP et continuait de suivre l'évolution de la situation.

2.118. En juin 2007, les États-Unis ont fait observer que l'Inde interdisait les volailles, les porcs et d'autres produits parce que le virus de la grippe aviaire faiblement pathogène avait été détecté sur des oiseaux sauvages dans certaines parties de leur territoire. Ces restrictions allaient bien au-delà des normes établies par l'OIE pour la lutte contre la grippe aviaire. L'Inde n'appliquait pas le concept de régionalisation aux États-Unis. Elle frappait d'interdiction des produits des États-Unis bien qu'aucun incident de grippe aviaire hautement pathogène ne se soit produit dans ce pays; elle frappait d'interdiction des produits qui avaient été traités ou transformés de manière à tuer le virus de la grippe aviaire et frappait d'interdiction des espèces et des produits dérivés des animaux dont il n'était pas établi qu'ils transmettaient le virus. Bien que l'Inde ait récemment notifié une modification de ses mesures tendant à autoriser l'entrée d'aliments secs transformés pour animaux de compagnie, elle continuait à interdire d'autres aliments pour animaux de compagnie traités thermiquement qui ne présentaient aucun risque pour la santé animale.

2.119. Les Communautés européennes ont dit qu'elles partageaient les préoccupations exprimées au sujet des mesures indiennes. Bien qu'elles se soient efforcées de résoudre la question au niveau bilatéral, les problèmes continuaient de surgir et de resurgir. Tous les Membres étaient instamment priés d'appliquer les normes internationales pour faire en sorte que les mesures appliquées soient en rapport avec les risques. La mesure indienne s'appliquait même à des produits dont il n'avait jamais été établi qu'ils transmettaient la grippe aviaire, dont la viande de porc.

2.120. L'Inde a dit que des souches hautement ou faiblement pathogènes de grippe aviaire avaient été signalées dans plus de 60 pays et que les autorités indiennes s'inquiétaient de la propagation de ce virus. Ce dernier avait d'importantes incidences pour la santé humaine, étant donné son taux de mortalité élevé. L'Inde avait connu en 2006 une flambée de GAHP qui avait été maîtrisée avec succès, et elle était désormais indemne de la maladie. Elle s'efforçait de préserver la santé animale et humaine sur son territoire et de protéger ses exploitations avicoles familiales. Elle interdisait donc les importations de volailles provenant de tout pays qui avait eu un foyer de grippe aviaire, que celle-ci soit hautement ou faiblement pathogène. Les États-Unis avaient signalé un foyer de grippe aviaire faiblement pathogène. Les pays indemnes de grippe aviaire pouvaient exporter du bétail vivant en Inde, et l'Inde autorisait les œufs exempts d'agents pathogènes destinés à être utilisés pour la production de vaccins en provenance de tout pays, quel que soit le statut dudit pays au regard de la grippe aviaire. Comme de nombreux oiseaux sauvages se rendaient en Inde, c'était un vecteur préoccupant. Pour ce qui était des aliments pour animaux de compagnie, l'Inde avait révisé le protocole sanitaire notifié en juin 2007 et tiendrait compte des observations formulées à ce sujet.

2.121. En octobre 2007, les États-Unis ont réitéré leurs préoccupations au sujet du fait que l'Inde interdisait l'importation des volailles, des porcins et de leurs produits en provenance du territoire des États-Unis par suite de la détection du virus de la grippe aviaire faiblement pathogène chez des oiseaux sauvages sur ce territoire. L'Inde avait présenté deux notifications concernant la grippe aviaire (G/SPS/N/IND/46/Add.3 et G/SPS/N/IND/46/Add.4). La première (Add.3) étendait aux soies de porc l'interdiction d'importer liée à la grippe aviaire. Cette interdiction n'était pas justifiée sur le plan scientifique et n'était pas conforme aux directives de l'OIE fondées sur le statut au regard de la grippe aviaire d'un pays, d'une région ou d'une zone. Les États-Unis demandaient à l'Inde d'éliminer toutes ses restrictions à l'importation visant les porcins vivants et leurs produits originaires des États-Unis. La seconde notification de l'Inde (Add.4) prorogeait d'une nouvelle période de six mois les mesures d'urgence qui avaient été mises en place en août 2006. Les États-Unis ont fait part de leurs préoccupations concernant le recours systématique de l'Inde à des mesures d'urgence liées à la grippe aviaire. Les États-Unis ont instamment prié l'Inde de mettre en place des mesures permanentes pour le commerce des produits à base de volaille et pour la lutte contre la grippe aviaire, et de s'assurer que ces mesures étaient conformes aux dispositions du chapitre du Code de l'OIE portant sur la grippe aviaire. Dans ses mesures, l'Inde devrait faire la distinction entre les souches hautement pathogènes et faiblement pathogènes de la maladie et permettre l'application du principe de la régionalisation.

2.122. Les Communautés européennes ont déclaré que l'Inde ne reconnaissait pas la différence entre les souches hautement pathogènes et faiblement pathogènes de la grippe aviaire ni les différences entre les animaux sauvages et les animaux domestiques pour ce qui était de cette maladie. L'Union européenne encourageait l'Inde à suivre les recommandations de l'OIE.

2.123. L'Inde a souligné les dangers liés à la grippe aviaire et l'étendue de l'épidémie. Après l'épisode de GAHP qu'elle avait connu en 2006, l'Inde était extrêmement soucieuse de préserver la santé animale et humaine, particulièrement au vu du fait que le secteur indien de la volaille était dirigé par des entreprises familiales et qu'on savait que la grippe aviaire pouvait réapparaître dans les pays où des flambées avaient été observées auparavant. L'Inde restreignait les importations en provenance de pays où la présence de cette maladie avait été signalée. La grippe aviaire faiblement pathogène était actuellement présente aux États-Unis chez les volailles. Les restrictions à l'importation que l'Inde avait imposées en raison des flambées de grippe aviaire aux États-Unis avaient été expliquées en détail à ces derniers au cours du forum sur la politique commerciale tenu récemment à New Delhi. L'Inde a rejeté l'allégation selon laquelle sa réglementation n'était pas fondée sur des données scientifiques en faisant valoir que la grippe aviaire faiblement pathogène chez les volailles était une maladie à déclaration obligatoire selon l'OIE, conformément à la liste de maladies figurant à l'article 2.1.3 du Code sanitaire pour les animaux terrestres. De plus, comme le notait la fiche d'information de l'USDA sur la grippe aviaire, la souche faiblement pathogène de cette maladie était éminemment susceptible de se muter en souche hautement pathogène, une opinion que partageait l'Inde. En tout état de cause, l'Inde réexaminait régulièrement sa réglementation commerciale à la lumière des faits nouveaux concernant la grippe aviaire. Pour ce qui était des préoccupations liées aux produits porcins, une abondante documentation scientifique montrait que les animaux de l'espèce porcine pouvaient facilement être infectés par de nombreux virus de la grippe humaine et de la grippe aviaire et pouvaient donc offrir un milieu favorable à la réplication virale et au réassortiment génétique. Le caractère extrêmement volatil du virus de la grippe aviaire, conjugué à la possibilité que celui-ci puisse se recombinaison avec d'autres sous-types, faisait des porcs et des produits d'origine porcine un facteur de risque. S'agissant des oiseaux sauvages, des experts avaient été consultés, et les autorités indiennes estimaient qu'on ne pouvait faire abstraction de ces espèces lorsqu'il était question de la grippe aviaire. Les préoccupations des États-Unis et de l'UE seraient transmises aux experts techniques indiens pour examen.

2.124. L'OIE a clarifié ses recommandations et précisé comment il convenait de les mettre en pratique. L'établissement de listes de maladies telles que la grippe aviaire hautement pathogène et la grippe aviaire faiblement pathogène à déclaration obligatoire répondait essentiellement à des besoins de déclaration des maladies et de transparence. La découverte de cas de grippe aviaire chez des oiseaux sauvages ou de cas de grippe aviaire faiblement pathogène ne devrait pas entraîner une interdiction d'importer. Il convenait d'établir une distinction entre la déclaration de maladies et l'imposition de mesures. L'OIE a répété que les restrictions visant les porcs et les produits d'origine porcine en raison de la grippe aviaire n'avaient pas de fondement scientifique, qu'il s'agisse de la souche hautement pathogène ou faiblement pathogène, comme le mentionnait clairement le Code pour les animaux terrestres de l'OIE. Celle-ci craignait que l'imposition de mesures non fondées sur des données scientifiques n'aggrave les risques de propagation des maladies parce que les pays hésiteraient à déclarer dûment la présence de maladies sur leur territoire s'ils estimaient que la déclaration risquait de déboucher sur des mesures non justifiées. Il était de la plus haute importance que les pays déclarent les maladies présentes sur leur territoire.

2.125. En mars 2008, les Communautés européennes ont indiqué que l'Inde continuait d'interdire certains produits d'origine animale provenant des CE en raison de la grippe aviaire. Bien que l'Inde ait levé l'interdiction pour certains produits plus tôt dans l'année, elle continuait d'interdire de nombreuses denrées. L'Inde imposait l'interdiction en réponse tant à la souche hautement pathogène qu'à la souche faiblement pathogène de la grippe aviaire. Cependant, l'OIE n'avait pas recommandé d'interdiction commerciale en cas de présence de la grippe aviaire uniquement chez les oiseaux sauvages, ou de découverte de souches faiblement pathogènes de la maladie. L'obligation de notifier les cas de grippe aviaire faiblement pathogène à l'OIE ne devrait pas être utilisée abusivement pour justifier l'imposition de restrictions commerciales, ainsi que l'OIE l'avait précédemment expliqué au Comité SPS. En outre, les produits ayant subi un traitement thermique pouvaient être commercialisés sans risque, quel que soit le statut du pays exportateur au regard de la grippe aviaire. Les Communautés européennes estimaient également que l'interdiction de l'Inde relative à la viande porcine et aux produits porcins fondée sur la grippe aviaire était disproportionnée par rapport au risque. Bien que les CE aient demandé des renseignements concernant les démarches à accomplir pour recouvrer le statut de pays indemne, l'Inde n'avait apporté aucune réponse. Comme indiqué précédemment, les Communautés européennes étaient d'avis que les mesures de l'Inde étaient hors de proportion avec les risques et que, pour certains produits, elles n'étaient pas fondées sur des preuves scientifiques. De plus, la GAHP avait été découverte en Inde, et les Communautés européennes se demandaient si les produits indiens d'origine nationale étaient soumis au même traitement que les produits importés.

2.126. Les États-Unis partageaient la crainte que les mesures de l'Inde aient été introduites et maintenues sans fondement scientifique suffisant ou sans évaluation du risque. Les mesures étaient indûment restrictives et trop larges dans leur application par pays et par produit. Des échanges bilatéraux avaient permis de progresser dans certains domaines, mais non en ce qui concernait les mesures relatives à la grippe aviaire. Malgré les demandes, les États-Unis n'avaient encore reçu aucune copie de l'évaluation du risque effectuée par l'Inde. De plus, ces prohibitions à l'importation décrétées dans l'urgence avaient été prolongées une nouvelle fois (G/SPS/N/IND/46/Add.5) après avoir été en vigueur pendant près de deux ans. Les États-Unis conseillaient vivement à l'Inde de lever les mesures relatives à la grippe aviaire qui n'étaient pas fondées sur des bases scientifiques, et notamment de faire la distinction entre les souches hautement pathogènes et les souches faiblement pathogènes, de reconnaître des zones indemnes de la maladie, de ne pas appliquer de mesures sur les animaux de l'espèce porcine et les produits à base de viande de porc, et de reconnaître les mesures prises pour inactiver le virus.

2.127. L'Australie partageait les préoccupations des Communautés européennes et des États-Unis, et a demandé instamment à l'Inde de fonder ses mesures sur des bases scientifiques valables et sur les normes de l'OIE.

2.128. Le Mali a indiqué qu'étant donné qu'il ne savait pas comment mener une évaluation du risque relatif à la grippe aviaire, il avait fermé ses frontières aux importations provenant de pays touchés par la maladie.

2.129. L'Inde a dit que la grippe aviaire continuait de se propager et qu'elle avait de graves implications sur la santé humaine, puisque des centaines de personnes étaient déjà atteintes. L'Inde avait précédemment connu un épisode de la maladie, et malgré ses efforts pour l'éradiquer, de nouveaux foyers s'étaient déclarés. L'Inde considérait avec la même préoccupation la souche faiblement pathogène et la souche hautement pathogène de la grippe aviaire, que la maladie soit détectée chez les volailles ou chez les oiseaux sauvages, et n'autorisait aucune importation en provenance de pays touchés. La grippe aviaire faiblement pathogène présentait un risque potentiel élevé dès lors que la science montrait que le virus était en évolution constante et qu'il existait la possibilité d'une mutation de l'IA faiblement pathogène vers une souche hautement pathogène. Concernant les directives de l'OIE, l'Inde avait voté, pendant la dernière session annuelle, contre la résolution proposant que l'IA faiblement pathogène ne soit pas jugée préoccupante pour le commerce international. L'Inde n'était pas le seul pays qui avait pris de telles mesures et l'Égypte avait apparemment imposé des prescriptions similaires. L'Inde avait récemment révisé et modifié ses mesures relatives aux œufs exempts d'agents pathogènes et aux aliments pour animaux de compagnie, et s'est dite d'accord pour fournir des informations aux Communautés européennes à brève échéance. Les préoccupations soulevées par d'autres Membres seraient communiquées aux experts techniques indiens. L'Inde a assuré à tous les Membres qu'elle respecterait pleinement ses obligations découlant de l'Accord sur l'OMC.

2.130. Les Communautés européennes ont précisé que dans le cas de l'Égypte, les mesures étaient appliquées à des produits très différents. Bien que les deux pays aient pris des mesures liées à la grippe aviaire, celles-ci n'étaient pas facilement comparables.

2.131. En juin 2008, les Communautés européennes ont fait savoir que l'Inde continuait d'appliquer une interdiction d'importation à la viande de volaille, à la viande de porc, aux produits d'origine porcine, en provenance des zones qui avaient déclaré des épidémies de grippe aviaire faiblement ou hautement pathogène touchant uniquement des populations d'oiseaux sauvages. L'Inde limitait aussi en outre l'importation de produits provenant de zones où la présence de grippe aviaire faiblement pathogène avait été constatée, à l'encontre des normes de l'OIE selon lesquelles les risques étaient complètement éliminés et les échanges pouvaient reprendre sans danger. L'interdiction d'importer des porcs et de la viande de porc n'était pas justifiée selon l'OIE, et l'Inde n'avait fourni aucune justification scientifique à l'appui de cette interdiction. Les restrictions imposées par l'Inde étaient disproportionnées, et les CE lui demandaient de reconsidérer ses mesures sans délai.

2.132. Le Canada a souscrit aux arguments des CE, ajoutant que, selon l'OIE, les porcs ne présentaient pas de risques de transmission de la grippe aviaire. L'Inde devrait en outre reconnaître le principe de la régionalisation lorsqu'elle appliquait une interdiction fondée sur la présence de grippe aviaire. Le Canada lui a demandé de se conformer aux normes de l'OIE et de lever ses restrictions à l'importation.

2.133. Les États-Unis se sont associés aux préoccupations exprimées, observant que la mesure indienne avait été imposée et maintenue sans preuves scientifiques ni évaluation des risques. L'argument de l'Inde disant que la grippe aviaire faiblement pathogène pouvait muter pour prendre une forme hautement pathogène et qu'une recombinaison du virus pouvait se produire dans le porc avait été examiné par l'OIE. Les États-Unis avaient demandé à l'Inde une copie de son évaluation des risques justifiant l'interdiction, mais ce document n'avait pas été fourni.

2.134. La Chine s'est associée aux préoccupations soulevées et a demandé à l'Inde de revoir sa mesure afin de respecter les recommandations de l'OIE.

2.135. L'Inde a précisé qu'elle n'autorisait pas l'importation de viande de volaille et de produits d'origine porcine, y compris la viande transformée, en provenance de zones où des épidémies de grippe aviaire avaient été déclarées. L'Inde a répété qu'elle se préoccupait de façon égale de la grippe aviaire faiblement ou hautement pathogène, ainsi que de la grippe aviaire constatée seulement chez des oiseaux sauvages. Plusieurs études scientifiques avaient montré que des formes faiblement pathogènes de grippe aviaire pouvaient muter et devenir des souches hautement pathogènes. Un rapport de la FAO avait également montré que cette mutation était possible. Sur un site Web officiel des États-Unis, il était dit que les formes faiblement pathogènes de grippe aviaire pouvaient muter pour devenir hautement pathogènes. L'Inde continuait de craindre que les virus faiblement pathogènes ne présentent aussi des risques pour la santé humaine. S'agissant des porcs, les données scientifiques montraient qu'ils pouvaient être des hôtes du virus, chez lesquels il pouvait y avoir recombinaison virale, de sorte qu'ils pouvaient transmettre la grippe aviaire aux humains. Avec l'apparition de nouvelles preuves scientifiques, l'Inde avait levé ses interdictions relatives à certains produits tels que les œufs et les aliments pour animaux domestiques. De nouveaux réexamens auraient lieu ultérieurement. L'Inde a pris note des demandes faites par les Membres au sujet des copies de l'évaluation des risques et de la reconnaissance de la régionalisation; ces questions seraient transmises aux experts en poste dans la capitale.

2.136. En octobre 2008, les Communautés européennes ont salué les efforts déployés par l'Inde pour abolir ses restrictions à l'importation de viande de porc transformée. L'Inde continuait toutefois de frapper d'interdiction les animaux vivants et une large gamme de produits d'origine animale. Cette interdiction était fondée sur le risque que n'entrent en Inde plusieurs maladies, en particulier la grippe aviaire. Ces restrictions n'étaient pas conformes aux normes de l'OIE. L'Inde était aussi invitée à reconnaître que le commerce de viande et de produits carnés ayant subi un traitement thermique était sans danger quel que soit le statut du pays exportateur au regard de la grippe aviaire. En outre, l'Inde n'avait pas répondu à la demande qui lui avait été faite de fournir une justification scientifique ainsi que son évaluation des risques présentés par la viande porcine et les produits d'origine porcine.

2.137. Les États-Unis se sont inquiétés du fait que l'Inde avait reconduit ses mesures d'urgence interdisant une large gamme de produits en raison de la grippe aviaire. Ces mesures n'étaient pas fondées sur des preuves scientifiques ni sur une évaluation des risques. Les États-Unis ont demandé à nouveau à l'Inde de fournir un exemplaire de leur évaluation des risques de grippe aviaire. Enfin, l'Inde a été priée de modifier sa mesure pour répondre aux préoccupations exprimées par plusieurs Membres du Comité.

2.138. En réponse à la demande des États-Unis, l'Inde a proposé qu'un débat technique ait lieu entre experts, indiens et autres. Les États-Unis ont invité l'Inde à emmener ses experts techniques à la réunion suivante du Comité SPS et ont demandé à nouveau un exemplaire de l'évaluation des risques effectuée par l'Inde. L'Inde a proposé que les experts se réunissent sans attendre la prochaine réunion, par vidéoconférence par exemple, ce qui permettrait peut-être de résoudre le problème dans l'intervalle. L'Inde a fait savoir que la restriction à l'importation de produits ayant un rapport avec la grippe aviaire avait été examinée dans le cadre de l'OIE, au Comité SPS et lors de diverses réunions bilatérales avec différents partenaires comme les Communautés européennes et les États-Unis. L'Inde avait réexaminé tous les six mois la politique en matière de grippe aviaire et ses incidences commerciales. Cela l'avait amenée à lever les restrictions à l'importation de divers produits d'origine porcine transformés provenant de pays ayant des foyers de grippe aviaire. L'Inde continuerait à revoir ses restrictions et ne maintiendrait que celles touchant la santé humaine et animale. Elle a suggéré que le débat soit limité aux experts.

2.139. L'OIE a dit que les pays devaient notifier la présence de la grippe aviaire chez les oiseaux domestiques et sauvages. Toutefois, la détection précoce de la maladie chez des oiseaux sauvages devait être notifiée à des fins de transparence et ne devait pas donner lieu à des restrictions commerciales. L'OIE a en outre prié instamment ses membres d'envoyer leurs preuves scientifiques à l'Organisation afin que celle-ci en tienne compte au moment de procéder aux modifications nécessaires des normes établies dans ses codes.

2.140. En février 2009, les États-Unis se sont dits déçus par le fait que l'Inde maintienne des mesures d'urgence interdisant l'importation d'une large gamme de produits en raison de la grippe aviaire, sans éléments de preuve scientifiques ni évaluation des risques. On ne pouvait pas considérer comme des mesures appropriées de lutte contre la grippe aviaire des restrictions commerciales sur les porcs et leurs produits dérivés, les mesures commerciales liées à des observations de grippe aviaire sur des populations d'oiseaux sauvages ou les prohibitions sur les produits ayant subi un traitement thermique. En outre, les Membres devaient faire la distinction entre la grippe aviaire hautement pathogène et la grippe aviaire faiblement pathogène. Les États-Unis avaient accueilli favorablement la proposition antérieurement faite par l'Inde de tenir une réunion au niveau technique pour étudier le problème et priaient instamment l'Inde de présenter son évaluation des risques, de sorte qu'un débat technique puisse être programmé.

2.141. Les Communautés européennes se sont félicitées de la levée par l'Inde de certaines restrictions liées à la grippe aviaire, mais ont appuyé les inquiétudes des États-Unis relativement au fait que les restrictions restantes étaient dénuées de fondement et allaient à l'encontre du Code de l'OIE, en particulier parce qu'elles ne faisaient pas de différence entre les épidémies de grippe aviaire hautement pathogène et de grippe aviaire faiblement pathogène.

2.142. L'Inde a expliqué que dans la mesure où de nombreux pays s'étaient dits touchés par la grippe aviaire, et compte tenu des implications de la maladie pour la santé humaine, il était naturel que les Membres se montrent extrêmement soucieux de protéger la santé des personnes et des animaux. Cela était particulièrement vrai pour l'Inde, où le secteur de la volaille était pour une large part une activité familiale. De nombreux Membres avaient adopté des mesures contre la grippe aviaire, y compris des prohibitions à l'importation. L'Inde avait interdit les importations de produits avicoles et de produits dérivés du porc provenant de pays ayant déclaré la présence de grippe aviaire, aussi bien faiblement que hautement pathogène, en raison des possibilités de mutation entre les deux souches du virus. Une publication de la FAO reconnaissait que la mutation conférant la virulence avait été démontrée, ce qui était également admis sur le site Web de l'USDA. Lors de la Session générale de l'OIE, l'Inde avait voté contre la résolution déclarant que la grippe aviaire faiblement pathogène ne constituait pas un problème commercial. L'Inde estimait que les intérêts commerciaux ne devaient pas prévaloir sur les problèmes de santé humaine, mais reconnaissait que la science évoluait et avait pris des dispositions pour rectifier les mesures qu'elle avait prises contre la grippe aviaire. De ce fait, les restrictions commerciales sur certains produits provenant de pays où il se trouvait des foyers de grippe aviaire avaient été levées. L'Inde avait récemment fait le point sur les restrictions pesant sur la viande de porc et constaté que le risque était minimal, surtout après transformation. En conséquence, elle avait décidé de lever les restrictions sur les produits d'origine porcine et les produits avicoles traités. Les révisions se poursuivraient. L'Inde avait pris note des préoccupations des États-Unis; elle avait participé à des réunions bilatérales avec les États-Unis et les Communautés européennes, et elle transmettrait leurs inquiétudes aux autorités compétentes.

2.143. L'OIE a indiqué que la grippe aviaire constituait un problème majeur pour le commerce des produits avicoles. Les normes pertinentes étaient en vigueur et l'OIE recevait peu d'observations de la part de ses membres; les normes semblaient être bien acceptées. L'OIE étudiait les conditions du commerce des aliments pour animaux familiers et de divers sous-produits tels que la farine de plumes. Il était conseillé aux membres de réviser les normes relatives à la grippe aviaire et de transmettre toute inquiétude à l'OIE. L'OIE a ajouté que de nombreux ouvrages avaient été publiés sur la grippe aviaire, certains par l'OIE, d'autres par la FAO et d'autres par les deux organismes en commun. En ce qui concernait les échanges internationaux, la norme pertinente était celle qui figurait dans le Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE.

2.144. En juin 2009, les Communautés européennes se sont dites satisfaites des réunions bilatérales qui avaient eu lieu entre les CE et l'Inde mais continuaient de s'inquiéter de ce que les mesures prises par l'Inde ne soient pas conformes aux normes de l'OIE. Bien que le problème ait été soulevé précédemment, l'Inde persistait à ne pas faire de différence entre les souches

faiblement pathogènes et les souches hautement pathogènes de la grippe aviaire, et n'avait toujours pas communiqué les justifications scientifiques des mesures prises. Les Communautés européennes regrettaient que l'Inde ne souscrive pas au principe de régionalisation et, en outre, qu'elle ait interdit les importations de porcins vivants en invoquant des craintes à l'égard de la grippe aviaire, sans toutefois étendre cette interdiction au marché intérieur. Les Communautés européennes ont exhorté l'Inde à fonder ses prescriptions à l'importation sur les normes internationales pertinentes.

2.145. Les États-Unis ont dit partager la préoccupation des Communautés européennes et ont fait remarquer que l'Inde interdisait l'importation d'un grand nombre d'articles, passant outre au chapitre pertinent du Code de l'OIE. Les États-Unis demandaient que les interdictions pesant sur les animaux de l'espèce porcine soient levées et qu'une justification scientifique soit fournie à l'appui de toutes les mesures. De plus, les États-Unis demandaient à l'Inde de fournir un exemplaire de l'évaluation des risques qui avait conduit aux mesures liées à la grippe aviaire.

2.146. L'Inde a dit que l'interdiction concernant les produits du porc avait été décidée pour éviter une flambée de grippe aviaire. Les mesures étaient fondées non seulement sur les lignes directrices de l'OIE, mais aussi sur la documentation scientifique pertinente. L'information scientifique était évaluée tous les six mois par des experts techniques, et les seules importations interdites étaient à présent celles qui provenaient de pays signalant la présence des souches H5 et H7 de la grippe aviaire faiblement pathogène. L'Inde craignait que le virus faiblement pathogène ne puisse prendre, par suite d'une mutation, la forme hautement pathogène qui avait un impact plus important sur la santé animale et humaine. Les préoccupations d'ordre commercial ne devraient pas compromettre la protection de la santé des personnes et des animaux. Toutes les restrictions relatives aux produits à base de porc et aux produits à base de volaille provenant de régions signalant la présence de grippe aviaire avaient été levées, mais non les restrictions relatives aux porcins vivants dès lors que le virus de la grippe aviaire pouvait subir des mutations chez les porcins. Les virus de la grippe humaine et de la grippe aviaire avaient en effet tous deux établi des lignées stables chez les porcins. L'Inde appliquait les mêmes mesures aux produits d'origine nationale et aux produits d'importation. L'Inde remerciait les Communautés européennes des discussions bilatérales fructueuses qui avaient eu lieu le 22 juin 2009, et affirmait sa volonté de poursuivre le dialogue avec tous les Membres intéressés.

2.147. L'OIE a attiré l'attention sur la procédure informelle de résolution des différends de l'OIE, qui pouvait servir à résoudre des désaccords techniques liés aux dispositions du Code sanitaire pour les animaux terrestres.

2.148. En octobre 2009, les Communautés européennes ont rappelé que l'Inde ne fondait toujours pas ses prescriptions sur les normes de l'OIE et continuait de maintenir une interdiction sur les porcs vivants, le sperme de porc et des produits comme les plumes en raison de la grippe aviaire. De plus, l'Inde ne reconnaissait pas le principe de régionalisation, appliqué de manière rigoureuse dans les Communautés européennes où les zones affectées étaient assujetties à des mesures de biosécurité strictes; l'Inde exigeait au contraire que les pays soient entièrement indemnes de grippe aviaire. Bien que l'Inde ait annoncé que la viande non transformée ne serait plus interdite pour cause de grippe aviaire, ses prescriptions stipulaient que seule la viande de porc ayant subi un traitement thermique pourrait être importée, mesure qui n'était pas conforme aux normes internationales. Les Communautés européennes demandaient à l'Inde de soumettre des preuves scientifiques justifiant ses mesures strictes; d'aligner ses prescriptions en matière d'importation sur les normes internationales; et de reconnaître le principe de régionalisation tel qu'appliqué dans les Communautés européennes.

2.149. Les États-Unis ont déclaré que l'interdiction et les prescriptions en matière d'importation imposées par l'Inde en raison de la grippe aviaire n'étaient pas compatibles avec les normes de l'OIE. L'Inde continuait d'interdire l'importation de porcs et d'une vaste gamme d'espèces aviaires et de produits d'origine aviaire sans qu'une évaluation des risques ne vienne étayer cette mesure. L'Inde maintenait une mesure d'urgence sous une forme ou une autre depuis 2002 et ses notifications urgentes depuis 2004 avaient essentiellement pour effet de stopper toutes les importations. L'Inde avait eu suffisamment de temps pour achever une évaluation des risques à l'importation et pour adopter des mesures conformes aux normes de l'OIE. Les États-Unis demandaient à l'Inde de communiquer son évaluation des risques et de modifier ses mesures afin de répondre aux préoccupations exprimées par plusieurs Membres.



2.150. L'Inde a déclaré que la notification publiée le 28 août 2009 interdisait l'importation de volailles, de produits à base de viande de volaille et de porcs vivants en provenance de pays ayant rapporté la présence de la grippe aviaire fortement pathogène et de la grippe aviaire faiblement pathogène. Les experts techniques indiens avaient constaté que les symptômes de la grippe aviaire fortement pathogène étaient visibles et que l'infection pouvait être combattue, mais que la grippe aviaire faiblement pathogène pourrait passer inaperçue et que lutter contre l'infection pourrait devenir difficile. De plus, aucune donnée disponible ne confirmait que la grippe aviaire faiblement pathogène ne risquait pas de muter en grippe aviaire fortement pathogène. Les importations étaient actuellement autorisées en fonction du statut du pays exportateur pour la grippe aviaire. Les autorités indiennes avaient commandité une étude en laboratoire des porcs indiens pour confirmer les risques d'un réassortiment génétique chez les porcs vivants qui pourrait produire de nouveaux virus de la grippe. Comme l'indiquait la notification, l'Inde autorisait l'importation, sous réserve d'une évaluation de la conformité, de produits à base de viande de volaille en provenance de pays ayant rapporté la présence de la grippe aviaire. Les observations envoyées par les partenaires commerciaux au sujet de cette notification étaient en cours d'examen.

2.151. L'OIE a déclaré qu'il y avait certaines divergences à un niveau scientifique et technique au sujet de cette question et a rappelé aux Membres le mécanisme informel de l'OIE pour résoudre les divergences de ce type.

2.152. En mars 2010, les États-Unis ont indiqué que l'Inde était le seul pays, parmi ses grands partenaires commerciaux dans le monde, à imposer des prescriptions rigoureuses à l'importation en rapport avec la grippe aviaire qui n'étaient pas conformes à celles définies par l'OIE. L'Inde continuait d'appliquer des mesures d'urgence interdisant un large éventail de produits issus du porc et d'origine aviaire. De plus, l'Inde n'avait pas adressé de notification de mesures d'urgence au Secrétariat de l'OMC en temps voulu puisqu'elle avait appliqué ses mesures relatives à la grippe aviaire le 28 août 2009, alors qu'elle ne les avait pas encore notifiées. Pendant plusieurs années, les États-Unis avaient demandé de manière répétée une copie de l'évaluation des risques de grippe aviaire menée par l'Inde, mais ils ne l'avaient jamais obtenue.

2.153. L'Union européenne a soutenu les préoccupations des États-Unis au sujet de l'interdiction imposée par l'Inde à l'importation d'un certain nombre de produits et d'animaux vivants qui, d'après l'OIE, ne devraient pas faire l'objet de restrictions. L'Union européenne a souligné qu'il était important que l'Inde utilise le système de notification SPS. Elle avait aussi demandé à de maintes reprises l'évaluation des risques de l'Inde concernant ses mesures relatives à la grippe aviaire, mais ne l'avait pas obtenue. En outre, l'Inde ne reconnaissait pas le principe de régionalisation appliqué dans l'Union européenne à chaque nouvelle épidémie de grippe aviaire.

2.154. L'OIE a encouragé les Membres de l'OMC à mettre en œuvre ses normes relatives à la grippe aviaire, car elles avaient un fondement scientifique et avaient été approuvées de façon démocratique.

2.155. L'Inde a rapporté que, comme elle l'avait notifié, elle imposait une interdiction à l'importation de porcins et volailles vivants et de produits à base de volaille en provenance de pays signalant les souches H5 ou H7 de la grippe aviaire. Il n'y avait pas d'interdiction à l'importation de porcins et volailles vivants ou de produits à base de volaille en provenance des pays faisant état de cas de grippe aviaire chez les oiseaux sauvages autres que les volailles. Cette interdiction était imposée aux pays touchés tant par la grippe aviaire faiblement pathogène (GAFP) que par la grippe aviaire hautement pathogène (GAHP), car le virus faiblement pathogène pouvait muter et se transformer en virus hautement pathogène. L'Inde procédait à une analyse des risques détaillée pour l'importation d'animaux et de produits issus du règne animal; cette analyse était conduite par un comité d'experts, sur la base de la situation actuelle de la grippe aviaire au niveau mondial, de la documentation scientifique disponible et des normes de l'OIE. L'imposition de l'interdiction concernant les porcins vivants était justifiée par le fait que les porcins étaient connus pour permettre une recombinaison virale de virus humains, animaux, et d'autres virus de la grippe. L'interdiction visant les porcins serait réexaminée à l'issue de certaines études techniques.

2.156. En juin 2010, l'Union européenne a rappelé les préoccupations concernant les restrictions imposées par l'Inde en raison de la grippe aviaire et l'absence de notification de la part de l'Inde sur cette question. L'Inde avait annoncé, par l'intermédiaire de son site Web, qu'elle réexaminerait ses conditions d'importation en rapport avec la grippe aviaire tous les six mois; cette information

n'avait toutefois pas été notifiée à l'OMC. L'Union européenne a rappelé qu'à plusieurs occasions, il avait été demandé à l'Inde de fournir des preuves scientifiques justifiant l'imposition de restrictions à l'importation qui étaient plus strictes que la norme de l'OIE relative à la grippe aviaire. Durant son assemblée générale de mai 2010, l'OIE avait confirmé que sa norme relative à la grippe aviaire était bien étayée par des preuves scientifiques et elle avait également expliqué que le commerce de viande fraîche ne présentait aucun risque pour ce qui était de la grippe aviaire faiblement pathogène. L'Union européenne demandait également à l'Inde de reconnaître le principe de régionalisation de l'Accord SPS, qui était appliqué de manière stricte dans l'Union européenne lorsqu'une épidémie de grippe aviaire survenait. L'Union européenne demandait à l'Inde de remplir ses obligations de transparence et de rendre ses prescriptions à l'importation entièrement compatibles avec les normes internationales ou de faire connaître les preuves scientifiques invoquées pour justifier les mesures qu'elle imposait.

2.157. Les États-Unis souscrivaient aux préoccupations soulevées par l'Union européenne, déclarant que personne ne soutenait l'Inde au sujet de la portée de ses prohibitions liées à la grippe aviaire, qui n'étaient pas compatibles avec les normes de l'OIE. Les États-Unis se sont dits déçus du fait que ces prohibitions continuaient d'être appliquées comme des mesures d'urgence, ce qui interdisait les importations de porcs vivants et d'une vaste gamme d'espèces d'oiseaux et de produits aviaires sans qu'il y ait une évaluation des risques. Les États-Unis ont relevé qu'à de nombreuses reprises, l'Inde n'avait pas présenté en temps utile une notification concernant les restrictions à l'importation qu'elle imposait en rapport avec la grippe aviaire. Par exemple, la dernière notification datait du 31 mars 2009, qui prorogeait l'interdiction de six mois. Pourtant, l'interdiction continuait d'être appliquée alors qu'aucune nouvelle notification n'avait été communiquée. Les États-Unis et l'Union européenne avaient plusieurs fois demandé à l'Inde de fournir ses évaluations des risques pour justifier l'imposition de prescriptions à l'importation qui allaient au-delà des recommandations de l'OIE. Les États-Unis exhortaient l'Inde à communiquer son évaluation des risques et à modifier ses mesures pour répondre aux préoccupations exprimées à de maintes reprises par plusieurs Membres.

2.158. L'Inde a répondu que la situation était restée inchangée bien que, certaines conditions ayant changé, elle avait permis de lever temporairement certaines restrictions. Le Département indien de l'élevage avait réexaminé ses conditions sanitaires et supprimé les restrictions liées à la grippe aviaire pour l'importation des produits de viande de porc (viande de porc crue et transformée). L'Inde indiquait que, pour l'heure, aucune interdiction n'était imposée à l'importation de produits de viande de porc (viande de porc crue et transformée) en provenance de pays affectés par la grippe aviaire. Cependant, les importations de porcs vivants en provenance de pays affectés par la grippe aviaire continuaient d'être prohibées. De plus, les importations de viande de volaille transformée et de produits de viande de volaille en provenance de pays affectés par la grippe aviaire étaient autorisées, sous réserve d'une évaluation de la conformité pour la GAFF et pour la GAHP. L'Inde citait comme preuve scientifique le fait que le virus de la GAFF avait le potentiel de muter et de se transformer en virus de la GAHP, notamment chez les oiseaux aquatiques sauvages.

2.159. En octobre 2010, les États-Unis ont indiqué que l'Inde continuait à maintenir les prohibitions en rapport avec la grippe aviaire comme des mesures d'urgence, et interdisait l'importation de porcs vivants et d'une vaste gamme d'espèces d'oiseaux et de produits aviaires sans fournir d'éléments scientifiques justifiant l'utilisation de normes plus strictes que les normes internationales. Malgré des demandes répétées, l'Inde n'avait pas fourni son évaluation des risques avant la réunion d'octobre 2010 du Comité SPS. En outre, elle avait omis à plusieurs reprises de notifier en temps voulu ses restrictions à l'importation en rapport avec la grippe aviaire. En mars 2010, l'Inde avait annoncé une nouvelle reconduction de ses mesures d'urgence et indiqué que les produits en provenance de pays faisant état d'un quelconque cas de grippe aviaire à déclaration obligatoire chez les oiseaux domestiques ou sauvages seraient prohibés. Ces nouvelles mesures n'avaient pas été notifiées à l'OMC.

2.160. L'Union européenne partageait les préoccupations des États-Unis en ce qui concernait les mesures d'urgence prises par l'Inde et le manque de transparence. L'Inde n'avait pas donné aux Membres de l'OMC la possibilité de faire part de leurs observations avant l'entrée en vigueur des mesures. Elle n'avait pas rendu public le résultat du dernier réexamen de ses conditions d'importation en rapport avec la grippe aviaire, alors qu'elle avait annoncé au Comité SPS que des réexamens de ce type avaient lieu tous les six mois. L'Union européenne exhortait l'Inde à

communiquer son évaluation des risques ou toute autre justification scientifique de ses mesures à l'importation, et à reconnaître le principe de régionalisation comme le prévoyait l'Accord SPS.

2.161. L'Inde a rappelé qu'elle n'avait cessé d'expliquer les raisons de ses mesures, ainsi que les changements apportés à ces dernières. Lors de la dernière réunion du Comité, l'Inde avait signalé la levée de l'interdiction qui pesait sur les importations de viande de porc, même si les importations de porcs vivants en provenance de pays affectés par la grippe aviaire continuaient d'être prohibées. Les importations de viande de volaille transformée et de produits de viande de volaille en provenance de pays affectés par la grippe aviaire étaient autorisées, sous réserve de certaines prescriptions en matière d'évaluation de la conformité, ce qui permettait de faciliter les échanges tout en continuant à protéger la santé des personnes et des animaux. L'Inde restait préoccupée par le fait que le virus de la grippe aviaire faiblement pathogène (GAFP) avait le potentiel de muter et de se transformer en souches hautement pathogènes. L'Inde notait que l'article 10.4.1 du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE interdisait le commerce de volailles et de produits avicoles en provenance de pays affectés par la GAFP. L'Inde avait fourni son évaluation des risques liée à la grippe aviaire directement aux États-Unis, et était disposée à la communiquer aux autres Membres qui en feraient la demande.

2.162. L'OIE a exprimé son souhait de recevoir l'évaluation des risques de l'Inde. Elle a souligné qu'en vertu des normes de l'OIE, la détection de la GAFP sur des oiseaux sauvages ne justifiait pas l'imposition de restrictions au commerce. La grippe aviaire était répandue chez les oiseaux sauvages et l'OIE demandait que ces cas soient notifiés car ils permettaient de disposer de données très utiles, sans toutefois recommander l'application de restrictions au commerce sur cette base.

2.163. En mars 2011, l'Union européenne a indiqué que l'évaluation des risques présentée par l'Inde ne fournissait pas d'éléments de preuve scientifiques justifiant les restrictions qu'elle imposait en raison de la grippe aviaire. L'Union européenne avait demandé à l'OIE si l'évaluation des risques de l'Inde donnait des raisons de modifier les normes existantes de l'OIE. L'Union européenne avait également insisté pour que l'Inde reconnaisse le principe de régionalisation et mette ses prescriptions en matière d'importation en conformité avec les normes internationales.

2.164. Les États-Unis ont signalé qu'ils n'avaient pas terminé d'examiner l'évaluation des risques de l'Inde concernant la grippe aviaire. Ils soulèveraient les questions scientifiques qui les préoccupaient dans le cadre d'échanges bilatéraux avec l'Inde, et tiendraient le Comité au courant de leurs discussions avec l'Inde, l'Union européenne et l'OIE.

2.165. L'OIE a indiqué avoir effectivement reçu l'évaluation des risques de l'Inde et envoyé une réponse demandant des éclaircissements sur la nature de ce document.

2.166. L'Inde a indiqué qu'elle donnerait suite à la réponse envoyée par l'OIE, et a attiré l'attention sur la nécessité de débattre d'abord de l'évaluation des risques qu'elle avait soumise avant d'aller plus loin.

2.167. En juin 2011, l'Union européenne a rappelé que l'Inde avait finalement présenté une évaluation des risques en octobre 2010, mais a fait observer que cette analyse ne fournissait pas de renseignements scientifiques additionnels justifiant une dérogation aux normes existantes de l'OIE sur la grippe aviaire. L'évaluation des risques était incomplète et ne comportait pas les éléments nécessaires. En outre, le document présenté par l'Inde n'avait pas entraîné de changement à la norme existante de l'OIE pendant la dernière session générale de l'OIE en mai 2011, et les normes existantes étaient encore le point de repère d'après lequel évaluer les restrictions. L'Inde était donc invitée à rendre ses prescriptions à l'importation entièrement compatibles avec les normes internationales et à reconnaître le concept de régionalisation, tel qu'il était appliqué dans l'Union européenne, dans la mise en application de sa mesure.

2.168. Les États-Unis ont souscrit aux préoccupations exprimées par l'Union européenne, et ont reconnu que l'évaluation des risques présentée par l'Inde n'était pas compatible avec les normes internationales applicables à la réalisation d'une analyse des risques et ne renfermait pas de preuves scientifiques suffisantes pour étayer l'interdiction de l'Inde. Les restrictions de l'Inde relatives à la grippe aviaire ne se conformaient pas aux normes de l'OIE et n'étaient pas scientifiquement justifiées. Des tentatives répétées visant à poursuivre les travaux avec l'Inde à un

niveau technique n'avaient rien donné. Les États-Unis ont proposé de dresser une liste des préoccupations concernant l'évaluation conjointement avec l'Union européenne et l'OIE, et ont demandé à l'Inde de répondre à ces préoccupations le 15 août 2011 au plus tard. L'Inde devrait également lever ses restrictions actuelles pendant que les États-Unis et l'Inde travaillaient ensemble à la réalisation d'une évaluation scientifique valide. Si ces questions ne pouvaient pas être résolues par voie de collaboration, les États-Unis demanderaient éventuellement à l'OIE de jouer un rôle de médiateur et de fournir une expertise pour faire en sorte que la question soit résolue d'une manière compatible avec les normes internationales et les obligations de l'Inde dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis espéraient annoncer une solution positive à la réunion suivante du Comité en octobre 2011.

2.169. L'Australie a dit partager les préoccupations de l'Union européenne et des États-Unis, et a encouragé tous les Membres à adopter une approche prudente dans les cas de grippe aviaire notifiable et à ne pas mettre en application des mesures inutilement restrictives pour le commerce en ce qui concernait cette maladie.

2.170. L'OIE a dit qu'elle avait reçu une lettre de l'Inde dans laquelle il était précisé que le document relatif à l'évaluation des risques avait été envoyé à l'OIE à titre d'information. L'OIE serait heureuse de revoir l'évaluation des risques de l'Inde si la demande en était faite, ainsi que d'amorcer un processus de médiation si les deux parties étaient d'accord.

2.171. L'Inde a précisé que lors de la réunion d'octobre 2010 du Comité, elle avait remis aux États-Unis et à l'Union européenne son évaluation des risques étayant l'interdiction imposée à l'importation de volailles et de produits à base de volailles en provenance de pays affectés par la grippe aviaire, comme cela lui avait été demandé. Il ne s'agissait pas du document définitif car l'évaluation des risques demanderait un certain temps. L'Inde faisait bon accueil aux suggestions concernant les renseignements qu'elle avait communiqués, et examinait une réponse de l'Union européenne. Le groupe de travail mixte Union européenne-Inde débattait également cette question le 17 juillet 2011. L'Inde encourageait ses partenaires commerciaux à débattre cette question dans le cadre de discussions bilatérales.

2.172. En octobre 2011, les États-Unis ont rappelé qu'ils avaient soulevé cette préoccupation en de multiples occasions, car les efforts bilatéraux pour résoudre la question n'avaient pas abouti, et l'Inde avait publié une extension des restrictions le 19 juillet 2011. Ils considéraient que ces restrictions n'étaient pas justifiées par l'évaluation des risques présentée par l'Inde et avaient demandé le retrait des restrictions ou la modification de l'évaluation des risques avant le 19 août 2011, mais n'avaient reçu aucune réponse. Les États-Unis et l'UE avaient donc demandé conjointement à l'OIE de donner un avis d'expert sur le document d'évaluation des risques fourni par l'Inde. L'OIE avait remis une copie de son avis d'expert à l'Inde, à la Commission européenne et aux États-Unis le 4 octobre 2011, et les États-Unis ont demandé que la parole soit donnée à l'OIE afin qu'elle résume ses constatations.

2.173. L'Union européenne a également indiqué que, comme elle l'avait déclaré précédemment, l'analyse des risques présentée par l'Inde était incomplète et n'évaluait pas la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maladies et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter, et que ce document n'avait pas non plus entraîné de modifications concernant les normes de l'OIE. L'UE a instamment invité l'Inde à mettre ses prescriptions à l'importation en pleine conformité avec les normes internationales pertinentes, y compris en reconnaissant la régionalisation.

2.174. Après avoir offert la parole aux autres Membres, le Président a donné la parole à l'OIE. Toutefois, l'Inde a demandé, à titre de motion d'ordre, des éclaircissements sur la procédure de participation des organisations ayant le statut d'observateur à l'examen de problèmes commerciaux spécifiques. Le Secrétariat a indiqué que, conformément au règlement intérieur du Comité, il était possible de donner la parole aux observateurs au titre de tout point de l'ordre du jour et qu'il était d'usage que le Comité donne la parole à des organisations internationales au sujet de problèmes commerciaux spécifiques qui concernaient des normes internationales.

2.175. L'OIE a indiqué qu'à la demande de l'UE et des États-Unis, elle avait demandé à deux experts d'examiner l'évaluation des risques de l'Inde. Les experts avaient conclu que la portée et l'objectif de l'évaluation des risques n'étaient pas clairement définis et que l'évaluation était peu

étayée par des références à la littérature scientifique pertinente. Ils avaient conclu que le document ne répondait pas à la définition de l'analyse des risques à l'importation telle qu'elle figurait au chapitre 2.1 du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE.

2.176. L'Inde a précisé qu'elle n'avait fourni officiellement aucune évaluation scientifique des risques à l'OIE. En octobre 2010, elle avait remis un rapport succinct à titre informel à l'UE et aux États-Unis. Elle a précisé que ce document avait également été communiqué à l'OIE à titre informel et qu'il s'agissait d'un document résumé et non d'une analyse complète des risques. Elle jugeait inapproprié que l'OIE donne un avis sur un document incomplet et se demandait également si l'OIE avait un mandat pour valider l'analyse des risques d'un Membre. En outre, dans une lettre de septembre 2011, elle avait demandé à l'OIE d'examiner ses directives destinées à prévenir la dissémination de maladies importantes dans les pays en développement qui n'avaient pas les ressources nécessaires pour endiguer et maîtriser ces maladies. Elle avait également expliqué en détail dans cette lettre les raisons justifiant que ses restrictions diffèrent des directives de l'OIE et attendait la réponse de l'OIE.

2.177. Les États-Unis ont fait remarquer que les observations de l'OIE confirmaient que les mesures de l'Inde n'étaient pas conformes aux normes internationales ni étayées par une évaluation des risques. S'il ne s'agissait pas d'une évaluation finale des risques, l'Inde devrait lever sans délai les restrictions.

2.178. L'OIE a indiqué qu'à la réunion du Comité SPS d'octobre 2010, elle avait reçu de l'Inde une copie du même document d'analyse des risques que celui que l'UE et les États-Unis lui avaient demandé d'examiner.

2.179. Le Chili, l'Argentine et le Pérou ont relevé que l'avis d'expert fourni par l'OIE était différent des renseignements communiqués par le passé au sujet de la comparaison entre une mesure particulière et les normes internationales pertinentes et ont proposé qu'à l'avenir le Comité examine si c'était bien le rôle d'un organisme international à activité normative de valider une analyse des risques sur laquelle s'appuyait un Membre.

2.180. L'Union européenne a rappelé qu'elle avait demandé précédemment si les mesures de l'Inde étaient fondées sur une évaluation valable des risques et a souligné que la question essentielle était désormais de savoir si l'Inde maintiendrait ces mesures ou les mettrait en conformité avec les normes de l'OIE.

2.181. À titre de motion d'ordre suivante, l'Inde a demandé si l'OIE aurait dû être admise à prendre la parole sur cette question au titre des procédures et dispositions du Comité et de l'Accord. Selon l'annexe 3 du document WT/L/161, le but du statut d'observateur était de permettre à une organisation de suivre les discussions portant sur des questions qui l'intéressaient directement. L'accord entre l'OMC et l'OIE (WT/L/272) indiquait également que l'OIE serait invitée à participer aux délibérations sur les questions inscrites à l'ordre du jour auxquelles elle s'intéressait. L'OIE était une organisation de renom, reconnue pour son activité d'établissement de normes dans le domaine de la santé animale et des zoonoses, mais l'Inde ne jugeait pas approprié qu'un observateur énonce un jugement sur les droits et obligations d'un Membre. Elle considérait que les Membres avaient le droit de formuler des observations sur leurs mesures et politiques réciproques, mais que ce droit ne s'étendait pas aux observateurs et que le fait de permettre aux observateurs d'émettre des jugements sur les politiques des Membres avait de sérieuses conséquences systémiques. En vertu de l'article 13 de l'Accord SPS, les Membres étaient pleinement responsables du respect de toutes les obligations qui y étaient énoncées et, de l'avis de l'Inde, on ne pouvait considérer que l'OIE était intéressée par la manière dont l'Inde effectuait son évaluation des risques. L'Inde a dit qu'en permettant à l'OIE de donner son avis avant qu'elle-même ait eu la possibilité de s'exprimer était un cas évident d'incompatibilité avec les procédures à suivre telles qu'elles figuraient dans le document WT/L/161. Elle a donc demandé que ce qu'elle considérait comme une intervention non autorisée de l'OIE n'apparaisse pas dans le compte rendu de la réunion du Comité.

2.182. Les États-Unis ont rappelé qu'en de nombreuses occasions depuis que cette question avait été soulevée, l'OIE avait apporté des éclaircissements lorsqu'un Membre alléguait que sa mesure était conforme aux normes internationales concernant la grippe aviaire. Depuis de nombreuses années, l'Inde affirmait que sa mesure était justifiée par une évaluation des risques, qu'elle avait

enfin communiquée en octobre 2010. C'était seulement en juin 2011 qu'elle avait indiqué qu'il s'agissait d'une évaluation provisoire, et à cette époque elle avait sollicité des observations sur son document. C'était compte tenu de ce fait que les États-Unis et l'UE avaient demandé à l'OIE d'examiner le document, et l'analyse de l'OIE devrait apparaître dans le compte rendu de la réunion. Les États-Unis accueillaient favorablement la proposition que le Comité examine la question du rôle des observateurs, et notamment des trois organisations sœurs, dans ses travaux.

2.183. L'Union européenne a indiqué qu'elle comprenait le souci d'éviter que les organisations internationales n'interprètent les droits et obligations des Membres au titre de l'Accord SPS. Ces trois organisations avaient un rôle spécifique à jouer au Comité en tant qu'auteurs des normes de référence, d'où la pratique en vigueur au Comité consistant à s'appuyer sur les avis et renseignements donnés par ces organisations au sujet de leurs normes et directives. La question qui avait été posée à l'OIE en l'espèce était de savoir si l'évaluation des risques à l'importation était conforme aux directives de l'OIE concernant une telle évaluation. L'UE ne voyait pas dans la déclaration de l'OIE une interprétation des droits et obligations des Membres au titre de l'Accord SPS.

2.184. Le Président a rappelé qu'au titre de la Règle 36 du Règlement intérieur du Comité SPS (G/L/170), un rapport succinct de chaque réunion devait être établi par le Secrétariat. Du fait qu'il n'y avait pas de consensus au Comité pour ne pas inclure la déclaration de l'OIE comme l'Inde l'avait demandé, le Président a décidé que le rapport succinct devrait refléter clairement le débat sur cette question. Conformément à la Règle 36, toute délégation pouvait, si elle le demandait dans les dix jours suivant la clôture de la réunion, vérifier les parties des projets de rapports contenant ses déclarations avant la parution du rapport succinct.

2.185. Conformément aux dispositions du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord), les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde le 8 mars 2012 (WT/DS430/1). L'Organe de règlement des différends a établi un groupe spécial le 25 juin 2012 (WT/DS430/3).

## 2.6 Indonésie

### 2.6.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Permis imposés pour les produits horticoles (PCS 343)

Question soulevée par:	États-Unis d'Amérique
Appuyée par:	Nouvelle-Zélande
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 177-179)
Document(s) pertinent(s):	G/LIC/Q/IDN/32, Règlement n° 60 du Ministère de l'agriculture
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.186. En octobre 2012, les États-Unis ont dit qu'ils étaient préoccupés par le Règlement n° 30 du Ministère indonésien du commerce, notifié au Comité des licences d'importation sous la cote G/LIC/Q/IDN/32, ainsi que par le Règlement n° 60 du Ministère de l'agriculture. Aucune de ces mesures n'avait été notifiée au Comité SPS pour observations par les partenaires commerciaux, bien qu'elles identifient toutes les deux la sécurité sanitaire des produits alimentaires comme un objectif principal. Les deux règlements mettaient en œuvre un système de permis d'importation susceptible de fausser les échanges, mais ne donnaient aux exportateurs et aux importateurs que peu de renseignements et aucun délai pour se mettre en conformité avec les prescriptions. En conséquence, il était demandé à l'Indonésie de notifier les Règlements n° 30 et 60 et de prévoir un délai pour formuler des observations avant leur mise en œuvre, ainsi que de fournir des preuves scientifiques démontrant que le système de permis d'importation était nécessaire pour protéger la santé des personnes et des animaux et préserver les végétaux. La Nouvelle-Zélande s'est associée aux préoccupations des États-Unis et a encouragé l'Indonésie à donner plus de précisions sur ses mesures grâce à une notification en temps voulu aux Comités pertinents de l'OMC.

2.187. L'Indonésie a pris note des préoccupations des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande concernant le Règlement n° 60 du Ministère de l'agriculture et le Règlement n° 30 du Ministère du commerce. Le Règlement n° 60 avait été notifié en tant que mesure SPS, mais le document n'avait pas encore été distribué. L'Indonésie a indiqué qu'elle avait abordé cette question bilatéralement avec les États-Unis et qu'elle y donnerait suite.

## 2.6.2 Préservation des végétaux

### Fermeture de ports indonésiens (PCS 330)

Question soulevée par:	Chine, Nouvelle-Zélande, États-Unis d'Amérique, Union européenne
Appuyée par:	Afrique du Sud; Australie; Canada; Chili; Corée, République de; Japon; Thaïlande
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 19-25), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 49-55), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 45-48)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/IDN/53, G/SPS/N/IDN/54
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.188. En mars 2012, les États-Unis ont soulevé des préoccupations au sujet de l'intention de l'Indonésie de fermer plusieurs ports d'entrée aux importations de fruits et de légumes, y compris le port principal de Jakarta (Tanjung Priok), dont la fermeture avait été initialement prévue pour le 19 mars, mais reportée au 19 juin 2012. La fermeture de ces ports menacerait 90% des exportations de fruits et de légumes frais, et la mesure n'était pas mise en œuvre d'une manière transparente. Les États-Unis ont indiqué qu'ils étaient disposés à collaborer avec l'Indonésie pour répondre à toute préoccupation d'ordre phytosanitaire légitime que l'Indonésie avait à l'égard des importations de fruits et de légumes, tout en facilitant aussi le commerce de ces produits. Ils ont demandé instamment à l'Indonésie de notifier au Comité ces restrictions au commerce et de communiquer les éléments de preuve scientifiques qui les étayaient.

2.189. L'Union européenne a convenu que les échanges seraient inutilement perturbés du fait de la fermeture de ces ports et a rappelé que toute mesure SPS ne devrait pas être plus restrictive pour le commerce que nécessaire et devrait être compatible avec l'Accord SPS. L'Union européenne a elle aussi encouragé l'Indonésie à notifier ses projets de mesures à l'OMC et à ménager un délai suffisant aux partenaires commerciaux pour communiquer des observations formelles et pour la tenue des discussions connexes.

2.190. L'Australie a aussi exprimé des préoccupations concernant le règlement horticole révisé de l'Indonésie, qui était d'un intérêt commercial majeur pour les exportateurs australiens, et a indiqué sa volonté de travailler en collaboration avec l'Indonésie pour résoudre ce problème. Le Chili a indiqué qu'il suivait de près cette question et qu'il attendait la notification de l'Indonésie pour travailler au niveau bilatéral sur la question. L'Afrique du Sud s'est jointe aux autres Membres pour demander à l'Indonésie de notifier ces règlements au Comité, en y joignant les justifications et documents nécessaires. Elle a indiqué sa volonté de coopérer avec l'Indonésie pour trouver une solution.

2.191. Le Canada a dit craindre que d'autres fermetures de ports similaires puissent intervenir dans le futur pour d'autres produits, comme les produits alimentaires d'origine animale, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les exportations du Canada à destination de l'Indonésie.

2.192. La Nouvelle-Zélande a relevé en particulier que le port maritime de Jakarta n'avait pas été inclus dans la liste des points d'entrée acceptés, alors que 90% des exportations néo-zélandaises de produits horticoles entraient par ce port. La fermeture des ports se traduirait par une augmentation des coûts et un prolongement des temps de transport, ce qui affecterait la qualité, la valeur et la durée de conservation des produits horticoles périssables. La Nouvelle-Zélande demandait une justification pour la mise en œuvre de ce règlement et, prenant note des observations de l'Indonésie concernant la capacité portuaire, faisait remarquer que restreindre le

nombre de ports disponibles pour les importations de produits horticoles aggraverait le problème en détournant les échanges vers des ports plus petits et moins nombreux. Bien que le report de la mise en œuvre des règlements soit appréciable, la Nouvelle-Zélande demandait néanmoins à ce que les règlements soient abrogés, faute de quoi le commerce à destination de l'Indonésie ne serait pas viable. La Nouvelle-Zélande souhaitait travailler de manière constructive avec l'Indonésie et insistait sur la nécessité d'adopter une approche transparente.

2.193. L'Indonésie a indiqué que le Ministère de l'agriculture avait publié les nouveaux règlements n° 15 et 16 de 2012, qui reportaient au 19 juin 2012 la mise en œuvre des règlements n° 89 et 90 du 19 mars. Le report de la mise en œuvre des règlements était destiné à ménager aux parties prenantes et aux partenaires commerciaux suffisamment de temps pour établir des infrastructures, telles que des entrepôts, des installations de stockage réfrigéré et des moyens de transport, de manière à empêcher toute perturbation dans la distribution des fruits et des légumes frais. Les nouveaux règlements prévoyaient tous deux des mesures spécifiques pour plusieurs ports. À compter du 19 juin 2012, tous les produits horticoles devraient entrer uniquement par quatre ports – à savoir le port maritime de Belawan à Medan, le port maritime de Makassar, le port maritime de Tanjung à Surabaya et l'aéroport Soekarno-Hatta à Jakarta – et ne seraient plus admis à entrer par le port de Jakarta (Tanjung Priok). L'adoption de ces nouveaux règlements était fondée sur les raisons suivantes: i) l'identification de 19 cas menaçant l'agriculture indonésienne par l'autorité chargée de l'inspection sanitaire et de la sécurité des produits alimentaires au port de Tanjung Priok; ii) la capacité limitée du laboratoire de quarantaine et de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour effectuer des examens au port de Tanjung Priok; iii) l'absence d'installations de quarantaine aux ports d'entrée; et iv) le nombre insuffisant d'inspecteurs sanitaires par rapport au nombre de produits à examiner. L'Indonésie a indiqué qu'elle notifierait et distribuerait les règlements dès que possible.

2.194. En juillet 2012, la Nouvelle-Zélande a fait état des discussions fructueuses menées avec l'Indonésie, qui avaient permis d'aborder et de résoudre certaines des préoccupations concernant l'importation de produits horticoles néo-zélandais. L'Indonésie devrait faire preuve d'une plus grande clarté dans l'instauration des mesures commerciales susceptibles d'affecter les produits agricoles en présentant dans les délais voulus les notifications au titre des Accords pertinents de l'OMC et en menant des consultations avec les Membres pertinents de l'Organisation au sujet de ces mesures.

2.195. L'Afrique du Sud a appuyé la demande visant à ce que les règlements relatifs aux fermetures de ports soient notifiés à l'OMC. Au demeurant, la notification présentée par l'Indonésie en mai 2012 n'accordait pas aux Membres un délai spécifique pour formuler des observations avant l'entrée en vigueur des règlements le 19 juin 2012. L'Afrique du Sud avait tout de même formulé des observations sur les règlements, mais elle n'avait pas reçu de réponse de l'Indonésie. Elle invitait aussi l'Indonésie à faire la lumière sur les articles de presse concernant la réouverture du port de Jakarta aux importations en provenance de certains Membres et à préciser sur quelle base cette exemption était accordée. Elle souhaitait débattre urgemment de la question avec l'Indonésie au niveau bilatéral, dans l'optique du démarrage de sa campagne d'exportation.

2.196. L'Union européenne a dit partager les préoccupations exprimées par la Nouvelle-Zélande; malgré les nouveaux règlements que l'Indonésie avait mis en œuvre pour ouvrir d'autres ports aux importations, la situation ne s'était pas améliorée de beaucoup. L'Indonésie avait accordé à quelques pays un accès préférentiel au port d'entrée principal de Jakarta par le jeu d'accords bilatéraux de reconnaissance, mais elle n'avait pas accordé cet accès à l'Union européenne, qui avait pourtant des normes élevées de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de préservation des végétaux. Il s'agissait manifestement d'une mesure restrictive pour le commerce qui plaçait les exportateurs de l'UE dans une situation de désavantage concurrentiel, car le débarquement des fruits et légumes dans d'autres installations portuaires entraînait un allongement de la durée de transport, une augmentation des coûts et une plus grande difficulté à préserver la qualité de ces produits hautement périssables. De plus, la mesure n'avait pas été notifiée à l'OMC. L'Union européenne a instamment invité l'Indonésie à lever les mesures indûment restrictives pour le commerce et à mettre en œuvre des mesures qui soient conformes à l'Accord SPS, y compris en donnant des notifications préalables par le biais du système de présentation des notifications SPS, en accordant la possibilité de formuler des observations et en ménageant aux opérateurs économiques un délai suffisant pour s'adapter à toute mesure nouvelle.



2.197. Le Japon a fait part de son intérêt pour les mesures (fermetures de ports) que l'Indonésie avait mises en place et s'est déclaré disposé à discuter de la question avec le gouvernement indonésien. L'Australie a dit partager les préoccupations de la Nouvelle-Zélande et a remercié l'Indonésie de son engagement bilatéral constructif sur diverses questions sanitaires et phytosanitaires. Elle a aussi encouragé l'Indonésie à notifier toutes les mesures aux comités pertinents de l'OMC. La Corée s'est également associée aux préoccupations soulevées par la Nouvelle-Zélande et a salué la décision que l'Indonésie avait prise récemment de reporter à septembre la mise en œuvre du nouveau règlement d'importation sur les produits horticoles. Elle souhaitait mener des discussions bilatérales avec l'Indonésie pour trouver une solution.

2.198. L'Indonésie a précisé que les anciens règlements faisant l'objet de préoccupations avaient été abrogés puis remplacés par les Décrets n° 42/2012 et 43/2012 du Ministère de l'agriculture, qui avaient été notifiés à l'OMC en juillet 2012 (G/SPS/N/IDN/53 et G/SPS/N/IDN/54). Ces décrets portaient sur les mesures de quarantaine phytosanitaire applicables à l'importation de certains fruits et/ou légumes frais, ainsi que de produits végétaux frais (légumes à bulbe à l'état frais) sur le territoire indonésien à compter du 19 juin 2012. Depuis la réunion de mars 2012 du Comité SPS, l'Indonésie avait eu des réunions techniques bilatérales constructives, à Jakarta, avec les Membres intéressés; elle avait résolu la plupart des questions au niveau bilatéral, mais elle restait disposée à poursuivre les discussions à ce niveau.

2.199. En octobre 2012, la Chine a fait part de sa préoccupation concernant la modification par l'Indonésie de ses mesures relatives à la phytoquarantaine pour l'importation de fruits et de légumes frais, lesquelles étaient entrées en vigueur en juin 2012 et avaient été notifiées à l'OMC en juillet 2012. Les prescriptions concernaient l'accréditation des systèmes de contrôle de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la désignation de quatre ports – à l'exclusion du port maritime de Tanjung Priok à Jakarta – pour l'entrée des fruits et légumes. La restriction sur l'utilisation des principaux ports de commerce indonésiens aurait une incidence négative sur le commerce avec la Chine, puisque 90% des exportations chinoises de fruits et légumes entraient en Indonésie par Jakarta. Le commerce de fruits et légumes entre la Chine et l'Indonésie remontait à loin et le système réglementaire chinois surveillait les risques liés aux exportations de fruits et légumes. La Chine s'interrogeait sur la justification scientifique de la mesure puisque les parasites cités par l'Indonésie n'existaient pas en Chine. Selon la pratique internationale, le pays importateur devait d'abord renforcer son système d'inspection dans les ports d'entrée pour garantir la sécurité sanitaire des aliments et des légumes importés, avant de mettre en œuvre un processus pour accréditer les systèmes de contrôle de la sécurité sanitaire des produits alimentaires du pays exportateur. La Chine avait déposé une demande formelle d'accréditation de son système de contrôle de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et encourageait l'Indonésie à organiser une visite d'inspection des systèmes chinois de quarantaine.

2.200. L'Union européenne a fait écho à la préoccupation de la Chine concernant les mesures de quarantaine restrictives imposées par l'Indonésie pour l'importation de fruits et légumes frais et de produits végétaux frais (légumes à bulbe à l'état frais). Lors de la dernière réunion du Comité SPS de l'OMC, l'Indonésie avait déclaré avoir réglé la plupart des questions au niveau bilatéral et accordé l'accès au port d'entrée principal de Jakarta à un certain nombre de pays par le jeu d'accords bilatéraux de reconnaissance. Seul un nombre limité de pays s'étaient vu accorder un accès préférentiel en Indonésie, alors que les autres pays ne pouvaient utiliser qu'un nombre limité de ports d'entrée, et le principal port de Jakarta leur demeurant fermé. En dépit de discussions bilatérales avec l'Indonésie, les exportations de l'UE demeuraient inutilement bloquées ou soumises à des coûts plus élevés, et l'Indonésie n'avait fourni aucune justification pour ces mesures restrictives pour le commerce ni pour l'accès préférentiel discriminatoire. L'Union européenne a instamment invité l'Indonésie à lever les mesures indûment restrictives pour le commerce et à mettre en œuvre des mesures qui soient conformes à l'Accord SPS, y compris en donnant des notifications préalables, afin que les observations formulées par les partenaires commerciaux puissent être prises en compte avant que des mesures qui perturbent le commerce ne soient imposées.

2.201. La Thaïlande s'est associée aux préoccupations de la Chine et de l'Union européenne, indiquant qu'elle était un exportateur important de fruits et légumes vers l'Indonésie et que ses exportations avaient subi des effets négatifs. La Thaïlande a demandé à l'Indonésie de supprimer la mesure afin de réduire les obstacles et de renforcer les échanges.

2.202. L'Indonésie a reconnu que la publication des Règlements n° 42/2012 et 43/2012 du Ministère de l'agriculture avait causé des inquiétudes chez certains Membres concernant la limitation des ports d'entrée pour certains fruits et légumes frais, et certains produits végétaux frais (légumes à bulbe à l'état frais). L'Indonésie n'avait pas fermé ses ports aux importations de produits horticoles, mais cherchait à éviter la diffusion des parasites et des maladies des végétaux grâce à une gestion et à une réglementation efficaces. Son plus grand port maritime, Tanjung Priok, ne disposait pas des équipements appropriés pour la mise en œuvre de mesures de quarantaine comme l'examen physique ou la rétention de produits horticoles. Pour éviter la diffusion des parasites et des maladies des végétaux, et au vu du volume d'activité du port de Tanjung Priok, les importations avaient été redirigées vers d'autres ports qui disposaient de l'infrastructure nécessaire. Il s'agissait du port maritime de Belawan à Medan, du port maritime de Makassar, du port maritime de Tanjung à Surabaya et de l'aéroport international Soekarno-Hatta à Jakarta. L'Indonésie prenait des mesures pour améliorer les équipements de quarantaine à Tanjung Priok, notamment en mettant en place un système intégré entre les organismes de quarantaine, l'administration des douanes et les autres organismes pertinents; en développant et en améliorant l'infrastructure existante permettant de recevoir les produits importés dans la zone portuaire pendant les inspections de quarantaine; et en organisant spécifiquement l'entrée et la sortie des conteneurs. La première étape de ce programme d'amélioration devrait s'achever d'ici à la fin de 2013. Ces mesures de portée générale étaient jugées nécessaires suite aux résultats d'une évaluation menée en 2010-2011 par les fonctionnaires des services de phytoquarantaine, qui avait identifié 15 maladies de plantes exotiques qui n'avaient jamais existé en Indonésie auparavant. Dans la plupart des cas, ces maladies des végétaux concernaient les produits horticoles arrivant par le port de Tanjung Priok. L'Indonésie demeurait préoccupée par le nombre croissant d'interceptions qui menaçaient gravement la protection des végétaux et des consommateurs.

## 2.7 Japon

### 2.7.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Interdiction de certains additifs alimentaires (PCS 307)

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	Union européenne
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2010 (G/SPS/R/61, paragraphes 20-21), mars 2011 (G/SPS/R/62, paragraphes 62-64), juin 2011 (G/SPS/R/63, paragraphes 38-39), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 61-62), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 42-43)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/JPN/255
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.203. En octobre 2010, l'Inde a exprimé des préoccupations au sujet de la radiation de 80 additifs alimentaires proposée par le Japon pour mai 2011 et notifiée à l'OMC en juillet (document G/SPS/N/JPN/255). La décision d'interdire l'utilisation de ces additifs était apparemment fondée sur une enquête et sur l'analyse d'observations formulées par le public. L'enquête examinait la vente, la fabrication, l'importation, la transformation, l'utilisation, l'entreposage et l'exposition de ces substances sur le marché japonais. L'Inde craignait que les prescriptions énoncées à l'article 2 de l'Accord SPS n'aient pas été pleinement prises en considération, étant donné que l'enquête ne donnait aucune indication quant à savoir si les additifs étaient dangereux pour la santé des personnes, qu'aucune évaluation des risques n'avait été entreprise par les autorités japonaises et que les normes internationales n'avaient pas été respectées. Sur les 80 additifs alimentaires à retirer, au moins 33 substances étaient autorisées dans d'autres pays, comme la Corée et les États-Unis, en conformité avec les normes du Codex ou les normes propres à chaque pays. L'Inde priait le Japon de suivre les dispositions de l'Accord SPS avant de décider d'interdire l'utilisation des additifs alimentaires, et suggérait qu'il soit demandé au Codex d'examiner les risques associés à ces additifs alimentaires.

2.204. Le Japon a rappelé que, conformément à la révision, en 1995, de la Loi japonaise sur l'hygiène alimentaire, les additifs naturels étaient désormais assujettis à l'autorisation préalable du Ministère de la santé, du travail et de la prévoyance sociale. Ainsi, qu'il soit naturel ou artificiel, aucun additif ne pouvait être utilisé à moins d'être approuvé par le Ministère. Le concept des "additifs alimentaires existants" avait été créé en 1995 et faisait référence aux substances qui étaient dérivées d'une origine naturelle et qui avaient été utilisées avant 1995 sans autorisation préalable. Leur innocuité n'avait toutefois été ni vérifiée ni examinée sur la base d'une évaluation de la sécurité et le Japon allait vérifier de manière systématique la sécurité des additifs alimentaires existants. Le Japon estimait qu'il était justifié d'éliminer les substances qui n'étaient pas réellement utilisées ou distribuées au Japon et dont la radiation n'entraînerait pas une restriction des échanges. Le Japon avait précédemment contacté directement les ambassades et les groupes commerciaux pour répondre aux questions reçues à ce sujet. En 2009, le Japon avait procédé à une enquête portant sur 125 substances et, sur la base des résultats de cette enquête, avait interdit ces 80 additifs, puisqu'ils n'étaient plus utilisés sur le marché intérieur. Néanmoins, si les Membres avaient encore des observations à formuler au sujet de cette notification, ils devraient les soumettre le 17 novembre 2010 au plus tard.

2.205. En mars 2011, l'Inde a rappelé qu'elle avait exprimé des inquiétudes au sujet de 31 des 80 additifs alimentaires que le Japon avait notifiés comme n'étant plus distribués sur son territoire. En mars 2011, la liste initiale avait été ramenée à 50 produits; toutefois, l'Inde était toujours préoccupée par les 18 additifs alimentaires devant être retirés du marché japonais le 18 mai 2011.

2.206. L'Union européenne a également demandé davantage de précisions sur un certain nombre d'additifs alimentaires pour lesquels le retrait du marché était envisagé et qui, d'après la page Web du Ministère japonais de la santé, figuraient toujours sur la liste. L'Union européenne poursuivrait ses discussions bilatérales avec le Japon afin de venir à bout de ses préoccupations subsistantes.

2.207. Le Japon a nouveau indiqué que le pays effectuait actuellement une vérification de l'innocuité des additifs alimentaires existants, car certains étaient utilisés sans avoir fait l'objet d'une évaluation des risques. Le Japon en avait informé l'OMC en juillet 2010 (G/SPS/N/JPN/255) et plusieurs observations lui étaient parvenues. À la réunion d'octobre 2010, le Japon avait demandé à l'Inde de prouver que certaines substances étaient utilisées au Japon afin de modifier le statut de ces additifs alimentaires. Cependant, les observations de l'Inde étaient parvenues une fois expiré le délai prévu pour la présentation d'observations. Le Japon publierait une liste de 55 substances devant être retirées du marché japonais dans le Journal officiel, en mai 2011.

2.208. En juin 2011, l'Inde demeurait préoccupée par le fait que les additifs alimentaires étaient interdits au motif qu'ils n'étaient pas utilisés au Japon sans une évaluation des risques. Certains des additifs alimentaires qui étaient restreints au Japon étaient utilisés dans d'autres pays, et pareille mesure visant à interdire ces additifs sans fondement scientifique contrevenait à l'Accord SPS. L'Inde demandait que le Japon fournisse une justification scientifique pour cette décision et qu'il autorise l'utilisation de ces additifs pendant que la question était à l'étude.

2.209. Le Japon a dit qu'un certain nombre de substances figurant sur la liste des additifs alimentaires existants avaient été utilisées sans une évaluation de la sécurité sanitaire fondée sur des données scientifiques. Depuis 1996, le Japon procédait systématiquement à des vérifications en matière de sécurité sanitaire des substances figurant sur la liste pour établir des prescriptions fondées sur la science. Rien n'indiquait que certains des additifs alimentaires figurant sur la liste étaient effectivement utilisés sur le marché japonais, et le Japon avait l'intention de retirer ces substances de la liste. Cela visait toutefois à faciliter le processus de vérification en matière de sécurité sanitaire, et non à restreindre le commerce international. En date du 6 mai 2011, 55 substances avaient été retirées de la liste des additifs alimentaires existants. Le Japon encourageait l'Inde à fournir des renseignements attestant l'utilisation de ces substances sur le marché japonais avant que le Japon ne mette un point final au processus de révision. De nombreux Membres avaient présenté des observations sur le document G/SPS/N/JPN/255 à la réunion d'octobre 2010, et le Japon avait répondu aux observations de l'Inde en novembre 2010. Toutefois, comme l'Inde avait présenté ses observations quatre mois après la fin de la période de notification, le Japon utiliserait ces renseignements ultérieurement.

2.210. En octobre 2011, l'Inde a rappelé sa préoccupation. Comme le Japon avait indiqué qu'il était disposé à actualiser la liste des additifs alimentaires si l'Inde fournissait des renseignements indiquant que ces substances étaient effectivement utilisées sur le marché japonais, l'Inde

s'employait à recueillir les renseignements nécessaires et communiquerait les documents pertinents au Japon le plus tôt possible. Entre-temps, elle a instamment invité le Japon à autoriser l'utilisation de ces additifs à titre temporaire pendant qu'il procédait à l'évaluation des risques.

2.211. Le Japon a répété qu'au 6 mai 2011, 55 substances avaient été retirées de la liste des additifs alimentaires existants, du fait que la liste des additifs alimentaires avait été actualisée par la suppression de ceux qui n'étaient plus utilisés sur le marché japonais. Toutefois, conformément à la Loi sur les produits alimentaires et l'hygiène, si une demande était déposée donnant la preuve qu'une ou plusieurs des substances retirées étaient encore en circulation sur le marché japonais, les autorités actualiseraient la liste.

2.212. En mars 2012, l'Inde a dit que parmi les additifs alimentaires retirés de la liste par le Japon, huit substances étaient actuellement utilisées par les producteurs indiens de denrées alimentaires. L'Inde demeurait préoccupée par le fait que les additifs alimentaires étaient interdits au motif qu'ils n'étaient pas utilisés au Japon, en dépit du fait qu'ils ne présentaient aucun risque sanitaire. Cela freinait sans justification suffisante les exportations à destination du Japon de produits alimentaires contenant ces substances. L'Inde pouvait fournir une liste des Membres qui autorisaient ces substances. Elle demandait également des éclaircissements concernant la base de données utilisée par le Japon pour interdire ces produits et la procédure de mise à jour de la liste.

2.213. Le Japon a expliqué qu'il attendait la demande complète de l'Inde depuis juin 2011. L'Inde devrait déposer une demande d'approbation des substances spécifiques présentant un intérêt pour ses exportateurs et le Japon était prêt à expliquer en détail la procédure de demande dans des réunions bilatérales.

#### **Restrictions concernant les crevettes imposées en raison de la présence de résidus d'antioxydants (PCS 342)**

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 24-25)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.214. En octobre 2012, l'Inde a fait part de sa préoccupation concernant l'introduction par le Japon de tests obligatoires pour déterminer la teneur en résidus d'éthoxyquine, un antioxydant communément utilisé comme agent de conservation dans les aliments pour animaux aquatiques. En 2005, le Japon avait notifié une mesure fondée sur sa Loi sur l'hygiène des produits alimentaires qui établissait une liste positive des produits chimiques pour l'agriculture et des additifs alimentaires. Cette liste fixait la limite autorisée de résidus d'éthoxyquine à 0,01 ppm pour certains produits, mais ne comportait pas de LMR pour les crevettes. La nouvelle LMR pour les crevettes imposée par le Japon était trop stricte comparée à la LMR du Codex fixée à 3 ppm, n'était pas fondée sur des preuves scientifiques et ne tenait pas compte de l'objectif consistant à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce.

2.215. Le Japon a observé que lorsqu'il avait modifié sa législation, il n'existait pas de norme du Codex pour l'éthoxyquine dans les crevettes. Comme l'Inde n'avait pas demandé la mise en place d'une LMR spécifique pour ce produit, la LMR par défaut de 0,01 ppm s'appliquait. Une évaluation des risques pour l'éthoxyquine dans les crevettes était actuellement en cours et la limite par défaut était donc applicable pour l'instant. Le Japon restait déterminé à poursuivre les consultations avec l'Inde pour résoudre cette question.

#### **2.7.2 Santé des animaux**

##### **Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS 193)**

2.216. Voir les paragraphes 2.357 à 2.390.

**Restrictions liées à la fièvre aphteuse (PCS 332)**

Question soulevée par:	Argentine
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 16-17)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.217. En juillet 2012, l'Argentine a exprimé sa préoccupation quant au fait que le Japon tardait indûment à répondre à ses demandes de reconnaissance comme zone exempte de fièvre aphteuse sans vaccination et qu'il n'ouvrait pas son marché à la viande bovine désossée fraîche et maturée. La première demande de l'Argentine datait d'avril 2003. Faute de réponse, en mars 2004, l'Argentine avait transmis au Ministère japonais de l'agriculture, de la pêche et des forêts (MAFF) un rapport spécifique concernant la zone exempte de fièvre aphteuse sans vaccination, ainsi qu'une proposition technique d'atténuation des risques pour l'importation de la viande provenant des zones exemptes de fièvre aphteuse avec vaccination. Le Japon avait refusé d'aborder les deux questions simultanément et avait plutôt proposé de se concentrer d'abord sur la reconnaissance de la zone exempte de fièvre aphteuse sans vaccination et de discuter ensuite de l'exportation à partir des zones exemptes de fièvre aphteuse avec vaccination. En juin 2005, l'Argentine avait dépêché au Japon une mission technique chargée de présenter une demande formelle de reconnaissance comme zone exempte de fièvre aphteuse, conformément à l'article 6 de l'Accord SPS. À cette occasion, les autorités du MAFF avaient déclaré que: i) le Japon devait envoyer en Argentine une mission technique d'experts de l'Institut national de la santé animale, ce qui a été fait en décembre 2007 et ii) l'Argentine devait répondre à un long questionnaire – qu'elle n'a reçu qu'après plus de trois ans (en décembre 2008) et qui, entre autres choses, proposait de suivre huit étapes pour faire avancer la procédure (y compris celle d'une analyse de risques pour les deux zones). En janvier 2010, l'Argentine avait répondu au questionnaire d'analyse de risques pour la zone exempte de fièvre aphteuse sans vaccination, en fournissant des données techniques additionnelles. Depuis lors, aucune réponse n'avait été reçue du Japon à la suite des demandes d'information, des réunions et des notes qui s'étaient succédé en 2010 et 2011. L'Argentine était officiellement reconnue par l'OIE en tant que pays exempt de fièvre aphteuse comportant trois zones: une zone exempte sans vaccination (la Patagonie) et deux zones exemptes avec vaccination (la région Nord et la région frontalière). En dépit de ce fait et des efforts intenses déployés sur près de dix ans, le Japon n'avait pas encore officiellement reconnu ces zones. En ayant cela à l'esprit et en invoquant les articles 2:2, 5:1, 3, 6 et 8, entre autres dispositions de l'Accord SPS, l'Argentine demandait que le Japon achève sans retard indu les procédures en cours, conformément aux normes internationales.

2.218. Le Japon a répondu qu'il enverrait bientôt un questionnaire additionnel à l'Argentine pour recueillir d'autres renseignements qui étaient nécessaires en vue de l'évaluation des risques. Les mesures SPS du Japon étaient fondées sur une évaluation de risques qui tenait compte du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE et du statut de zone exempte de maladie officiellement reconnu par l'OIE. Il était important de tenir pleinement compte des preuves scientifiques disponibles et d'assurer la transparence du processus d'évaluation des risques, et le Japon continuerait d'œuvrer en étroite coopération avec l'Argentine pour résoudre cette question.

**2.8 Corée****2.8.1 Santé des animaux****Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS 193)**

2.219. Voir les paragraphes 2.357 à 2.390.

**Mesures concernant l'ESB appliquées aux produits à base de viande bovine (PCS 247)**

Question soulevée par:	Canada
Appuyée par:	Union européenne
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Février 2007 (G/SPS/R/44, paragraphes 15-18)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement; WT/DS391/R
Solution:	Solution convenue d'un commun accord notifiée le 19 juin 2012. Rapport du Groupe spécial distribué aux Membres le 3 juillet 2012.
Situation:	Résolue
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	19 juin 2012

2.220. En février 2007, le Canada a rappelé que, en réaction à la découverte d'un cas d'ESB au Canada en mai 2003, la Corée avait imposé une interdiction sur les importations de viande bovine en provenance du Canada. Le Canada avait pris des mesures efficaces pour juguler le risque d'ESB, dépassant souvent les normes de l'OIE. En outre, le Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE indiquait qu'aucune restriction ne devrait être appliquée sur la viande bovine désossée provenant d'animaux âgés de 30 mois ou moins, indépendamment du statut du pays exportateur en ce qui concernait l'ESB. Plus de 30 partenaires commerciaux avaient recommencé à importer la viande bovine canadienne, mais la Corée continuait de bloquer les importations. En janvier 2007, le Canada, en vertu de l'article 5:8 de l'Accord SPS, avait formellement invité la Corée à fournir une justification pour cette mesure. Le Canada était déçu de la réponse de la Corée, qui avait consisté à demander des renseignements additionnels. Sur la base des renseignements déjà communiqués à la Corée, d'autres partenaires commerciaux avaient évalué les risques et conclu que la viande bovine canadienne était sans danger pour l'importation. Les renseignements avaient également suffi pour que le Bureau central de l'OIE détermine le statut du Canada concernant l'ESB. Le Canada invitait la Corée à lever ses restrictions et à accorder l'accès à la viande bovine canadienne conformément aux directives de l'OIE.

2.221. Les Communautés européennes ont indiqué qu'elles partageaient les préoccupations du Canada et qu'elles connaissaient des problèmes similaires avec la Corée. Cette question n'était pas nouvelle. Les Communautés européennes invitaient instamment tous les Membres à appliquer les normes de l'OIE, notamment en ce qui concernait l'ESB.

2.222. La Corée a déclaré que des restrictions à l'importation avaient été imposées sur certains produits en raison du foyer d'ESB au Canada. Le pays avait pris les mesures nécessaires pour autoriser la reprise du commerce de la viande bovine. Il était clair qu'en vertu de l'Accord SPS, la Corée pouvait évaluer le risque lié à chaque Membre individuellement. L'analyse de risques portant sur la viande canadienne avait été retardée lorsque de nouveaux cas d'ESB avaient été déclarés en janvier 2006. La Corée craignait qu'il n'existe un problème lié à l'efficacité des mesures d'interdiction visant les aliments pour animaux, et l'apparition continue de cas soulevait des questions auxquelles le Canada n'avait pas répondu clairement. Toutefois, conformément à l'article 5, la Corée continuerait à discuter de cette question avec le Canada.

2.223. Le Canada a souligné que le Code de l'OIE autorisait le commerce de la viande bovine désossée provenant d'animaux âgés de moins de 30 mois, indépendamment du statut du pays exportateur au regard de l'ESB. Les quelques cas d'ESB qui s'étaient produits chez les bovins nés après l'interdiction des aliments pour animaux n'avaient aucune signification épidémiologique. Le Canada était disposé à fournir tout renseignement pertinent demandé, mais à sa connaissance, il n'y avait aucune demande de renseignements en suspens.

2.224. Conformément aux dispositions du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord), le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec la Corée le 9 avril 2009 (WT/DS391/1). L'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial le 31 août 2009. Le 19 juin 2012, le Canada et la Corée ont notifié à l'ORD qu'ils étaient arrivés à une solution convenue d'un commun accord. Le rapport du Groupe spécial (WT/DS391/R), qui précise la solution à laquelle les parties sont parvenues, a été distribué aux Membres le 3 juillet 2012.

## 2.9 Malaisie

### 2.9.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Restrictions à l'importation de viande de porc et de produits d'origine porcine (PCS 323)

Question soulevée par:	Union européenne
Appuyée par:	Canada, États-Unis d'Amérique
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 32-35), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 55-56)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.225. En octobre 2011, l'Union européenne s'est dite préoccupée par les restrictions à l'importation de viande de porc et de produits d'origine porcine imposées par la Malaisie le 1<sup>er</sup> juillet 2011. Au cours des discussions bilatérales, elle avait cependant reçu des garanties selon lesquelles ces restrictions seraient levées à bref délai. Elle continuerait de collaborer étroitement avec la Malaisie afin que ses exportations puissent reprendre conformément aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

2.226. Le Canada partageait les préoccupations de l'UE, car ses exportations de viande de porc et de produits d'origine porcine étaient également interdites depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2011 sans notification. La Malaisie ne l'avait pas avisé de la révision de ses prescriptions à l'importation ni de l'interdiction, et il avait reçu d'elle des renseignements contradictoires au sujet des prescriptions à l'importation de viande de porc. Le Canada a encouragé la Malaisie à fonder ses conditions d'importation sur des données scientifiques et à envisager, pour les importations de viande de porc, une méthode d'approbation des systèmes plutôt que d'approbation par installation.

2.227. Les États-Unis se sont également dits préoccupés par le fait que les nouvelles prescriptions à l'importation avaient été imposées sans preuves scientifiques valables. Il leur avait été dit en juin 2011 qu'ils pourraient continuer à exporter de la viande de porc et des produits d'origine porcine s'ils soumettaient un questionnaire par établissement au 1<sup>er</sup> juillet 2011, mais les importations avaient été interrompues. Ils continueraient à collaborer avec la Malaisie pour faciliter l'audit des systèmes de sécurité sanitaire des aliments dans leur pays, mais ils préoyaient un audit positif qui permettrait à tous les établissements de production de porc inspectés au niveau fédéral d'être admis à exporter vers la Malaisie.

2.228. La Malaisie a indiqué que les consultations bilatérales sur ce sujet se poursuivaient avec les Membres affectés et qu'elle espérait résoudre la question le plus tôt possible.

2.229. En octobre 2012, l'Union européenne a dit être toujours préoccupée par les restrictions à l'importation de viande de porc et de produits d'origine porcine imposées par la Malaisie. Au cours des discussions bilatérales récentes, la Malaisie avait indiqué avoir résolu certaines des préoccupations en suspens de l'UE et qu'elle continuerait à suivre étroitement ces questions avec l'Union européenne afin de trouver une solution rapide et durable. L'Union européenne se réjouissait de ce signal positif et resterait engagée dans un dialogue constructif avec la Malaisie dans le but de résoudre la question rapidement grâce à un processus d'importation transparent en Malaisie qui garantirait un commerce durable.

2.230. La Malaisie a indiqué que des discussions bilatérales étaient en cours et qu'elle espérait trouver une solution mutuellement acceptable à la question aussi rapidement que possible.



## 2.10 Fédération de Russie

### 2.10.1 Santé des animaux

#### Interdiction d'importer des animaux vivants en provenance de l'UE (PCS 338)

Question soulevée par:	Union européenne
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 15-16)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.231. En octobre 2012, l'Union européenne a exprimé sa préoccupation concernant les mesures prises par la Russie pour interdire les importations de porcs et de ruminants vivants non reproducteurs provenant de tout le territoire de l'UE et de porcs reproducteurs provenant de certaines régions de l'UE en raison de la prétendue présence de *brucella*. La Russie n'avait pas fourni de preuves scientifiques pour justifier l'interdiction, ni de renseignements concernant la proportionnalité de la mesure ou les effets négatifs que l'interdiction visait à limiter. La Russie n'avait identifié que deux cas préoccupants concernant des animaux vivants, un chiffre que l'Union européenne jugeait insuffisant pour justifier une interdiction totale. La Russie n'avait pas fourni d'évaluation des risques justifiant une interdiction totale des importations et l'Union européenne lui demandait de lever l'interdiction d'importer des porcs vivants reproducteurs et non reproducteurs.

2.232. La Russie a affirmé que des inspections conjointes menées par des experts russes et de l'Union douanière entre le Bélarus, le Kazakhstan et la Russie avaient relevé de nombreuses violations répétées en matière de surveillance zoosanitaire et que l'interdiction visant les animaux vivants provenant de l'Union européenne avait été précédée d'une évaluation des risques. Suite aux négociations, l'Union européenne avait accepté de prendre des mesures additionnelles pour garantir la sécurité sanitaire des animaux et des produits du règne animal à destination du marché russe. L'interdiction d'importer était nécessaire pour lutter contre les maladies animales et les produits du règne animal à caractère dangereux, mais la Russie était disposée à poursuivre le dialogue avec l'Union européenne.

#### Listes de la Russie concernant les établissements d'exportation (PCS 341)

Question soulevée par:	Union européenne
Appuyée par:	États-Unis d'Amérique, Maroc, Norvège
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 21-23)
Document(s) pertinent(s):	Décision de l'Union douanière n° 830, Décision de l'Union douanière n° 834
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.233. En octobre 2012, l'Union européenne a exprimé des préoccupations concernant le fait que la Russie avait systématiquement refusé les garanties offertes par les États membres de l'UE concernant les listes de nouveaux établissements souhaitant exporter vers la Russie. Aucune justification scientifique, ni aucune explication n'était fournie quant à la raison pour laquelle le pays n'avait plus confiance dans les garanties des États membres qu'il reconnaissait par le passé. En outre, la Russie avait renforcé les restrictions par le biais d'une interruption temporaire des importations provenant de certains établissements de l'UE, et ce, sans justification scientifique. Des restrictions avaient été imposées pour les établissements produisant des boyaux malgré la faiblesse des risques liés à ce produit, comme le reconnaissait l'OIE. Des restrictions similaires sans fondement avaient été introduites pour les établissements produisant des produits laitiers et



carnés suite à l'apparition d'un foyer régional de norovirus, en s'appuyant semble-t-il sur l'hypothèse selon laquelle l'épidémie était due à une surveillance vétérinaire insuffisante et sans réellement tenir compte du risque encouru ou du lien épidémiologique. L'Union européenne a demandé à la Russie de mettre fin aux restrictions, de faciliter l'inscription des établissements sur les listes et de prendre uniquement des mesures proportionnées dans les cas où il existait un fondement scientifique.

2.234. Le Maroc, la Norvège et les États-Unis avaient les mêmes préoccupations concernant les listes d'établissements. La Norvège était particulièrement préoccupée par les listes d'entreprises souhaitant exporter vers la Russie, ainsi que par le processus de réautorisation des entreprises déjà inspectées qui n'étaient temporairement pas autorisées à exporter en Russie. Les États-Unis se sont dits préoccupés par le maintien par la Russie de prescriptions en matière d'enregistrement pour certains produits, alors que lors de son processus d'accession et dans la Résolution n° 830 de l'Union douanière, elle avait accepté de supprimer ces prescriptions. Le Maroc avait les mêmes préoccupations et a demandé à la Russie de fournir ces nouvelles listes aux pays concernés afin d'éviter des répercussions économiques.

2.235. La Russie a affirmé avoir l'intention de respecter tous les engagements dans le domaine SPS souscrits au cours de son processus d'accession. Elle cherchait à mettre en œuvre ses obligations dans le cadre de l'OMC sans perturber ni compromettre son commerce avec ses anciens partenaires commerciaux. Le règlement relatif à l'inspection conjointe, Résolution n° 834 de l'Union douanière, considérait que l'audit des systèmes de surveillance étrangers pour en déterminer l'équivalence constituait le principal mécanisme visant à garantir la sécurité sanitaire des importations. L'Union européenne utilisait le même principe. Les établissements qui avaient précédemment le droit d'exporter en Russie pourraient continuer à le faire et les autres obtiendraient le même droit après avoir passé un audit jugé satisfaisant. Le problème concernant les boyaux était que certains produits certifiés comme provenant de l'Union européenne semblaient avoir une autre origine. La Russie était disposée à poursuivre les discussions à ce sujet avec l'Union européenne.

## 2.11 Afrique du Sud

### 2.11.1 Santé des animaux

#### Restrictions à l'importation de viande de porc fraîche et de viande bovine (PCS 287)

Question soulevée par:	Brésil
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2009 (G/SPS/R/56, paragraphes 16-17), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 94-95), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 59-60), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 36-37)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.236. En octobre 2009, le Brésil a fait savoir que depuis 2006, son pays avait échangé des renseignements avec les autorités sud-africaines concernant les restrictions visant la viande de porc et de bœuf en provenance du Brésil. Trois séries de questions avaient été posées et trois missions de négociation sanitaire avaient été envoyées en Afrique du Sud. L'Afrique du Sud n'avait pas communiqué les résultats finals de son analyse des risques sur la viande de bœuf et de porc. Le Brésil demandait des renseignements plus concluants sur les processus d'analyse des risques qui avaient été menés, puisqu'il remplissait les prescriptions établies par l'OIE.

2.237. L'Afrique du Sud a confirmé que plusieurs contacts avaient été pris concernant l'importation de viande de porc et de bœuf par son pays, dernièrement en juillet 2009. Cependant, certaines questions restaient encore à éclaircir à propos de l'importation de viande de porc. L'importation de viande de bœuf désossée ayant subi une maturation devrait être approuvée dès qu'un accord aurait été trouvé concernant les certificats.

2.238. En octobre 2011, le Brésil s'est dit préoccupé par le fait que l'Afrique du Sud avait suspendu depuis 2005 ses importations de viande bovine et de viande de porc du Brésil en raison d'un foyer de fièvre aphteuse dans le pays. Les nombreuses tentatives faites pour rouvrir le marché sud-africain à la viande de porc brésilienne avaient été bloquées par des demandes répétées et non nécessaires de renseignements complémentaires. Le Brésil avait également envoyé au moins quatre missions en Afrique du Sud et avait invité celle-ci à des réunions bilatérales en marge des réunions du Comité SPS. Depuis 2006, il communiquait des renseignements sur sa situation sanitaire et répondait à toutes les questions de l'Afrique du Sud. En février 2010, d'intenses négociations avaient finalement abouti à l'autorisation des exportations de viande bovine brésilienne vers l'Afrique du Sud, mais pas de viande de porc. Bien que les troupeaux de bovins et de porcins puissent être touchés par la fièvre aphteuse, le foyer de 2005 n'avait touché que les troupeaux de bovins, et le retard mis par l'Afrique du Sud pour accepter la viande de porc brésilienne ne pouvait être scientifiquement justifié. Le Brésil a demandé à l'Afrique du Sud de rendre une décision finale scientifiquement fondée et d'autoriser sans délai les importations de viande de porc brésilienne.

2.239. L'Afrique du Sud s'est dite déterminée à résoudre le problème à bref délai, comme le montrait la coopération entre ses représentants et ceux du Brésil. Elle avait connu plusieurs foyers de maladie dévastateurs dans la population porcine, y compris la peste porcine classique et le syndrome dysgénésique et respiratoire du porc (SDRP), qui avaient eu des effets défavorables sur sa production de porc et dont l'éradication avait coûté près de 1 million de dollars. La fièvre aphteuse n'était pas la seule maladie préoccupante dans les importations de viande de porc. L'Afrique du Sud appliquait généralement le concept de marchandises dénuées de risque déterminé par l'OIE, mais les directives de l'OIE ne traitaient pas de toutes les maladies préoccupantes. Elle continuait de demander l'avis de l'OIE sur la manière de procéder au sujet de certaines importations compte tenu de la situation sanitaire de sa population porcine. En particulier, l'OIE n'avait pas de directives concernant l'importation de viande qui établissent une distinction entre maladies pathogènes et non pathogènes. L'objectif final de l'Afrique du Sud était de mettre au point un certificat sanitaire pour les importations de porc qui assure la protection de sa population porcine.

2.240. En mars 2012, le Brésil a rappelé que l'Afrique du Sud interdisait la viande de porc et de bœuf brésiliennes depuis 2005 et que, après d'intenses négociations et quatre missions techniques, elle avait autorisé les importations de viande de bœuf en février 2010. Alors que le Brésil avait répondu à toutes les questions concernant le contrôle de la maladie affectant les porcins, les questions répétées de l'Afrique du Sud étaient devenues un obstacle majeur et inutile au commerce. L'interdiction était injustifiée, étant donné que le statut du Brésil au regard de la fièvre aphteuse était meilleur que celui de l'Afrique du Sud, et le Brésil demandait à l'Afrique du Sud d'adapter sans tarder ses mesures aux prescriptions énoncées dans l'Accord SPS, de sorte que les exportations des produits affectés puissent reprendre prochainement.

2.241. L'Afrique du Sud a déclaré que les préoccupations soulevées par le Brésil étaient importantes pour les deux pays et qu'elle était déterminée à résoudre la question. Depuis 2005, l'Afrique du Sud avait connu plusieurs foyers de maladie dévastateurs dans la population porcine et dont l'éradication était coûteuse. Le syndrome dysgénésique et respiratoire du porc et la fièvre porcine classique avaient été éradiqués d'Afrique du Sud, qui demanderait l'avis de l'OIE sur la manière de procéder au sujet de certaines importations tout en continuant d'assurer la protection de la santé de son cheptel porcin. L'Afrique du Sud était en passe de terminer la mise au point d'un certificat sanitaire efficace pour les importations de porc et restait disposée à poursuivre les discussions bilatérales avec le Brésil et les autres pays intéressés.

2.242. En juillet 2012, le Brésil a fait observer que l'Afrique du Sud était le seul pays qui maintenait encore un embargo contre des produits brésiliens, même si elle avait elle-même déclaré des cas de fièvre aphteuse sur son territoire, et le statut sanitaire du Brésil selon l'OIE était supérieur à celui de l'Afrique du Sud. L'interdiction était injustifiée et excessive. Depuis 2010, l'embargo s'appliquait principalement à la viande porcine brésilienne tandis que l'importation de certaines coupes de viande bovine était autorisée; cette position était hautement contestable dans une perspective scientifique car l'éclosion de 2005 n'avait touché que le cheptel bovin brésilien. En 2010, l'Afrique du Sud avait transmis au Brésil des questions portant sur des maladies autres que la fièvre aphteuse. Cette demande de renseignements dépassait le cadre des données nécessaires et semblait destinée à retarder la levée de l'embargo. Le gouvernement brésilien était engagé dans des consultations avec l'Afrique du Sud; il évaluerait les résultats de ces consultations et

déciderait des suites à donner. Le Brésil était en quête d'un résultat négocié dans le cadre du Comité SPS.

2.243. L'Afrique du Sud a répondu que la question était très importante pour les deux pays et qu'elle était déterminée à trouver une solution.

## 2.12 Taipei chinois

### 2.12.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Restrictions imposées sur la ractopamine dans la viande bovine et porcine (PCS 275)

Question soulevée par:	États-Unis d'Amérique
Appuyée par:	Brésil, Canada, Costa Rica, Équateur, Pérou
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2008 (G/SPS/R/53, paragraphes 8-12), octobre 2009 (G/SPS/R/56, paragraphes 141-147), mars 2011 (G/SPS/R/62, paragraphes 51-55), juin 2011 (G/SPS/R/63, paragraphes 53-59), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 63-66), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 32-35), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphe 14)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/TPKM/114, G/SPS/GEN/1182
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.244. En octobre 2008, les États-Unis ont dit que leur secteur de la viande porcine pâtissait depuis plus d'un an du fait que le Taipei chinois n'avait pas de limites maximales de résidus (LMR) de ractopamine fondées sur des données scientifiques. Le Taipei chinois avait précédemment notifié le Comité SPS de sa décision fondée sur des données scientifiques concernant la ractopamine, mais n'avait pas mis en œuvre la mesure proposée par la suite. Les exportations des États-Unis avaient chuté en raison de la nécessité d'établir que la viande de porc ne provenait pas d'animaux traités à la ractopamine afin de respecter les prescriptions en matière de tolérance zéro. Les États-Unis ont prié instamment le Taipei chinois de mettre en œuvre la mesure notifiée afin de faciliter leurs exportations de viande de porc.

2.245. Le Canada a dit que ses autorités avaient approuvé l'utilisation de la ractopamine dans l'alimentation des porcs en juillet 2005 et dans l'alimentation du bétail en mai 2007. Santé Canada avait conclu que le produit pouvait être utilisé sans danger après avoir effectué plusieurs essais. Le Canada incitait tous les Membres à accepter l'utilisation de la ractopamine dans la mesure où les résidus présents dans les tissus comestibles restaient à des niveaux ne présentant pas de danger.

2.246. Le Taipei chinois a dit que l'utilisation de la ractopamine était interdite par de nombreux Membres de l'OMC. Qui plus est, la Commission du Codex Alimentarius n'avait pas pu rendre de décision finale sur les LMR pour la ractopamine.

2.247. Le représentant du Codex Alimentarius a dit que les LMR pour la ractopamine avaient fait l'objet de discussions approfondies mais qu'aucune conclusion n'avait encore été atteinte. Il a invité les Membres à présenter davantage de données sur la ractopamine pour examen à la réunion suivante de la Commission du Codex.

2.248. Les Communautés européennes ont indiqué qu'elles avaient consulté l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) au sujet de l'innocuité de la ractopamine, y compris des limites maximales de résidus (LMR). Elles espéraient avoir les renseignements au début de 2009, lesquels pourraient être adressés au Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA) pour une évaluation plus poussée.

2.249. En octobre 2009, le Brésil a signalé que des discussions approfondies sur cette question avaient eu lieu pendant les deux dernières sessions de la Commission du Codex Alimentarius et la 18<sup>ème</sup> session du Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments.

Malgré les preuves présentées par le JECFA, le Codex n'avait pas adopté de LMR. Le Brésil trouvait préoccupants les reports successifs de cette décision, qui s'étaient produits malgré l'existence de solides preuves scientifiques en faveur de l'adoption de cette LMR. Étant donné qu'une LMR était nécessaire pour faciliter le commerce international, le Brésil espérait qu'une décision serait prise à la réunion suivante de la Commission du Codex.

2.250. Le Canada a signalé que les exportateurs canadiens avaient aussi rencontré des difficultés commerciales dans plusieurs marchés en raison de l'absence de LMR pour la ractopamine. En 2005, Santé Canada avait approuvé l'utilisation de la ractopamine dans les aliments pour porcins et établi une LMR pour ce produit dans la viande de porc. Le Canada avait encouragé l'adoption par le Codex des LMR proposées pour la ractopamine et s'était félicité de ce que le Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments ait recommandé, en septembre 2007, l'adoption de LMR pour la ractopamine dans le cadre de l'étape 8. Le Canada s'est dit déçu de ce que ces limites maximales de résidus n'aient pas été adoptées à la réunion de la Commission du Codex de 2009, et a exprimé l'espoir qu'elles le seraient à la réunion de 2010.

2.251. Les États-Unis ont dit que l'adoption de normes internationales pour la ractopamine devrait constituer une priorité importante pour tous les Membres de l'OMC. Les preuves scientifiques qui s'étaient accumulées pendant des années attestaient que la ractopamine pouvait être utilisée sans danger. Ce produit avait été approuvé par plus de 25 pays et avait atteint l'étape 8 de la procédure d'élaboration des normes du Codex. Cependant, certains Membres imposaient des interdictions sur la ractopamine, sans preuves scientifiques suffisantes pour les étayer. Le Codex n'avait pas adopté le projet de LMR pendant la Commission de 2009 parce qu'un partenaire commercial de première importance avait déposé une demande pour que le JECFA effectue un nouvel examen scientifique. Les États-Unis ont prié instamment ce partenaire commercial de fournir au JECFA les renseignements nécessaires pour que cette étude puisse être menée à bonne fin et ont exprimé l'espoir que la Commission du Codex procéderait à l'adoption de la norme dès que l'étude serait terminée.

2.252. Les Communautés européennes ont indiqué que l'année dernière, l'EFSA, responsable de l'évaluation des risques, avait donné un avis concernant la nocivité de cette substance. La Chine avait également mené une étude sur les effets de la ractopamine sur les tissus des animaux de l'espèce porcine. La Commission du Codex avait décidé que le JECFA devrait évaluer les études de la Chine avant de prendre une décision concernant la LMR pour la ractopamine.

2.253. La Chine a signalé que ses autorités étaient résolues à faire en sorte que la norme internationale relative à la ractopamine soit de la plus haute qualité. La Chine continuerait de prendre une part active au processus d'élaboration des normes du Codex en réalisant des expériences et en partageant ses données avec le JECFA. La Norvège a soutenu les interventions des Communautés européennes et de la Chine, et mis l'accent sur la nécessité, pour le JECFA, d'évaluer les dernières données communiquées par la Chine avant de parvenir à une conclusion définitive.

2.254. L'Australie s'est dite d'accord avec les interventions du Brésil, du Canada et des États-Unis sur cette question. Le Codex avait pris une décision en matière de gestion des risques fondée sur une évaluation des risques correspondant aux données disponibles, et l'Australie soutenait l'adoption du projet de LMR proposé pour la ractopamine.

2.255. Le Codex a indiqué que le JECFA avait mené une évaluation conformément à la procédure en vigueur pour les médicaments vétérinaires. Comme l'avait signalé l'Australie, la décision en matière de gestion des risques prise par le Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires avait été transmise à la Commission du Codex, mais le consensus n'avait pas été atteint au sein de la Commission. En fait, les délégués présents à la session de la Commission avaient évoqué un complément d'études et de données scientifiques sur cette question. Il avait été décidé que le JECFA examinerait les données qu'il n'avait pas analysées précédemment. Deux réunions du JECFA étaient programmées pour 2010 et tout serait mis en œuvre pour qu'un résultat de l'examen de ces données soit disponible lors de la session suivante de la Commission, en juillet 2010.

2.256. En mars 2011, les États-Unis ont indiqué qu'en janvier 2011, le Taipei chinois avait décrété l'arrêt des ventes de viande de bœuf en provenance des États-Unis dans les épiceries, quand des analyses avaient révélé la présence de ractopamine dans deux cargaisons. L'utilisation de

ractopamine était autorisée dans 26 pays et en 2007, le Taipei chinois avait établi, sur la base d'éléments de preuve scientifiques, que l'utilisation de ractopamine pour l'élevage des espèces bovine et porcine ne présentait pas de risques. Cependant, la notification du Taipei chinois concernant la mise en application de LMR, conformément au projet de norme du Codex, avait été retardée par une opposition intérieure et avait engendré de nombreux obstacles au commerce pour les exportations des États-Unis.

2.257. Le Canada a indiqué avoir déjà fait part de ses préoccupations au Taipei chinois bilatéralement, en marge des réunions du Comité. Le Canada estimait que, même si le Codex n'en avait pas encore adopté, les travaux scientifiques menés par ce dernier et par le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA) plaidaient en faveur de l'adoption de LMR pour la ractopamine. Le Canada demandait par conséquent au Taipei chinois de revenir sur l'interdiction qu'il imposait actuellement.

2.258. Le Taipei chinois a dit que l'utilisation de ractopamine sur les animaux de boucherie était interdite par de nombreux Membres. Bien que le Taipei chinois ait envisagé d'établir des LMR pour la ractopamine, le processus avait été suspendu à la suite des critiques émises, y compris par la communauté scientifique. La 33<sup>ème</sup> session de la Commission du Codex Alimentarius n'avait pas non plus permis de prendre une décision et le Taipei chinois était par conséquent d'avis que de nouvelles recherches et analyses scientifiques étaient nécessaires.

2.259. L'OMS a signalé que le recueil de données scientifiques sur la ractopamine était disponible sur le site Web du JECFA et que les conclusions étaient claires. La seule question qui subsistait concernait la consommation et l'exposition à la ractopamine des tissus pulmonaires. À la dernière réunion du Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires, plusieurs participants avaient demandé à la Chine davantage de précisions sur la variabilité de la concentration dans les tissus pulmonaires.

2.260. L'Union européenne, la Norvège et la Suisse ont indiqué qu'il n'existait pas de LMR établies par le Codex pour la ractopamine et qu'en l'absence de normes internationales, elles n'acceptaient pas les produits importés traités avec cette substance.

2.261. En juin 2011, les États-Unis ont rappelé que l'utilisation de ractopamine était autorisée dans 26 pays et que l'évaluation effectuée en 2007 par le Taipei chinois avait déterminé que l'utilisation de ractopamine pour l'élevage des espèces bovine et porcine ne présentait pas de risques. Cette année-là, le Taipei chinois avait notifié dans le document G/SPS/N/TPKM/114 son intention de mettre en application des LMR pour l'utilisation de ractopamine pour les élevages des espèces bovine et porcine conformément au projet de LMR du Codex. Toutefois, la vive opposition des producteurs de viande de porc à l'importation de viande de porc étrangère avait retardé la mise en application du projet de LMR. Les États-Unis demeuraient préoccupés par ces actions parce qu'aucun fondement scientifique ne permettait de mettre en doute la sécurité d'utilisation de la ractopamine dans les LMR fixées par les États-Unis, le Canada, le Japon, la Corée et de nombreux autres pays. Le fait que le Taipei chinois ne s'était pas assuré que ses mesures étaient scientifiquement fondées avait envoyé des signaux contradictoires à sa propre population sur des questions relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. La non-adoption de LMR pour la ractopamine avait fait surgir d'importants obstacles au commerce et contribuerait en définitive à la hausse des prix pour les consommateurs. Afin d'éviter d'autres restrictions injustifiées, le Taipei chinois devrait mettre en application sur-le-champ la LMR de 10 ppb qu'il avait notifiée en août 2007. Les États-Unis encourageaient le Taipei chinois et tous les Membres à s'assurer que les mesures étaient scientifiquement fondées, et à ne pas recourir aux médias pour effrayer inutilement les consommateurs dans le but de maintenir des obstacles au commerce.

2.262. Le Canada partageait les préoccupations des États-Unis concernant l'absence de justification scientifique de la prohibition de la ractopamine dans la viande de bœuf et de porc, et l'incertitude considérable à laquelle étaient exposés les exportateurs de viande de bœuf et de porc. Ces préoccupations avaient fait l'objet de discussions bilatérales avec le Taipei chinois, en dernier lieu à la réunion du 13 juin 2011 du Groupe de travail sur l'agriculture Canada-Taipei chinois à Ottawa. Sur la base d'une évaluation des risques détaillée, le Canada avait autorisé l'utilisation de la ractopamine en tant qu'ingrédient dans les aliments pour animaux destinés aux porcs en 2005 et aux bovins en 2007; des LMR administratives pour la ractopamine dans les tissus porcins et bovins comestibles avaient également été fixées. Les évaluations scientifiques effectuées par le Codex et le JECFA plaidaient en faveur de l'adoption de LMR pour la ractopamine. Compte tenu des

nombreuses preuves scientifiques, le Canada demandait au Taipei chinois de revenir sur l'interdiction qu'il imposait actuellement.

2.263. Le Brésil et le Costa Rica ont exprimé des préoccupations systémiques concernant la prohibition de la ractopamine, y compris l'absence de fondement scientifique pour de telles prohibitions. Ils étaient également préoccupés par le fait que les LMR pour la ractopamine n'avaient pas encore été adoptées par le Codex.

2.264. L'Union européenne a souligné qu'en raison de l'absence de norme internationale pour la ractopamine, chaque Membre était libre d'adopter ses propres mesures nationales pour autant qu'elles soient compatibles avec l'Accord SPS. L'Union européenne n'autorisait pas l'utilisation de ractopamine, ni de substances semblables, et n'acceptait pas les importations de produits issus d'animaux traités avec cette substance. Dans le but de protéger la santé de ses consommateurs, l'Union européenne maintenait une préférence pour la viande et les produits carnés non traités avec des substances comme la ractopamine, fait qui était largement connu des pays cherchant à exporter de la viande et des produits carnés vers l'Union européenne.

2.265. La Chine et la Norvège ont appuyé l'avis exprimé par l'Union européenne. La Chine a dit que d'autres travaux scientifiques étaient nécessaires pour dissiper les préoccupations des Membres, et qu'un consensus devait être atteint avant que des normes internationales ne soient adoptées. Tous les Membres avaient le droit d'adopter des mesures SPS pour autant qu'une évaluation des risques ait été achevée.

2.266. La Suisse a dit qu'en règle générale, elle autorisait l'administration de médicaments vétérinaires aux animaux à des fins thérapeutiques uniquement; d'autres substances chimiques dépourvues d'avantages vitaux étaient strictement réglementées, et des activateurs de croissance comme la ractopamine étaient prohibés. Le débat en cours au Codex indiquait clairement qu'il n'y avait pas de consensus scientifique sur l'innocuité de la ractopamine. L'absence de certitude dans l'évaluation des risques, comme l'avait indiqué l'EFSA en avril 2009, combinée à des questions concernant la gestion du risque, avait amené la Suisse à s'opposer à l'adoption des LMR du Codex pour la ractopamine.

2.267. Le Taipei chinois a répondu qu'il avait été le premier à prohiber la ractopamine en 2006, et aucune LMR n'avait été établie. Conformément à sa législation, donc, la détection de ractopamine dans des produits carnés constituait une infraction à la loi. Le Taipei chinois avait notifié en 2007 qu'il envisageait de fixer une LMR pour la ractopamine, mais le projet de proposition avait suscité de nombreuses critiques et questions de la part de la communauté scientifique, de groupes de consommateurs et d'autres parties intéressées. Pour ces raisons, le Taipei chinois concluait qu'il devait continuer d'examiner les effets néfastes de ce médicament sur la santé des personnes, tout en faisant davantage d'efforts au chapitre de la communication sur les risques.

2.268. En octobre 2011, les États-Unis ont réitéré les préoccupations qu'ils avaient soulevées au cours de la réunion de juin 2011. Les États-Unis encourageaient le Taipei chinois et tous les Membres à s'assurer que ces mesures étaient scientifiquement fondées et à ne pas recourir aux médias pour effrayer inutilement les consommateurs en vue de maintenir des obstacles au commerce. Le Canada partageait les préoccupations des États-Unis et a réitéré les observations qu'il avait formulées au cours de la réunion de juin 2011.

2.269. Le Brésil, le Costa Rica, l'Équateur et le Pérou ont exprimé des préoccupations systémiques concernant la prohibition de la ractopamine, y compris l'absence de fondement scientifique pour de telles prohibitions. Ils étaient également préoccupés par le fait que les LMR pour la ractopamine n'avaient pas encore été adoptées par le Codex. Le Brésil a souligné qu'il avait été prouvé que la ractopamine était sans risque et efficace comme médicament vétérinaire améliorant l'efficacité des aliments pour animaux, qu'elle avait fait l'objet d'études d'innocuité pour la santé des personnes et des animaux et qu'elle était approuvée dans 26 pays.

2.270. Le Taipei chinois a répondu qu'il continuait à étudier les effets défavorables de ce médicament vétérinaire sur la santé des personnes, comme il l'avait expliqué entièrement aux réunions précédentes du Comité SPS, tout en augmentant ses efforts de communication au sujet des risques.

2.271. En mars 2012, les États-Unis ont réitéré les préoccupations qu'ils avaient soulevées au cours des réunions de juin et d'octobre 2011. Le pays a conclu en exhortant le Taipei chinois à mettre en œuvre sur le champ la LMR qu'il avait notifiée en 2007 et, comme tous les autres Membres, à s'assurer que ces mesures étaient scientifiquement fondées.

2.272. Le Canada partageait les préoccupations des États-Unis. Se fondant sur une évaluation approfondie des risques, le Canada avait approuvé l'utilisation de ractopamine dans la production animale. Bien que le Codex n'ait pas encore adopté de LMR pour la ractopamine, le Canada était d'avis que les travaux scientifiques réalisés par le JECFA appuyaient pleinement l'adoption de telles LMR. Il trouvait encourageant l'établissement, au début de 2012 par le Taipei chinois, d'un groupe de réflexion interdépartemental chargé de tenir des consultations avec les parties prenantes et de formuler des avis scientifiques d'experts sur la ractopamine. Afin d'éviter toute autre perturbation inutile des échanges, il a demandé au Taipei chinois de procéder dès que possible à l'adoption des LMR pour la ractopamine dans la viande et les produits carnés, comme notifié au Comité en 2007.

2.273. Le Brésil a fait connaître sa préoccupation selon laquelle le Codex n'avait pas encore adopté de LMR pour la ractopamine, en dépit des justifications techniques disponibles concernant l'utilisation de la ractopamine.

2.274. Le Taipei chinois a pris note des observations, qu'il transmettrait à ses autorités compétentes.

2.275. En juillet 2012, le Codex a mis en lumière des renseignements émanant de plusieurs de ses comités (G/SPS/GEN/1182) et a indiqué que la 35<sup>ème</sup> session de la Commission du Codex Alimentarius avait adopté un certain nombre de normes et de textes connexes, y compris les LMR pour la ractopamine qui, exceptionnellement, avaient été adoptées par voie de vote plutôt que par la procédure habituelle (consensus).

#### Limites maximales de résidus appliquées au café torréfié en poudre (PCS 334)

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	Colombie, Union européenne
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 20-23)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/TPKM/255, G/SPS/N/TPKM/255/Add.1
Solution:	Question résolue à la suite de la publication par le Taipei chinois d'un projet de règlement modifié finalisant la limite de tolérance de l'ochratoxine A dans le café torréfié en poudre à 5 parties par milliard
Situation:	Résolue
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	18 octobre 2012

2.276. En juillet 2012, l'Inde a déclaré que l'Agence des médicaments et des produits alimentaires du Taipei chinois avait notifié un projet de règlement portant sur les limites de tolérance des mycotoxines dans les produits alimentaires (G/SPS/N/TPKM/255). Ce projet de règlement, qui aurait pour effet de modifier les limites de tolérance de l'ochratoxine A dans le café, fixait à 5 ppb la teneur maximale en mycotoxines pour le café torréfié en poudre et le café soluble. Le Codex n'avait pas prescrit de valeurs limites pour l'ochratoxine A dans le café, et seule l'Union européenne avait notifié en rapport avec cette toxine une valeur limite de 5 ppb et de 10 ppb pour le café soluble. La limite uniforme que le Taipei chinois avait fixée à la fois pour le café torréfié moulu et le café soluble semblait arbitraire et dénuée de fondement scientifique, car durant la production du café soluble l'ochratoxine A était concentrée, de sorte qu'elle était plus présente dans ce produit que dans le café moulu. Les prescriptions du Taipei chinois auraient des conséquences négatives pour les exportations de café de l'Inde, qui allaient croissant. L'Inde a instamment invité l'autorité compétente du Taipei chinois à tenir compte de ses observations au moment de finaliser la mesure concernant la tolérance des mycotoxines dans les produits alimentaires.

2.277. L'Union européenne a dit partager les préoccupations de l'Inde et avait présenté des observations au sujet de la notification SPS. Il serait nécessaire d'étayer par des justifications

scientifiques la nouvelle limite proposée pour l'ochratoxine A dans le café soluble. Le Taipei chinois était encouragé à notifier de nouveau au Comité SPS le projet de règlement modifié, de sorte que tous les partenaires commerciaux puissent formuler des observations sur la nouvelle proposition de valeur limite.

2.278. La Colombie a invité le Taipei chinois à fournir les justifications techniques sur lesquelles reposaient les teneurs limites en ochratoxine A et a rappelé que le Codex n'avait pas encore établi de limites pour cette toxine.

2.279. Le Taipei chinois a déclaré que sa consommation de café avait augmenté au cours des années récentes et que son climat tropical favorisait la croissance des moisissures sur ce produit. Avant d'élaborer le projet de règlement, le gouvernement avait réalisé une enquête locale et une évaluation des risques liés à la présence de l'ochratoxine dans le café, en tenant compte des mesures adoptées par d'autres pays. Le projet de norme avait été notifié à l'OMC le 19 avril 2012, et la date limite pour la présentation des observations avait été fixée au 11 juin 2012. Toutefois, le Taipei chinois acceptait encore des observations sur le projet de règlement et encourageait l'Inde à transmettre ses observations par écrit aux autorités compétentes.

2.280. En octobre 2012, l'Union européenne a indiqué que son problème commercial spécifique concernant les limites maximales de résidus appliquées par le Taipei chinois au café torréfié en poudre (n° 334) avait été résolu à la suite de la publication par le Taipei chinois d'un projet de règlement modifié, notifié dans le document G/SPS/N/TPKM/255/Add.1. Elle a remercié le Taipei chinois d'avoir coopéré pour résoudre le problème. Ce dernier s'est félicité de l'intervention de l'UE et des observations formulées par les Membres. Le Taipei chinois avait finalisé la limite de tolérance de l'ochratoxine A dans le café torréfié en poudre à 5 parties par milliard (ppb). La norme était en vigueur depuis le 28 août 2012 et l'OMC en avait été informée. Le Taipei chinois souhaitait continuer à collaborer avec les Membres sur les questions SPS. La Présidente a félicité l'Union européenne et le Taipei chinois d'avoir résolu le problème et les a remerciés d'en avoir informé le Comité. Les Membres étaient encouragés à informer le Comité SPS de la résolution des problèmes commerciaux.

## 2.13 Thaïlande

### 2.13.1 Préservation des végétaux

#### Restrictions sur les raisins de table, pommes et poires (PCS 326)

Question soulevée par:	Afrique du Sud
Appuyée par:	Sénégal
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 42-43), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 42-44)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.281. En octobre 2011, l'Afrique du Sud a indiqué que ses exportations de fruits frais, notamment les raisins de table, les pommes et les poires, avaient été interrompues en raison de la nouvelle Loi n° 3 sur la phytoquarantaine de la Thaïlande. Cette Loi interdisait l'importation de certains produits frais jusqu'à ce qu'une analyse du risque phytosanitaire (ARP) ait été effectuée. Une disposition provisoire autorisait l'entrée des produits importés en Thaïlande avant l'interdiction, en attendant l'exécution de l'ARP. L'Afrique du Sud avait cherché à invoquer cette disposition, qui prévoyait une approbation au cas par cas, et avait proposé certaines prescriptions minimales jusqu'à ce que l'ARP soit effectuée. Elle a instamment invité la Thaïlande à appliquer les dispositions provisoires aux exportations sud-africaines et à achever l'ARP, afin que le commerce des produits visés puisse reprendre.

2.282. La Thaïlande a confirmé que l'importation de certains fruits frais et végétaux était prohibée jusqu'à ce que l'Organisation nationale de protection des végétaux (ONPV) ait réalisé une ARP. Une exemption provisoire avait été accordée à l'Afrique du Sud pour ses exportations de maïs,



mais elle n'avait pas demandé d'exemptions pour d'autres produits frais dans le délai imparti. La Thaïlande a suggéré que les ONPV des deux pays collaborent directement afin de trouver une solution mutuellement satisfaisante à cette question.

2.283. En octobre 2012, l'Afrique du Sud a rappelé que ses exportations de fruits frais, notamment les raisins de table, les pommes et les poires, avaient été interrompues en raison de la nouvelle Loi sur la phytoquarantaine de la Thaïlande. Cette loi interdisait l'importation de certains produits frais jusqu'à ce qu'une ARP ait été effectuée. Une disposition provisoire autorisait l'entrée des produits importés en Thaïlande avant l'interdiction, en attendant l'exécution de l'ARP. Dans la mesure où sa demande pour être reconnue en tant qu'exportateur historique n'avait pas été déposée dans les délais la première fois, l'Afrique du Sud avait cherché à invoquer cette disposition dans le cadre d'un processus d'approbation au cas par cas et avait proposé certaines prescriptions minimales jusqu'à ce que l'ARP soit effectuée. Malgré cela, les fruits frais d'Afrique du Sud, bien qu'exportés depuis longtemps vers la Thaïlande, étaient maintenant exclus de ce marché. Alors que l'Afrique du Sud avait fourni les renseignements nécessaires pour mener les ARP exigées, les autorités thaïlandaises n'avaient pas indiqué de date probable pour leur achèvement. Des consultations aux niveaux technique et diplomatique avaient été menées depuis quatre ans et demi afin que le commerce puisse reprendre au titre de la disposition provisoire relative aux exportateurs traditionnels vers la Thaïlande. Même si l'Afrique du Sud se félicitait de l'accord conclu récemment l'autorisant à exporter des agrumes frais vers la Thaïlande, elle demeurait préoccupée par le maintien de l'interdiction pour les raisins de table, les pommes et les poires, ainsi que pour les fruits à noyau. L'interdiction avait interrompu les exportations de fruits vers la Thaïlande, qui étaient florissantes et sans danger, privant ainsi les producteurs et les exportateurs sud-africains d'un marché en plein essor et limitant le choix des consommateurs thaïlandais. L'Afrique du Sud a vivement encouragé la Thaïlande à lever l'interdiction, afin que les échanges commerciaux puissent reprendre comme par le passé, et à conclure les ARP exigées de toute urgence.

2.284. Le Sénégal a demandé des renseignements concernant la justification phytosanitaire de cette interdiction portant sur les raisins de table et les pommes.

2.285. La Thaïlande a confirmé que l'importation de certains fruits frais et végétaux était prohibée au titre de la Loi sur la phytoquarantaine jusqu'à ce que l'ONPV ait réalisé une ARP. Toutes les mesures pertinentes avaient été notifiées à l'OMC. La demande de l'Afrique du Sud pour exporter des raisins de table et d'autres fruits vers la Thaïlande était maintenant traitée dans le cadre du processus d'ARP par l'ONPV thaïlandais. Le processus d'ARP exigeait des traitements différents pour différents parasites, ce qui pouvait donner lieu à de longues discussions techniques. Les exportations thaïlandaises de produits frais vers l'Afrique du Sud, telles que les mangoustans ou les longanes, étaient soumises à un processus d'ARP similaire. La Thaïlande a indiqué qu'elle avait approuvé l'ARP pour les agrumes en provenance d'Afrique du Sud, autorisant ainsi les importations d'agrumes frais. La Thaïlande a suggéré que les ONPV des deux pays collaborent directement afin de trouver une solution mutuellement satisfaisante à cette question.

## 2.14 Turquie

### 2.14.1 Santé des animaux

#### Prescriptions concernant l'importation de viande ovine (PCS 340)

Question soulevée par:	Australie
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 19-20)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.286. En octobre 2012, l'Australie s'est dite préoccupée par le fait que la Turquie tardait indûment à fournir des renseignements concernant ses mesures portant sur l'importation de

viande ovine, lesquels avaient été demandés en avril 2011. L'Australie a rappelé qu'au titre de l'Accord SPS, la Turquie était tenue d'agir de manière transparente et de faire en sorte que toute mesure SPS soit fondée sur des preuves scientifiques, qu'elle ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire et qu'elle n'établisse pas de discrimination injustifiable entre les Membres.

2.287. La Turquie a répondu que les autorités du pays travaillaient encore à l'élaboration des prescriptions et des procédures de certification relatives à l'importation de viande ovine et que celles-ci seraient conformes à l'Accord SPS. La Turquie s'est également engagée à communiquer les résultats de ces travaux à l'Australie dès qu'ils seraient achevés.

## 2.15 États-Unis d'Amérique

### 2.15.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Loi des États-Unis de 2009 sur l'amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires (PCS 299)

Question soulevée par:	Chine, Inde
Appuyée par:	Costa Rica, Jamaïque, Mexique, Pakistan, Philippines
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Juin 2010 (G/SPS/R/59, paragraphes 21-23), mars 2011 (G/SPS/R/62, paragraphes 43-47), juin 2011 (G/SPS/R/63, paragraphes 42-45), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 52-54), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 61-63)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/USA/690/Add.11, G/SPS/N/USA/704/Add.2, G/SPS/N/USA/2156, G/SPS/N/USA/2156/Add.1, G/SPS/N/USA/2156/Add.2, G/SPS/N/USA/2156/Add.2/Rev.1, G/SPS/N/USA/2156/Add.3, G/SPS/N/USA/2156/Add.3/Rev.1, G/SPS/N/USA/2156/Add.3/Rev.1/Corr.1, G/SPS/N/USA/2156/Add.4, G/SPS/N/USA/703/Add.3, G/TBT/W/349
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.288. En juin 2010, la Chine a exprimé des préoccupations concernant la Loi des États-Unis de 2009 sur l'amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Le Congrès des États-Unis avait proposé plusieurs nouvelles mesures, y compris l'enregistrement obligatoire pour les entreprises exportatrices du secteur alimentaire, des inspections de suivi, la certification obligatoire pour les produits à haut risque importés et l'élargissement de l'autorité de la FDA. La Chine demandait aux États-Unis de notifier ces nouvelles mesures et de donner aux Membres la possibilité de formuler des observations avant que la législation soit adoptée.

2.289. L'Inde a dit qu'il était nécessaire de comprendre la législation projetée. La branche de production indienne avait des questions à poser au sujet de la durée du processus d'enregistrement et voulait savoir si celui-ci était conçu sur la base des normes internationales, si les gouvernements et les associations sectorielles étrangers seraient avertis avant ou après l'inspection d'une unité de production de produits alimentaires, et de quelle façon le processus d'enregistrement accéléré fonctionnerait. Lorsqu'elle aurait une meilleure compréhension de ce processus, l'Inde demanderait d'autres éclaircissements.

2.290. Les États-Unis ont expliqué que le Congrès des États-Unis était en train d'examiner cette législation et qu'on ne savait pas très bien à quel moment le projet deviendrait une loi, s'il le devenait jamais. En conséquence, puisque la Loi sur l'amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires n'était pas une mesure SPS, les États-Unis estimaient qu'il n'était pas approprié, à ce stade, de formuler des observations la concernant. Toutefois, si ce projet ou toute autre législation en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires devenait une loi, les États-Unis avertiraient leurs partenaires commerciaux et le notifieraient à l'OMC en conséquence.

2.291. En mars 2011, la Chine, soutenue par le Costa Rica et le Pakistan, a indiqué qu'en dépit d'engagements pris à cet effet, les États-Unis n'avaient pas notifié leur projet de Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires (FSMA) avant que cette

Loi ne soit officiellement adoptée, en janvier 2011. Ainsi, les Membres n'avaient eu l'occasion de formuler des observations sur cette Loi que lorsqu'elle avait été notifiée par les États-Unis, le 2 mars 2011. La Chine demandait à ce que les États-Unis notifient les projets de règlements correspondant à cette Loi afin que les Membres puissent formuler des observations.

2.292. La Jamaïque a soulevé plusieurs questions au sujet de la FSMA, concernant: i) les contrôles préventifs obligatoires des installations alimentaires; ii) les normes relatives à l'innocuité des produits en vigueur en Jamaïque et dans d'autres pays de la CARICOM; iii) le statut de la liste de contrôle du Bureau Jamaïcain des normes concernant l'inspection obligatoire des installations étrangères à compter de 2012; iv) le traitement spécial et différencié concernant la période de mise en œuvre pour l'amélioration du traçage des denrées alimentaires et de la tenue d'archives; v) l'analyse des produits alimentaires par un laboratoire agréé en Jamaïque et la question de savoir s'ils devraient être analysés aux États-Unis; vi) la détermination de l'admissibilité d'une instance enregistrée comme l'un des organismes d'accréditation; et vii) la formation et le soutien financier pour l'interprétation et la mise en œuvre de la Loi.

2.293. Les Philippines ont demandé que les mesures et les normes découlant de la Loi ne soient pas inutilement contraignantes et n'élèvent pas exagérément le coût de la mise en conformité pour les petites entreprises. Le Mexique a exprimé des inquiétudes concernant l'administration des produits alimentaires et quant au fait que certains éléments de la Loi n'avaient pas de fondement scientifique. Le Mexique soumettrait ses observations aux autorités compétentes.

2.294. Les États-Unis ont indiqué que les Membres auraient l'occasion de formuler des observations sur les projets de règlements avant que ceux-ci n'aient été finalisés et ne deviennent contraignants pour les parties concernées, y compris les producteurs et les importateurs de denrées alimentaires. En vertu de la FSMA, la FDA était tenue de publier les règlements ainsi que des documents d'orientation concernant la mise en œuvre des dispositions de la Loi, et elle le ferait au cours des prochaines années. En ce qui concernait les préoccupations de la Jamaïque à propos des contrôles des produits alimentaires, des règlements seraient élaborés et la Jamaïque aurait l'occasion de formuler des observations pendant le processus d'élaboration des projets de règlements. Les questions relatives à la fréquence des inspections et aux listes de contrôle seraient transmises à la FDA pour qu'elle les examine. Les États-Unis ont en outre noté que s'agissant des demandes de la Jamaïque en matière de traçage des produits alimentaires, de conservation d'archives et d'accréditation des laboratoires, les projets de règlements tiendraient compte des renseignements communiqués par les Membres ainsi que des accords existants. Enfin, il a été noté que la FDA n'avait pas fini d'élaborer les programmes en matière de renforcement des capacités.

2.295. En juin 2011, l'Inde a indiqué que la FSMA avait mis en place un mécanisme complexe et à plusieurs niveaux de contrôles dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire pour minimiser les risques de contamination des produits alimentaires, ce qui imposait une charge additionnelle aux exportateurs et entraînait des coûts de transaction plus élevés. Dans ce contexte, l'Inde a demandé des précisions sur plusieurs questions clés, y compris le programme de vérification des fournisseurs étrangers, le programme relatif aux importateurs volontaires admissibles, la certification et l'audit, et les règlements devant être présentés en vertu de la Loi. L'Inde a invité les États-Unis à s'assurer que la FSMA était compatible avec l'Accord SPS et les principes et lignes directrices du Codex relatifs à la conception, au fonctionnement, à l'évaluation et à l'accréditation des systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires.

2.296. La Chine s'est dite déçue que les États-Unis n'aient pas effectué de notification ni prévu un délai suffisant pour la présentation des observations. Pour prévenir les restrictions inutiles au commerce, les États-Unis devraient examiner la compatibilité des règlements d'application de la Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires avec les règlements de pays en développement Membres avec lesquels les États-Unis avaient signé des protocoles SPS bilatéraux. Compte tenu de l'importance des exportations alimentaires et agricoles pour les pays en développement Membres, les États-Unis devraient accorder une période de transition suffisante, ainsi qu'une assistance technique, de manière à permettre aux pays en développement Membres de s'adapter aux nouvelles prescriptions.

2.297. Le Mexique restait préoccupé par les procédures administratives figurant à l'article 207, par les prescriptions en matière d'accréditation, par les procédures d'inspection concernant le contrôle et l'approbation figurant à l'article 306, par la reconnaissance possible d'une équivalence

entre pays ou de mémorandums d'accord, et par l'article 301 concernant les fournisseurs étrangers. Le Mexique se félicitait de l'exposé fait par les États-Unis à la réunion précédente du Comité et des réunions qui avaient eu lieu entre les autorités du Mexique et celles de la FDA en juin.

2.298. Les États-Unis ont souligné leur engagement à mettre en œuvre la Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires d'une manière transparente conformément à leurs obligations dans le cadre de l'OMC, et en tenant compte des normes, des lignes directrices et des textes du Codex. Ils avaient notifié la Loi dans le document G/SPS/N/USA/2156 en février 2011, et la FDA avait organisé de nombreuses séances de sensibilisation, y compris une session extraordinaire à la réunion de mars du Comité SPS, pour donner des explications détaillées sur la Loi. Les États-Unis avaient reçu des observations de la Chine et du Mexique, mais non de l'Inde, avant la réunion de juin. La FDA n'avait pas encore mis en œuvre les dispositions relatives aux programmes relatifs aux fournisseurs étrangers et aux importateurs volontaires, et avait fait bon accueil aux observations présentées par les Membres lorsque ces dispositions avaient été notifiées, en particulier les preuves scientifiques concernant d'éventuelles préoccupations liées à la santé et à la sécurité et les données relatives aux répercussions économiques. Les États-Unis ont indiqué qu'ils notifieraient tous les règlements d'application aux parties prenantes étrangères par l'intermédiaire de l'OMC au fur et à mesure de leur élaboration et d'une manière compatible avec leurs obligations internationales. Plusieurs événements avaient été organisés entre des représentants de la FDA à Delhi et les autorités indiennes compétentes, y compris une séance d'information sur la Loi en février 2011, un débat sur la certification des tierces parties en mai 2011, une série d'ateliers de quatre jours offerts à plus de 175 participants en mai 2011, et une réunion à laquelle avaient participé des hauts fonctionnaires et des exportateurs indiens en octobre 2011.

2.299. En octobre 2011, la Chine a souligné l'importance des exportations de produits alimentaires et agricoles pour les pays en développement Membres et a invité les États-Unis à prévoir une période de transition suffisante avant d'appliquer la FSMA, et d'apporter une assistance technique aux Membres pour leur permettre de s'adapter aux nouvelles prescriptions.

2.300. L'Inde a dit que la FSMA imposait un fardeau supplémentaire aux exportateurs et augmentait le coût des transactions. Elle a soutenu que diverses dispositions de cette loi ne respectaient pas les principes fondamentaux de l'équivalence (article 4) et de l'harmonisation (article 3) de l'Accord SPS et a invité les États-Unis à faire en sorte que la FSMA soit conforme à l'Accord SPS, afin de ne pas affecter le commerce entre les Membres. Les préoccupations principales de l'Inde concernaient l'enregistrement des installations alimentaires étrangères, le programme relatif aux importateurs volontaires admissibles, la certification et l'audit et le programme de vérification des fournisseurs étrangers.

2.301. Les États-Unis ont dit que la FDA avait exercé la plus grande transparence possible, y compris en présentant des exposés au Comité SPS, en tenant de nombreuses séances d'information avec toutes les parties prenantes et en publiant des informations sur le Web. Ils étaient déterminés à appliquer la FSMA de manière transparente, conformément à leurs obligations dans le cadre de l'OMC, et tiendraient compte des normes et directives pertinentes du Codex. La FDA avait publié des règles finales provisoires imposant aux personnes qui présentaient une notification préalable pour aliments importés de signaler tout pays ayant refusé l'entrée du produit (G/SPS/N/USA/690/Add.11) et avait également modifié les critères régissant la rétention administrative d'aliments destinés à la consommation humaine ou animale (G/SPS/N/USA/704/Add.2). Elle n'avait pas encore publié la réglementation relative aux dispositions de la FSMA qui concernaient les programmes relatifs aux fournisseurs étrangers et aux importateurs volontaires. Les Membres pourraient formuler leurs observations lorsque les règles proposées seraient notifiées. Les États-Unis entendraient volontiers le point de vue des Membres sur l'application de la FSMA.

2.302. En mars 2012, l'Inde a rappelé que, en octobre 2011, elle avait soulevé des préoccupations quant au fait que la FSMA imposait un fardeau supplémentaire aux exportateurs, et a indiqué de nouveau les dispositions de la Loi qui suscitaient la plus vive inquiétude. Elle invitait les États-Unis à communiquer le calendrier prévu pour la publication de ces règlements et voulait savoir si ces règlements prévoiraient des accords bilatéraux de reconnaissance mutuelle qui pourraient aider les exportateurs indiens à avoir accès au marché des États-Unis. Elle demandait en outre des renseignements sur le délai qui serait ménagé aux exportateurs pour satisfaire aux

nouvelles exigences, car la mise en conformité allait nécessiter une assistance technique et une meilleure compréhension pour garantir que tous les règlements soient pleinement respectés. Elle souhaitait aussi des éclaircissements sur les coûts supplémentaires que supporteraient les exportateurs du fait de l'enregistrement des fournisseurs étrangers.

2.303. La Chine a repris à son compte les préoccupations de l'Inde et a rappelé le document communiqué par les États-Unis sous la cote G/TBT/W/349 concernant l'utilisation de l'Accord de reconnaissance mutuelle (ARM) de la coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai (ILAC) et de l'Accord de reconnaissance multilatérale (AML) du Forum international de l'accréditation (IAF) par des institutions du gouvernement central. La Chine voulait que les États-Unis confirment que leur Agence des médicaments et des produits alimentaires avait pris des mesures concrètes pour accepter les résultats d'essai publiés par les laboratoires d'essai de pays exportateurs Membres accrédités dans le cadre de l'ARM de l'ILAC.

2.304. Les États-Unis ont rappelé qu'ils avaient notifié la FSMA et certains taux de droits en février et en octobre 2011, respectivement (G/SPS/N/USA/2156 et addenda). Une règle finale provisoire avait été notifiée (G/SPS/N/USA/703/Add.3) pour modifier la réglementation de la FDA relative aux exigences relatives à la mise à disposition d'archives. La modification élargissait l'autorité de la FDA en matière d'accès aux archives relatives à tout autre aliment dont le Secrétaire à la santé et aux services sociaux estimait raisonnablement qu'il était susceptible d'être affecté de la même manière. Les partenaires commerciaux devaient soumettre des observations sur les mesures notifiées. Les États-Unis espéraient publier prochainement les règles proposées relatives aux contrôles des produits alimentaires et des aliments pour animaux, à la sécurité sanitaire des produits, à la vérification des fournisseurs étrangers et à l'accréditation par une tierce partie. La FDA tiendrait compte des normes, directives et textes connexes du Codex Alimentarius, tout en veillant à ce que les programmes au titre de la FSMA garantissent le niveau approprié de protection de la santé pour les consommateurs des États-Unis.

#### **LMR par défaut, limites de détermination ou limites de quantification imposées par les États-Unis sur le riz basmati (PCS 328)**

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	Nouvelle-Zélande
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphe 47-48), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 47-49), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 29-30)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.305. En octobre 2011, l'Inde a dit qu'en août 2011, l'Agence des médicaments et des produits alimentaires des États-Unis (FDA) avait publié une alerte à l'importation en raison de la présence de fongicide Tricyclazole dans une expédition de riz basmati. Cette expédition avait été détenue sans que le gouvernement indien ni l'exportateur en aient été informés, et toutes les expéditions ultérieures de riz basmati provenant de cet exportateur avaient été détenues sans examen physique. La tolérance fixée par les États-Unis concernait la limite de quantification, et les expéditions contenant plus de 0,01 ppm de résidus de Tricyclazole étaient rejetées. Ces détentions et l'imposition de redevances d'analyse avaient causé d'immenses pertes à l'exportateur. Le Tricyclazole était un fongicide utilisé pour traiter l'échaudage du riz. Les limites de tolérance fixées par les États-Unis étaient contraires à l'article 5:4 de l'Accord SPS, qui prescrivait aux Membres de tenir compte de l'objectif consistant à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce, car le Tricyclazole était couramment utilisé en Inde, en Chine, au Japon et en Thaïlande pour le traitement de l'échaudage. Elles ne respectaient pas non plus l'article 5:5, car la FDA autorisait des LMR allant jusqu'à 30 ppm pour le Tricyclazole dans le son de riz, l'écorce de riz et les issues de riz. Aucune évaluation des risques, comme le prescrivaient les articles 2:2 et 5:1, ne semblait avoir été réalisée pour fixer la limite de tolérance concernant le Tricyclazole. L'Inde a soutenu que la pratique consistant à fixer des limites par défaut était contraire aux principes fondamentaux de l'Accord SPS, car il n'y avait apparemment pas de justification scientifique, et elle semblait contraire au principe d'harmonisation énoncé à l'article 3.

2.306. Les États-Unis ont répondu qu'en vertu de leur Loi sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques, un produit alimentaire était réputé altéré s'il contenait un pesticide pour lequel il n'existait pas de tolérance ou d'exemption établie par l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) et que les produits alimentaires altérés n'étaient pas admis aux États-Unis. Plusieurs entreprises et produits qui avaient été ajoutés à l'Alerte à l'importation n° 99-08 de la FDA, "Détention sans examen physique de produits alimentaires transformés en raison de résidus de pesticides illégaux", parmi lesquels les kakis et la farine de riz, ainsi que le riz basmati en provenance de trois pays, avaient fait l'objet d'une alerte à l'importation en raison de la détection de Tricyclazole. Le gouvernement indien et l'exportateur avaient été avisés de la détention. Lorsqu'une expédition était détenue, l'importateur avait la possibilité de démontrer qu'elle ne contenait pas le résidu, et la FDA acceptait ordinairement les analyses de laboratoires privés comme preuves de l'absence de résidus. Aucune tolérance n'avait été établie par l'EPA pour l'utilisation de Tricyclazole comme pesticide dans le riz. L'EPA avait établi des tolérances concernant le riz pour trois autres fongicides: Azoxystrobine, Propiconazole et Trifloxystrobine. L'Inde pouvait utiliser l'un de ces autres fongicides pour lutter contre l'échaudage du riz ou collaborer avec l'EPA pour établir une tolérance concernant le Tricyclazole aux États-Unis. Le Codex n'avait établi aucun niveau de tolérance maximum pour le Tricyclazole dans les produits alimentaires. Les États-Unis ont encouragé l'Inde à collaborer avec l'EPA et la FDA pour résoudre cette question.

2.307. En mars 2012, l'Inde a réitéré ses préoccupations concernant le rejet par les États-Unis des expéditions de riz basmati en raison de la présence de tricyclazole. L'Inde a rappelé la réponse fournie par les États-Unis à la réunion d'octobre, et a fait valoir qu'au titre de l'article 5:1 de l'Accord SPS, une justification scientifique devrait être fournie lorsqu'une LMR était établie pour des pesticides et que l'imposition d'une limite de détection devrait être justifiée. Le tricyclazole était enregistré et utilisé dans l'Union européenne, en Chine et au Japon pour le riz, avec des LMR de 1 ppm, 2 ppm et 3 ppm, respectivement. En vertu de l'article 5:7, les Membres pouvaient adopter les normes d'autres pays dans les cas où il n'y avait pas de norme internationale pertinente. L'Inde priait instamment le Comité d'inviter la Commission du Codex Alimentarius à examiner les fondements scientifiques de la mesure des États-Unis, en vertu de l'article 12:6. Les autorités des États-Unis avaient accepté la tenue de discussions bilatérales et l'Inde exhortait les États-Unis à autoriser les importations sur la base de la norme nationale du pays exportateur en attendant que les deux pays soient à même de finaliser une LMR fondée sur des justifications scientifiques.

2.308. Les États-Unis ont fait observer qu'un produit alimentaire était réputé altéré s'il contenait un pesticide pour lequel il n'existait pas de tolérance ou d'exemption établie par l'EPA, et que la FDA avait trouvé des résidus de tricyclazole et d'autres pesticides à des niveaux non approuvés dans des expéditions de riz basmati. Lorsqu'une expédition était détenue, l'importateur avait la possibilité de démontrer que l'expédition en question ne contenait pas le résidu, et de multiples expéditions avaient été remises en circulation dans les cas où les constatations de laboratoires agréés avaient démontré leur conformité avec les tolérances établies par les États-Unis et une entreprise avait été retirée de l'Alerte à l'importation. Depuis la réunion précédente du Comité, de nouveaux produits chimiques pour lesquels aucune tolérance n'avait été établie par les États-Unis avaient été détectés dans des expéditions indiennes de riz basmati à destination des États-Unis. Cela soulevait des préoccupations fondamentales quant à savoir non pas si les pesticides étaient utilisés de manière abusive, mais plutôt si de bonnes pratiques agricoles étaient en vigueur. L'un des fabricants du tricyclazole avait présenté une demande à l'EPA en février 2011 pour l'établissement d'une tolérance à l'importation pour le riz basmati. Les États-Unis encourageaient l'Inde à continuer de collaborer avec la FDA et l'EPA pour résoudre les préoccupations liées à l'Alerte à l'importation et à la présence de tricyclazole et d'autres pesticides.

2.309. L'Inde a réitéré sa demande au titre de l'article 12:6 pour que le Comité invite la Commission du Codex Alimentarius à examiner les fondements scientifiques de la mesure des États-Unis, puisqu'il n'existait actuellement aucune norme en rapport avec cette question. La Présidente a déclaré que la demande de l'Inde au titre de l'article 12:6 devrait être examinée indépendamment et a rappelé à l'Inde que le Comité aurait à prendre une décision par consensus sur ce point. La Présidente a invité l'Inde à soumettre sa demande par écrit, pour considération par le Comité à la prochaine session ordinaire. La Nouvelle-Zélande a demandé à l'Inde de donner un compte rendu détaillé de l'historique de cette question dans sa demande au titre de l'article 12:6.

2.310. En juillet 2012, l'Inde a invité les États-Unis à fournir la justification scientifique de leurs LMR de pesticides en s'appuyant sur les articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS. En outre, l'Inde a demandé aux États-Unis de fournir la justification scientifique pour laquelle les LMR de pesticides correspondaient aux limites de détermination. L'Inde collaborait avec l'EPA pour trouver une réponse aux préoccupations concernant l'alerte à l'importation qui avait été émise en raison de la présence du tricyclazole et d'autres pesticides. À cet égard, la Dow Chemicals avait adressé aux autorités des États-Unis une lettre fournissant des précisions pour la fixation des LMR de tricyclazole au niveau des limites de détermination. L'Inde invitait instamment les États-Unis à accélérer le processus.

2.311. Les États-Unis ont réaffirmé que si une entreprise contrevenait de façon répétée à leur législation, elle pouvait être placée sur une liste d'alertes à l'importation, ce qui entraînait la détention sans examen physique de ses cargaisons. Depuis la première détection du tricyclazole en juin 2011, la FDA avait ajouté onze entreprises indiennes à sa liste d'alertes à l'importation, et sept autres pesticides avaient été détectés à des niveaux non approuvés. Depuis octobre 2011, la FDA avait recueilli 70 échantillons de riz basmati en provenance de l'Inde, et elle avait détecté des résidus de substances pesticides illicites dans 36 expéditions. Les expéditions qui s'étaient révélées conformes aux prescriptions des États-Unis avaient été admises sur le marché, autrement l'entrée avait été refusée. La FDA œuvrait de concert avec le Conseil d'inspection des exportations en Inde pour établir un programme volontaire de conformité qui permettrait d'exercer un contrôle sur le riz basmati expédié vers les États-Unis et de s'assurer qu'il était exempt de pesticides. Par ailleurs, la All India Rice Exporters Association avait engagé des efforts de sensibilisation aux bonnes pratiques agricoles en vue de limiter l'utilisation de pesticides et de substances chimiques illicites et d'améliorer ainsi les pratiques culturales. Les États-Unis ont réaffirmé que la détention des expéditions de riz basmati s'expliquait par l'utilisation de pesticides non approuvés; ils ont encouragé l'Inde à informer ses exportateurs de leurs règles de tolérance, à répondre aux préoccupations qui avaient motivé l'alerte à l'importation et à collaborer étroitement avec la FDA et le Conseil d'inspection des exportations pour résoudre cette question de santé publique.

## 2.15.2 Santé des animaux

### Analyse par les États-Unis des risques liés à l'introduction d'abeilles reines (PCS 301)

Question soulevée par:	Argentine
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Juin 2010 (G/SPS/R/59, paragraphes 28-29), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 53-54)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.312. En juin 2010, l'Argentine a soulevé des préoccupations concernant l'analyse effectuée par les États-Unis des risques liés à l'importation d'abeilles reines en provenance d'Argentine sur le marché nord-américain. L'Argentine avait mené des recherches et transmis des informations au Service d'inspection zoosanitaire et phytosanitaire (APHIS) des États-Unis. Il y avait eu des échanges constructifs et l'Argentine espérait pouvoir bientôt annoncer la conclusion satisfaisante de l'évaluation des risques.

2.313. Les États-Unis ont indiqué que, du fait de l'importance de l'apiculture dans l'agriculture du pays, le niveau de protection contre les parasites et maladies des abeilles étrangers était élevé. Le 7 juin 2010, le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) avait commencé une enquête nationale sur les parasites et maladies des abeilles pour déterminer la prévalence de parasites et de micro-organismes pathogènes qui pourraient contribuer au déclin constaté des colonies d'abeilles domestiques américaines. Deux lois, la Loi sur les abeilles domestiques et la Loi sur la préservation des végétaux, donnaient pour instruction à l'USDA de mettre en application des règlements sanitaires pour protéger les colonies d'abeilles domestiques et les États-Unis avaient publié des procédures, fondées sur la science, d'évaluation des risques pour l'approbation des importations d'abeilles. S'agissant de la demande de l'Argentine concernant une évaluation des risques, les États-Unis avaient transmis aux autorités argentines, en 2004, les constatations d'une



évaluation qui identifiaient trois parasites en rapport avec les abeilles argentines: l'abeille domestique africanisée, *Braula schmitzi* (pou des abeilles) et *Varroa destructor* (acararien des abeilles). En septembre 2009, les États-Unis avaient informé l'Argentine que l'évaluation des risques était en cours de révision pour tenir compte des changements constatés au niveau mondial dans la santé des abeilles et les risques connexes. Les renseignements tirés de l'enquête nationale lancée en juin 2010 serviraient de base à la nouvelle évaluation des risques liés aux abeilles reines argentines.

2.314. En octobre 2012, l'Argentine a fait part de sa préoccupation concernant le retard pris par les États-Unis pour accorder l'autorisation d'importer des abeilles reines. L'Argentine avait demandé à avoir accès au marché des États-Unis en 2000 et avait présenté tous les renseignements demandés par l'USDA/APHIS afin de faciliter l'analyse du risque phytosanitaire (ARP). Ce n'est qu'en 2004 que les États-Unis avaient demandé des renseignements complémentaires, notamment la caractérisation génétique des abeilles reines argentines, laquelle avait été fournie. En 2008, après trois années de recherche et avec la participation de laboratoires espagnols, une étude exploratoire avait été présentée, qui démontrait l'absence d'abeilles africanisées et d'invasions de parasites exotiques en Argentine. En 2009, l'USDA/APHIS avait informé l'Argentine que l'ARP des abeilles reines ne constituait pas une priorité réglementaire et qu'il interrompait l'évaluation. Cette situation était incompatible avec les articles 5 et 8 et avec l'Annexe C de l'Accord SPS, et l'Argentine s'inquiétait de ce que les renseignements qu'elle avait présentés en temps utile ne seraient plus valables lorsque l'USDA/APHIS déciderait enfin d'examiner sa demande.

2.315. Les États-Unis ont indiqué que plusieurs facteurs avaient contribué à la dégradation de la santé des colonies d'abeilles mellifères aux États-Unis au cours des dernières années. Certains des facteurs affectant les abeilles mellifères résultaient de l'introduction aux États-Unis de plusieurs parasites étrangers et de nouvelles maladies des abeilles causées par des virus. Pour cette raison, un niveau de sécurité efficace avait été mis en place pour éviter l'introduction de parasites et maladies des abeilles étrangers qui pourraient se répandre rapidement à travers les États-Unis. Une procédure scientifique d'évaluation des risques avait été publiée pour l'approbation des exportations d'abeilles, y compris en provenance d'Argentine, vers le marché des États-Unis. Conformément à la procédure d'évaluation des risques et en se basant sur l'évolution de la santé des abeilles et des risques encourus par ces dernières dans le monde, les États-Unis avaient demandé des renseignements techniques à l'Argentine à plusieurs reprises et des courriers avaient été échangés en 2011 et 2012. Après avoir examiné les données, l'USDA avait informé son homologue, la SENASA, en septembre 2012, que la demande de l'Argentine concernant l'accès pour les abeilles ne pourrait être traitée tant que d'autres renseignements, notamment sur les maladies, n'auraient pas été fournis. L'ARP des États-Unis n'avait pas pris de retard mais, comme indiqué en septembre 2012, l'Argentine devait fournir des renseignements concernant la présence de maladies dans sa population d'abeilles et concernant le contrôle réglementaire des importations d'abeilles mellifères en Argentine. Les États-Unis ont vivement encouragé cette dernière à répondre rapidement à cette demande de renseignements afin d'accélérer le traitement de sa demande et résoudre le problème.

**Non-reconnaissance par les États-Unis du statut de la Patagonie Sud comme région indemne de fièvre aphteuse et non-importation par les États-Unis de viande de bœuf provenant de la zone située au nord du 42<sup>ème</sup> parallèle (PCS 318)**

Question soulevée par:	Argentine
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Juin 2011 (G/SPS/R/63, paragraphes 17-18), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 96-97), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 43-44), WT/DS447/2
Document(s) pertinent(s):	WT/DS447/1, WT/DS447/2
Solution:	Demande d'ouverture de consultations au titre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends le 30 août 2012
Situation:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	



2.316. En juin 2011, l'Argentine s'est dite préoccupée par la non-reconnaissance par les États-Unis de la Patagonie Sud en tant que région indemne de fièvre aphteuse sans vaccination, malgré la reconnaissance par l'OIE de ce statut pour la Patagonie Sud en 2002. La demande de reconnaissance avait été envoyée aux États-Unis en 2003, et une analyse des risques effectuée en 2007 avait donné des résultats satisfaisants, mais aucune reconnaissance n'avait été accordée. L'Argentine était également préoccupée par le fait que les États-Unis tardaient à autoriser les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée en provenance de la zone située au nord du 42<sup>ème</sup> parallèle. L'OIE avait reconnu le reste de l'Argentine comme région indemne de fièvre aphteuse avec vaccination en 2007. Le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) avait effectué un audit en 2006, mais n'en avait jamais fait connaître les résultats. Les retards dans le traitement de ces deux demandes n'étaient pas attribuables à des raisons scientifiques et contrevenaient donc aux articles 3 et 6, et à l'Annexe C, de l'Accord SPS.

2.317. Les États-Unis ont dit que l'USDA étudiait plusieurs demandes de l'Argentine visant à obtenir l'autorisation d'importer de la viande d'agneau et de la viande de bœuf aux États-Unis. Le Service d'inspection zoosanitaire et phytosanitaire (APHIS) de l'USDA avait fait des progrès considérables en vue de la reconnaissance du statut de la Patagonie Sud comme région indemne de fièvre aphteuse. Compte tenu des renseignements fournis par l'Argentine en 2009, qui avaient servi à mettre à jour l'analyse des risques de 2005, l'APHIS était en mesure de conclure que l'importation de ruminants et de produits issus de ruminants en provenance de cette région présentait un risque négligeable de fièvre aphteuse. Ces renseignements avaient servi à préparer un projet de rapport à l'intention du Congrès sur les risques associés à l'importation de ruminants ou de produits issus de ruminants en provenance de Patagonie Sud. En droit, le rapport devait être présenté au Congrès avant que l'USDA puisse aller de l'avant avec l'élaboration des règles administratives. L'APHIS avait également achevé l'analyse des risques concernant la zone située au nord du 42<sup>ème</sup> parallèle et rédigerait ultérieurement une proposition visant à autoriser l'importation de viande de bœuf à certaines conditions.

2.318. En octobre 2011, l'Argentine a rappelé les observations formulées par les États-Unis, selon lesquelles les renseignements qu'elle avait fournis étaient utiles pour élaborer un rapport au Congrès comme l'exigeait l'article 737 de la Loi de 2009 portant ouverture de crédits pour l'agriculture et le développement rural et l'Agence des médicaments et des produits alimentaires. Les États-Unis avaient également indiqué que l'APHIS avait achevé l'analyse des risques pour le reste de l'Argentine et rédigé un projet de réglementation autorisant l'importation de produits carnés. Or, malgré cela, le commerce n'avait pas repris et les importations en provenance de l'Argentine continuaient d'être limitées sans aucun fondement scientifique. L'Argentine a demandé aux États-Unis d'achever leur analyse des risques et d'autoriser l'accès des produits carnés à leur marché.

2.319. Les États-Unis ont dit qu'ils collaboraient étroitement avec les autorités argentines et que l'APHIS avait fait des progrès importants en vue de la reconnaissance du statut de la Patagonie Sud comme région indemne de fièvre aphteuse. L'APHIS avait achevé l'évaluation du risque et rédigeait une proposition visant à autoriser l'importation de viande bovine sous certaines conditions. Lorsque l'évaluation et les règles seraient achevées, dans un délai proche, les États-Unis seraient en mesure d'autoriser l'accès de la viande bovine argentine à leur marché.

2.320. En juillet 2012, l'Argentine a réitéré sa préoccupation quant au fait que les États-Unis tardaient indûment à autoriser l'importation de la viande bovine fraîche, réfrigérée ou congelée provenant des zones exemptes de fièvre aphteuse avec vaccination et à reconnaître les zones exemptes de fièvre aphteuse sans vaccination, alors que les demandes à cet égard avaient été faites en 2006 et 2003 respectivement. Après avoir parachevé leur analyse de risques, les États-Unis s'étaient engagés à autoriser, sous réserve de certaines conditions, l'importation de la viande provenant des zones exemptes de fièvre aphteuse avec vaccination. Ils avaient également déclaré que l'importation de ruminants et de leurs produits à partir des zones exemptes de fièvre aphteuse sans vaccination représentait un risque zoosanitaire négligeable. Ils avaient informé l'Argentine qu'ils produiraient un rapport destiné à leur Congrès. L'Argentine avait des doutes sur la nécessité de l'intervention d'un organe politique, de même que sur le fondement juridique de ce processus. La phase scientifique s'était soldée par des résultats favorables de l'analyse de risques pour les deux régions, mais il n'y avait eu aucun progrès quant aux demandes. L'Argentine invitait les États-Unis à expliquer les retards enregistrés dans les procédures administratives pour autoriser l'importation de la viande provenant des deux régions et à indiquer le délai prévu pour l'achèvement du processus.

2.321. Les États-Unis ont fait savoir qu'ils avaient publié en 2007 un projet de règlement reconnaissant la Patagonie Sud comme zone exempte de fièvre aphteuse. Plusieurs parties prenantes avaient exprimé leur vive préoccupation quant au risque potentiel de propagation de la fièvre aphteuse aux États-Unis. Face à cette réaction, le Congrès des États-Unis avait exigé que le Département de l'agriculture lui soumette un rapport sur le risque de fièvre aphteuse lié à l'importation de produits d'origine animale provenant de la Patagonie Sud en 2009. Depuis lors, le Département de l'agriculture menait des consultations avec les parties prenantes et les organes législatifs en vue d'examiner la question. L'importation de produits cuits en provenance de l'Argentine n'était pas interdite. Les États-Unis reconnaissaient la priorité que l'Argentine accordait à ses demandes et étaient déterminés à résoudre cette question de la manière la plus diligente possible.

2.322. Conformément aux dispositions du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord), l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis le 30 août 2012 (WT/DS447/1). L'Argentine a demandé l'établissement d'un groupe spécial le 6 décembre 2012 (WT/DS447/2).

### 2.15.3 Préservation des végétaux

#### Prohibition sur les plantes ornementales d'une taille supérieure à 18 pouces (PCS 292)

Question soulevée par:	Costa Rica
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Mars 2010 (G/SPS/R/58, paragraphes 21-22)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	Question résolue à la suite de la publication par les États-Unis d'un règlement modifié répondant à cette préoccupation
Situation:	Résolue
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	10 juillet 2012

2.323. En mars 2010, le Costa Rica a mentionné les restrictions, imposées par les États-Unis à l'importation de plantes ornementales d'une taille supérieure à 18 pouces, basées sur la section 37, partie 319, titre 7 du Code of Federal Regulation des États-Unis (7 CFR § 319.37). Le Costa Rica a indiqué qu'au début de 2000, il avait mené une évaluation des risques pour fonder la demande qu'il avait adressée aux États-Unis concernant la levée de leurs restrictions. À la suite d'une demande de ce pays, le Costa Rica avait élaboré et appliqué un programme de matériel de multiplication sain destiné à réduire le nombre d'interceptions des exportations de plantes ornementales à destination des États-Unis. Ce programme avait été lancé en 2005 pour la *Dracaena marginata*, et il associait les autorités du Costa Rica et des États-Unis. Les travaux au titre de ce programme ont été achevés en décembre 2008. Cependant, plus d'un an après, les États-Unis n'avaient pas encore engagé de processus visant à modifier leur réglementation limitant les importations de plantes ornementales d'une taille supérieure à 18 pouces. Un plan de travail avait été élaboré par les organismes de réglementation des deux pays, toutefois le Costa Rica était préoccupé par le fait que les États-Unis prenaient trop de temps pour revoir leurs restrictions, malgré l'accord conclu sur les aspects techniques dudit plan.

2.324. Les États-Unis ont indiqué que les autorités des deux pays avaient coopéré sur les questions ayant trait à l'importation de plantes tropicales à feuillage, en particulier la *dracaena* spp. Les travaux en cours portaient sur l'élaboration de protocoles approfondis de surveillance et de contrôle permettant de réduire le grand nombre d'interceptions. Le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) œuvrait avec le Costa Rica à la définition d'un plan de travail et d'une proposition de règle autorisant l'entrée sans danger des *dracaena* spp surdimensionnées. L'USDA attendait une réponse du Costa Rica à propos du projet de plan de travail pour pouvoir achever le processus d'examen scientifique, afin d'étendre le programme de matériel de multiplication sain en vigueur.

2.325. En juillet 2012, le Costa Rica a fait savoir que sa préoccupation commerciale spécifique relative à la "prohibition des plantes ornementales d'une taille supérieure à 18 pouces" (n° 292) avait été résolue à la suite de la publication par les États-Unis d'un règlement modifié répondant à

cette préoccupation. Les États-Unis ont remercié le Costa Rica de la coopération et des efforts remarquables qu'il avait investis dans la résolution de cette question.

**Mesures appliquées par les États-Unis concernant les citrons frais en provenance du nord-ouest de l'Argentine (PCS 336)**

Question soulevée par:	Argentine
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 27-28)
Document(s) pertinent(s):	WT/DS448/1, WT/DS448/2
Solution:	Demande d'ouverture de consultations au titre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends le 30 août 2012
Situation:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.326. En juillet 2012, l'Argentine a exprimé sa préoccupation quant au fait que les États-Unis tardaient encore à rouvrir leur marché du citron frais aux exportations en provenance de sa région nord-ouest. Après six ans de négociations, l'Argentine et les États-Unis s'étaient accordés sur des mesures d'atténuation des risques pour le chancre des agrumes et d'autres maladies, et en août 2000 les États-Unis avaient ouvert leur marché aux agrumes argentins. L'Argentine a rappelé que, en septembre 2001, les États-Unis avaient suspendu les importations d'agrumes en provenance de sa région nord-ouest à la suite d'une décision judiciaire. Des négociations visant la réouverture du marché avaient été engagées en 2005, lorsque le chancre des agrumes s'était propagé à la Floride et ne pouvait donc plus justifier les restrictions aux importations en provenance de l'Argentine. Le Service de l'inspection zoosanitaire et phytosanitaire (APHIS) du Département de l'agriculture des États-Unis avait exigé, entre autres, que les fruits proviennent de zones exemptes de la chlorose variée des agrumes (CVA). Cette prescription était disproportionnée et injustifiée, car aucun autre marché du monde ne considérait la CVA comme une maladie exigeant l'application de mesures de quarantaine pour les citrons frais. L'Argentine était convenue de réaliser une étude de transmissibilité de la maladie, mais cette étude n'était pas possible car l'absence de la maladie dans les citronniers empêchait d'isoler la bactérie. En novembre 2011, avec l'accord de l'APHIS, l'Argentine avait transmis un rapport prouvant l'absence de la CVA dans les citrons. En mai 2012, elle avait demandé une réponse des États-Unis, et le 4 juin 2012 l'APHIS avait répondu que même si le rapport dénotait l'absence de la CVA, il n'y avait aucune information sur les circonstances dans lesquelles les citronniers pourraient être infectés par la bactérie. En faisant abstraction des preuves scientifiques présentées, les États-Unis agissaient d'une manière incompatible avec les articles 2:2, 5:1, 5:6 et 8 de l'Accord SPS; le retard injustifié dans la réouverture du marché avait de graves répercussions sur l'économie de la région visée.

2.327. Les États-Unis ont déclaré que depuis plusieurs années, l'APHIS œuvrait de concert avec la SENASA de l'Argentine pour réaliser une évaluation des risques phytosanitaires et définir un ensemble de mesures d'atténuation des risques qui permettrait l'importation sans danger des citrons en provenance du nord-ouest de l'Argentine. Pour l'heure, l'APHIS évaluait l'incidence et la transmissibilité des maladies telles que la CVA, le chancre des agrumes et d'autres maladies préoccupantes, ainsi que les mesures d'atténuation potentielles, avant de pouvoir envisager d'autoriser les importations en provenance de cette région. Les États-Unis ne faisaient pas abstraction des preuves scientifiques présentées par l'Argentine, et le 4 juin 2012 ils avaient adressé une lettre à la SENASA pour lui communiquer le résultat de l'évaluation que l'APHIS avait faite du rapport argentin concernant la transmissibilité de la CVA dans les citrons; cette lettre indiquait par ailleurs que les États-Unis transmettraient ultérieurement, pour consultation, une évaluation des risques phytosanitaires. L'APHIS attendait la réponse de la SENASA à cette lettre. Les États-Unis restaient déterminés à collaborer étroitement avec l'Argentine.

2.328. Conformément aux dispositions du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord), l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis le 30 août 2012 (WT/DS448/1). L'Argentine a demandé l'établissement d'un groupe spécial le 6 décembre 2012 (WT/DS448/2).

**Restrictions concernant les tomates (PCS 339)**

Question soulevée par:	Sénégal
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 17-18)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/USA/2019
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.329. En octobre 2012, le Sénégal a exprimé des préoccupations relatives aux restrictions concernant les importations de tomates imposées par les États-Unis en raison de la prétendue présence du ravageur *tuta absoluta*. Dans le cadre de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA), une équipe d'experts des États-Unis avait effectué des recommandations relatives à la production de tomates au Sénégal, lesquelles avaient été respectées. En 2009, lorsqu'a été reçue l'information relative à la réapparition dans certaines régions d'Europe de *tuta absoluta* en provenance d'Amérique latine, le Sénégal avait effectivement interdit les importations en provenance des zones infestées, notamment le Maroc, comme cela avait été notifié dans le document G/SPS/N/SEN/7 en 2010. L'interdiction d'importer des tomates imposée par les États-Unis n'avait pas été notifiée ni son bien-fondé vérifié auprès des autorités sénégalaises, bien qu'une réunion technique bilatérale ait eu lieu par la suite pour résoudre le problème.

2.330. Les États-Unis ont souligné que la préoccupation soulevée par le Sénégal était examinée dans le cadre d'une discussion technique bilatérale et qu'un accord de collaboration pour résoudre la question avait été conclu; les progrès réalisés seraient communiqués à la prochaine réunion.

**2.15.4 Autres problèmes****Mesures visant les poissons-chats (PCS 289)**

Question soulevée par:	Chine
Appuyée par:	
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Octobre 2009 (G/SPS/R/56, paragraphes 21-22), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 29-30)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/USA/2171
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.331. En octobre 2009, la Chine a soulevé des questions concernant la Loi fédérale des États-Unis sur l'inspection des viandes, qui pourrait avoir une incidence significative sur le commerce international de poissons-chats. En vertu de la Loi, la responsabilité réglementaire pour le poisson-chat était passée de l'Agence de contrôle des médicaments et des produits alimentaires (FDA) au Département de l'agriculture des États-Unis (USDA). Ce dernier avait pour mandat d'élaborer une série de règles concernant les prescriptions de production et d'inspection pour les poissons-chats avant le début de 2010; les pays souhaitant exporter ou continuer d'exporter des poissons-chats vers les États-Unis étaient tenus de faire reconnaître leur système d'inspection par l'USDA comme équivalent au système américain. La Chine avait de graves préoccupations quant à l'incidence négative possible que ce changement du système réglementaire pourrait avoir sur le commerce actuel de poissons-chats. Elle demandait une explication concernant ce brusque changement du système réglementaire et voulait savoir si des facteurs de risque SPS avaient entraîné la décision. Elle voulait également savoir si la politique des États-Unis resterait cohérente de manière à éviter tout effet négatif sur le commerce existant de poissons-chats et si le commerce existant entre la Chine et les États-Unis serait pris en considération dans l'élaboration du nouveau système réglementaire.

2.332. Les États-Unis ont déclaré que la Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie, promulguée le 18 juin 2008, avait porté modification de la Loi fédérale sur l'inspection des viandes et requérait du Service de la sécurité sanitaire et de l'inspection des aliments (FSIS) de l'USDA qu'il établisse un nouveau programme fédéral pour la production et l'inspection des poissons-chats. Pour préparer les modifications des règlements fédéraux qui étaient prévues, l'USDA avait rendu visite à de nombreux Membres et communiqué avec eux pour leur signaler la nouvelle loi. Les Membres étaient encouragés à participer au processus d'élaboration du règlement dès qu'il serait annoncé et notifié par l'intermédiaire de l'OMC, et à identifier le plus tôt possible toute question éventuelle concernant le règlement projeté.

2.333. En octobre 2012, la Chine a rappelé qu'en mars 2011, les États-Unis avaient notifié une prescription concernant l'inspection obligatoire du poisson-chat et des produits du poisson-chat qui faisait entrer la réglementation relative au poisson-chat dans le cadre de celle des produits carnés d'animaux terrestres. Les produits d'animaux aquatiques présentaient des risques moindres que les produits d'animaux terrestres et la Chine souhaitait obtenir une explication et une évaluation des risques de la part des États-Unis. En outre, la Chine espérait que si le règlement venait à être mis en œuvre, les États-Unis respecteraient la période de transition habituelle de cinq ans étant donné que la Chine avait le statut de pays en développement.

2.334. Les États-Unis ont rappelé que la Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie exigeait que le poisson-chat soit réglementé dans le cadre de la Loi fédérale sur l'inspection des viandes. Une proposition de règle pour l'inspection du poisson-chat avait été notifiée à l'OMC et les observations avaient été acceptées jusqu'au 24 juin 2011. Le Département de l'agriculture des États-Unis étudiait encore les observations et notifierait l'adoption des règles finales concernant l'inspection du poisson-chat avant leur mise en œuvre. Les États-Unis ne ménageraient aucun effort pour minimiser les perturbations du commerce lorsque le programme d'inspection du poisson-chat serait lancé.

## 2.16 Viet Nam

### 2.16.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Interdiction des abats (PCS 314)

Question soulevée par:	États-Unis d'Amérique, Union européenne
Appuyée par:	Australie, Canada, Nouvelle-Zélande
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Mars 2011 (G/SPS/R/62, paragraphes 28-31), juin 2011 (G/SPS/R/63, paragraphes 60-63), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 57-60), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 39-41), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 31-35), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 33-35)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.335. En mars 2011, les États-Unis se sont dits préoccupés par le fait que le Viet Nam ait mis en place une interdiction temporaire des abats, ayant pris effet le 7 juillet 2010. Si le pays avait évoqué des questions de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour justifier la mise en place de cette interdiction, il n'avait pas notifié cette mesure à l'OMC, ni fourni aucune donnée scientifique légitimant cette interdiction, malgré les demandes répétées de plusieurs partenaires commerciaux. Les États-Unis avaient soulevé cette question bilatéralement, en marge des précédentes réunions du Comité, et dans le cadre des rencontres concernant le Partenariat transpacifique, mais l'interdiction n'avait toujours pas été modifiée.

2.336. Le Canada s'est associé aux préoccupations exprimées par les États-Unis. Il n'avait été informé de cette interdiction qu'après sa mise en application, et aucune explication scientifique de cette mesure ne lui avait été donnée. Celle-ci s'était traduite par l'interdiction immédiate d'échanges évalués à 4,2 millions de dollars canadiens en 2009. Le Canada avait présenté au Viet Nam de nombreuses demandes de suppression de cette interdiction et l'ambassade

canadienne au Viet Nam avait été informée que le pays envisageait de la supprimer partiellement. Cependant, le Viet Nam avait par la suite adopté des prescriptions SPS additionnelles concernant les importations d'abats, et le Canada espérait qu'elles étaient scientifiquement fondées.

2.337. L'Union européenne, la Nouvelle-Zélande et l'Australie partageaient les préoccupations exprimées par les États-Unis et le Canada.

2.338. Le Viet Nam a répondu que les mesures d'urgence prises pour suspendre temporairement les importations d'abats répondaient à de graves problèmes de santé publique. D'après un rapport de l'OMS de 2009, 8 millions de Vietnamiens avaient des problèmes de santé liés à l'alimentation. Le Viet Nam était conscient des problèmes soulevés par ses partenaires commerciaux et cherchait des solutions. Toutefois, en tant que pays en développement disposant de ressources limitées, il lui faudrait du temps pour renforcer les procédures d'inspection et donner des lignes directrices uniformes. Le Viet Nam, qui avait déjà levé l'interdiction temporaire concernant les abats de volaille et de porc, poursuivait actuellement ses discussions avec les États-Unis ainsi que d'autres partenaires commerciaux en vue de trouver des solutions appropriées tant du point de vue de la situation du pays en matière de santé des personnes que du point de vue du commerce.

2.339. En juin 2011, les États-Unis se sont dits préoccupés par le fait que le Viet Nam continuait de restreindre le commerce des abats au mois de juillet 2010 sans avoir présenté de justification scientifique ni de notification. Le Viet Nam avait par la suite levé son interdiction visant les cœurs, les foies et les rognons issus de bovins, de porcs et de volailles, mais l'interdiction visant tous les autres abats demeurait en vigueur. À ce jour, aucune justification scientifique n'avait été fournie pour l'interdiction, malgré de nombreuses demandes visant à obtenir de tels renseignements, et les États-Unis ont invité le Viet Nam à lever son interdiction injustifiée sans délai.

2.340. L'Union européenne a exprimé des préoccupations semblables et a indiqué que l'interdiction affectait sérieusement ses exportations d'abats. L'interdiction n'était pas compatible avec les obligations du Viet Nam au titre de l'Accord SPS car la mesure n'avait pas été notifiée; aucune justification scientifique n'avait été fournie malgré des demandes émanant de partenaires commerciaux, et il n'y avait pas de mesures semblables visant les abats nationaux, ce qui établissait une discrimination à l'égard des importations étrangères. La récente révision de l'interdiction, qui autoriserait la reprise des importations de certains abats rouges, était une étape positive, mais l'interdiction visant d'autres types d'abats demeurait en place. Le Viet Nam était invité à lever immédiatement son interdiction visant tous les abats ou, à titre subsidiaire, à présenter une évaluation des risques et une justification scientifique. Le Viet Nam devrait s'abstenir de mettre en œuvre de telles mesures dans l'avenir et se conformer aux prescriptions en matière de transparence et à d'autres obligations au titre de l'Accord SPS.

2.341. La Nouvelle-Zélande a fait siennes les préoccupations systémiques exprimées par les États-Unis et l'Union européenne, spécifiquement en ce qui concerne l'absence de notification et de justification scientifique, et a demandé au Viet Nam de lever l'interdiction dans les plus brefs délais.

2.342. Le Viet Nam a répondu qu'il n'y avait aucun règlement officiel interdisant les importations d'abats. En 2009 et au début de 2010, il avait été constaté que des importations d'animaux et de produits animaux congelés contrevenaient aux prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires du Viet Nam; pendant cette période, le Viet Nam avait détecté et éliminé 94 tonnes de viande, 42,57 tonnes d'abats et 234 000 poulets. Dans le but de protéger les consommateurs vietnamiens, les autorités avaient publié la Lettre n° 1152, dans laquelle il était demandé aux organismes compétents de mieux contrôler les produits animaux importés. Le Ministère de l'agriculture et du développement rural avait promulgué la Circulaire n° 25 relative à l'enregistrement et à la gestion afin de contrôler l'importation de produits animaux, et la Circulaire n° 29 relative aux critères d'essai et de contrôle afin de réglementer le niveau de contaminants dans les produits animaux. Pour que le commerce des abats d'animaux se poursuive, le Département de la santé animale du Ministère de l'agriculture et du développement rural avait promulgué le 23 mars 2011 une lettre officielle pour guider l'importation d'abats rouges. Le 1<sup>er</sup> juin 2011, le Ministère avait envoyé la Lettre n° 1528 aux bureaux de douane du Viet Nam pour les informer de la décision d'autoriser le commerce des abats rouges. Selon des données provenant du Département de la santé animale, de mars à mai 2011, le Viet Nam avait importé 170 tonnes d'abats rouges en provenance des États-Unis et du Canada. Le Viet Nam continuait d'interdire tous les échanges commerciaux visant les abats blancs et avait l'intention d'effectuer

une évaluation des risques visant ces mêmes abats. Le Viet Nam était disposé à rencontrer bilatéralement les Membres intéressés, et souhaitait obtenir davantage de renseignements et de données dont il se servirait pour effectuer l'évaluation des risques dans le but d'ouvrir le commerce des abats blancs.

2.343. En octobre 2011, l'Union européenne a indiqué que l'interdiction appliquée par le Viet Nam continuait d'affecter sérieusement les exportations d'abats de l'UE et a rappelé que le Viet Nam avait exprimé précédemment l'intention de procéder à une évaluation des risques. Le Viet Nam alléguait qu'il avait pris ces mesures parce qu'il avait constaté que des importations d'animaux et de produits animaux congelés contrevenaient à ses prescriptions en matière de sécurité sanitaire des aliments. Or, il avait indiqué qu'aucune violation n'avait été constatée pour les produits de l'UE, de sorte que l'interdiction appliquée aux abats de l'UE n'était pas justifiée. De plus, comme les abats nationaux ne faisaient pas l'objet de mesures similaires, la mesure établissait une discrimination à l'encontre des importations. L'UE accueillait avec satisfaction la levée partielle de l'interdiction pour les abats rouges et attendait du Viet Nam qu'il s'engage à lever son interdiction avant la fin de 2011.

2.344. Les États-Unis se sont dits également préoccupés par les restrictions appliquées aux abats par le Viet Nam sans qu'aucune justification scientifique ni notification n'ait été présentée à l'OMC ou aux partenaires commerciaux. Après des mois de discussion, le Ministère de l'agriculture et du développement rural avait indiqué officiellement en juillet 2011 qu'il leverait son interdiction sur les abats rouges, puis sur les produits issus de bovins. Mais tous les autres produits tels que les estomacs et intestins issus de bovins, de porcs et de volaille restaient interdits. Les États-Unis ont instamment invité le Viet Nam à lever dans les plus brefs délais toutes les interdictions relatives aux abats.

2.345. La Nouvelle-Zélande a réaffirmé qu'elle partageait les préoccupations systémiques exprimées par l'UE et les États-Unis, notamment au sujet de l'absence de notification et de justification scientifique.

2.346. Le Viet Nam a répété que la mesure temporaire était destinée à protéger la santé des personnes contre les risques découlant des contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires et non à imposer des restrictions commerciales. Compte tenu des préoccupations exprimées par ses partenaires commerciaux, il étudiait les moyens d'éviter que cette mesure ait un effet défavorable sur le commerce et avait déjà levé l'interdiction sur les abats rouges. Toutefois, en tant que pays en développement aux ressources limitées, il avait besoin de temps pour recueillir les renseignements nécessaires à l'évaluation des risques. Il a invité ses partenaires commerciaux à fournir les renseignements pertinents et à offrir une coopération technique pour faciliter le processus.

2.347. En mars 2012, l'Union européenne a exprimé à nouveau ses préoccupations concernant l'interdiction appliquée par le Viet Nam aux importations d'abats, et notamment les abats blancs. Bien que le Viet Nam ait précédemment déclaré que la mesure temporaire visait à protéger la santé des personnes, il n'avait pas encore communiqué une évaluation des risques. Cette mesure avait affecté les exportations de l'UE, mais rien n'indiquait que les abats en provenance de l'UE présentent des problèmes de sécurité sanitaire. L'interdiction n'était ni justifiée ni proportionnelle et comme les abats nationaux ne faisaient pas l'objet de mesures similaires, la mesure établissait une discrimination à l'encontre des importations. L'Union européenne exhortait le Viet Nam à lever sans délai toutes les restrictions restantes visant les importations d'abats.

2.348. Les États-Unis partageaient les préoccupations de l'UE et ont fait remarquer que la mesure n'avait pas été notifiée et qu'aucun renseignement n'avait été communiqué aux partenaires commerciaux pour étayer les préoccupations alléguées en matière de sécurité sanitaire. Bien que l'interdiction ait été levée pour les abats rouges, tous les autres abats, c'est-à-dire les abats blancs tels que les estomacs et les intestins, restaient interdits. Le Viet Nam était prié de fournir une évaluation scientifique ou de lever sans délai l'interdiction pour tous les abats.

2.349. Le Viet Nam a répété que la mesure temporaire était destinée à protéger la santé des personnes contre les risques élevés découlant des contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires. À la lumière des préoccupations des partenaires commerciaux et afin de faciliter les échanges de produits alimentaires, y compris les

abats, le Viet Nam avait publié un certain nombre de documents, tels que des lois sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, pour simplifier le contrôle et la réglementation des importations de produits alimentaires. L'interdiction visant les abats rouges avait été levée et l'interdiction visant les abats blancs restait en vigueur du fait de l'absence d'une définition claire des abats dans les normes internationales. Les experts vietnamiens travaillaient en étroite collaboration avec les partenaires commerciaux pour définir clairement les abats et pour discuter d'autres questions connexes dans le but de trouver des solutions appropriées. Le Viet Nam a de nouveau invité les partenaires commerciaux intéressés à fournir les renseignements pertinents et à offrir une coopération technique pour faciliter l'achèvement du processus de recherche.

2.350. En juillet 2012, les États-Unis ont rappelé que le Viet Nam avait imposé en juillet 2010 une interdiction temporaire des importations d'abats en provenance de tous les pays, eux compris. La mesure n'avait jamais été notifiée à l'OMC, et le Viet Nam n'avait fourni aucune donnée scientifique justifiant ses préoccupations pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Après des mois de discussions, en avril 2011 le Viet Nam avait indiqué par voie de notification officielle qu'il leverait l'interdiction d'importation des cœurs, des foies et des rognons de porc et de poulet (abats rouges), et en mai 2011 il en avait fait de même pour les abats rouges de bovins, mais cela ne s'était pas concrétisé. En novembre 2011, le Viet Nam avait indiqué qu'il procéderait à un examen de la réglementation dans les trois mois suivant la suspension du commerce des abats. N'ayant reçu aucune information sur l'état d'avancement de cet examen, en mai 2012 les États-Unis avaient de nouveau adressé une lettre au Viet Nam. Les États-Unis restaient préoccupés par le maintien de l'interdiction des abats de bovins, de porcins et de volailles et invitaient instamment le Viet Nam à lever immédiatement toutes les interdictions visant ces produits.

2.351. L'Union européenne a dit partager les préoccupations soulevées par les États-Unis. L'interdiction n'avait été levée que partiellement pour les abats rouges en 2011, et le Viet Nam avait indiqué que la poursuite de cette démarche était suspendue en attendant le résultat de l'évaluation des risques. L'Union européenne se félicitait de la communication récente du Viet Nam indiquant la levée prochaine de l'interdiction.

2.352. La Nouvelle-Zélande a exprimé une préoccupation systémique, car la mesure en cause n'avait pas été notifiée et aucune justification scientifique n'avait été fournie, et elle a demandé que l'interdiction soit levée dès que possible. L'Australie s'est félicitée que le Viet Nam ait levé l'interdiction frappant les abats rouges, mais elle était déçue du fait que le commerce des abats blancs était encore interdit, ce qui avait des conséquences importantes pour les échanges australiens.

2.353. Le Viet Nam a réaffirmé que la mesure temporaire visait à protéger la santé humaine contre les risques considérables liés à la présence de contaminants, de toxines et d'organismes pathogènes dans les aliments. Il avait renforcé sa réglementation technique et amélioré ses capacités humaines pour faciliter le contrôle de qualité des aliments et des produits alimentaires; c'est pourquoi l'importation des abats rouges avait repris en 2011. La réouverture du marché vietnamien aux abats blancs était à l'étude, et le Viet Nam demeurait ouvert à des discussions bilatérales avec ses partenaires commerciaux.

2.354. En octobre 2012, l'Union européenne a dit que le Viet Nam avait précisé que l'interdiction était imposée temporairement en raison de préoccupations en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et levé l'interdiction portant sur les abats rouges suite à des discussions bilatérales et à la confirmation qu'aucun problème n'avait été détecté dans les abats en provenance de l'Union européenne. Toutefois, l'interdiction persistait pour les abats blancs, et ce, sans évaluation des risques. L'Union européenne a vivement encouragé le Viet Nam à trouver une solution rapide afin de mettre fin à cette mesure injustifiée.

2.355. L'Australie, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont également noté que l'interdiction existante concernant les abats blancs affectait leurs échanges commerciaux et ont demandé au Viet Nam de lever l'interdiction.

2.356. Le Viet Nam a répété qu'il s'agissait d'une mesure temporaire visant à protéger la santé humaine contre les contaminants, les toxines et les organismes pathogènes dangereux présents dans les abats pendant que le pays renforçait ses moyens humains dans le but de garantir



l'inspection. Des restrictions en termes de ressources et de moyens humains avaient retardé la levée de l'interdiction sur les abats blancs, mais la question était en cours d'examen. Le Viet Nam se félicitait de la relation qu'il avait avec ses partenaires commerciaux et était disposé à collaborer avec eux pour trouver une solution à l'amiable.

## 2.17 Certains Membres

### 2.17.1 Santé des animaux

#### Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS 193)

Question soulevée par:	États-Unis d'Amérique, Union européenne
Appuyée par:	Canada, Suisse, Uruguay
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Juin 2004 (G/SPS/R/34, paragraphes 37-38), octobre 2004 (G/SPS/R/35, paragraphes 85-86), juin 2005 (G/SPS/R/37/Rev.1, paragraphes 75-76), février 2007 (G/SPS/R/44, paragraphe 29), octobre 2008 (G/SPS/R/53, paragraphes 24-28), février 2009 (G/SPS/R/54, paragraphes 11-12), juin 2009 (G/SPS/55, paragraphe 47), octobre 2009 (G/SPS/R/56, paragraphe 46), mars 2010 (G/SPS/R/58, paragraphes 35-36), juin 2010 (G/SPS/R/59, paragraphe 44), octobre 2010 (G/SPS/R/61, paragraphe 24), mars 2011 (G/SPS/R/62, paragraphe 65), juin 2011 (G/SPS/R/63, paragraphes 73-74), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 98-99), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 28-31), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 45-48), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 49-52)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Solution:	Solutions notifiées pour certains Membres
Situation:	Solution partielle
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.357. En juin 2004, les Communautés européennes ont fait part de leurs préoccupations concernant les restrictions injustifiées à l'importation qui frappaient des exportations communautaires en raison de l'ESB. Pour répondre à la demande des consommateurs, les Communautés européennes avaient adopté des mesures complètes visant à parer aux risques liés à l'ESB. Ces mesures s'appliquaient à la fois aux produits destinés à la consommation à l'intérieur des Communautés européennes et aux produits destinés à l'exportation. Le système d'évaluation géographique appliqué dans les Communautés européennes avait permis d'identifier avec succès les pays dans lesquels la maladie était encore présente. Les Communautés européennes invitaient les autres pays à remplacer les interdictions à l'importation, qui allaient au-delà des recommandations de l'OIE et ne permettaient pas, néanmoins, de parer pleinement aux risques internes potentiels, par des prescriptions spécifiques à l'importation conformes aux normes de l'OIE. Un grand nombre de produits, tels que le sperme, les embryons et les produits laitiers, pouvaient être échangés avec des garanties définies préalablement. Les Membres ont été instamment invités à tenir compte des recommandations de l'OIE pour le commerce international et à cesser toute discrimination entre les Membres dont les situations au regard de l'ESB étaient similaires.

2.358. Le Canada a rappelé que, à sa dernière réunion, l'OIE avait confirmé à nouveau que certains produits tels que le sperme, les embryons, les peaux et le lait ne contribuaient pas à la transmission de l'ESB. Les importations de ces catégories de produits ne présentaient donc pas de risque potentiel d'introduction de la maladie.

2.359. En octobre 2004, les Communautés européennes ont informé le Comité que plusieurs Membres de l'OMC avaient révisé l'interdiction frappant la viande bovine et les produits issus de petits ruminants en provenance des CE et avaient remplacé cette interdiction par des prescriptions spécifiques, conformément aux normes de l'OIE. Les Communautés européennes invitaient instamment tous les Membres qui ne l'avaient pas encore fait à aligner leur réglementation sur les normes de l'OIE. Les États-Unis ont fait observer que certains Membres étaient en train de revoir les restrictions imposées sur l'importation de la viande bovine américaine; ils ont eux aussi

exhorté tous les Membres qui ne l'avaient pas encore fait à aligner leur réglementation sur les normes de l'OIE.

2.360. En juin 2005, les Communautés européennes ont signalé que le nombre des pays qui avaient levé leurs interdictions respectives concernant la viande bovine et les produits bovins des CE conformément aux normes de l'OIE était en croissance régulière, y compris également chez les non-Membres de l'OMC. Conformément au chapitre révisé sur l'ESB du Code sanitaire pour les animaux terrestres, de nombreux produits bovins, dont les produits désossés de muscles du squelette et des produits sanguins, pouvaient être exportés sans danger quel que soit le statut du pays exportateur au regard de l'ESB. Les Communautés européennes invitaient les autres Membres de l'OMC à remplacer leurs interdictions d'importer par des prescriptions spécifiques à l'importation conformément aux normes de l'OIE.

2.361. En février 2007, les États-Unis se sont inquiétés du fait que des produits américains provenant de ruminants et de non-ruminants continuaient de faire l'objet de restrictions en rapport avec l'ESB. Même s'il y avait eu quelques progrès et qu'un certain nombre de Membres avaient éliminé les mesures en question, les produits des États-Unis continuaient de faire l'objet de mesures excessivement restrictives qui allaient au-delà des normes de l'OIE. Les États-Unis avaient entrepris une vaste surveillance et avaient mis en place des sauvegardes croisées, mais de nombreuses restrictions demeuraient en vigueur. Les États-Unis ont invité les Membres à examiner les preuves désormais disponibles et à réviser leurs prescriptions en conséquence.

2.362. En octobre 2008, les Communautés européennes ont rappelé les préoccupations soulevées précédemment par le Canada concernant la restriction appliquée par la Corée aux importations de bœuf. Elles s'inquiétaient également des restrictions maintenues par d'autres Membres de l'OMC sur la viande de bœuf qu'elles exportaient bien que ces produits à base de viande bovine soient considérés comme sans danger et conformes au chapitre sur l'ESB du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE.

2.363. Le Canada, qui partageait les préoccupations des CE, a demandé aux Membres de fonder leurs mesures sur les dispositions du chapitre sur l'ESB du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE. En mai 2007, le Canada avait été officiellement reconnu par l'OIE comme présentant des risques maîtrisés pour l'ESB et cela avait été de nouveau confirmé en mai 2008. Le Canada remerciait le nombre croissant de Membres de l'OMC qui rétablissaient un accès total ou partiel pour la viande de bœuf et le bétail. Le Canada a prié les autres Membres de rétablir complètement les échanges de viande de bœuf et de bétail compte tenu de la désignation de l'OIE.

2.364. L'Uruguay s'est associé aux préoccupations exprimées par les Communautés européennes et le Canada. Pour ce qui était des règlements en matière de santé animale appliqués au commerce, il a dit que tous les Membres de l'OMC devaient se conformer à la désignation de l'OIE et aux normes des trois organisations sœurs en général. La Suisse s'est également associée aux préoccupations des CE concernant les restrictions en raison de l'ESB.

2.365. La représentante de l'OIE a prié instamment les Membres de respecter les normes édictées par l'OIE.

2.366. En février 2009, les Communautés européennes ont attiré l'attention sur la norme de l'OIE relative à l'ESB, qui ne recommandait aucune restriction commerciale sur la viande désossée issue d'animaux âgés de moins de 30 mois. Les Communautés européennes satisfaisaient à cette norme, mais leurs exportations se heurtaient encore à des restrictions commerciales. Les restrictions nationales maintenues malgré le Code de l'OIE étaient préjudiciables à cette norme qui avait été adoptée après de longues négociations, et portaient ainsi atteinte à la crédibilité de l'OIE. Celle-ci projetait de mettre le Code à jour dès lors qu'il était démontré de manière irréfutable que la prescription relative à l'âge n'était pas nécessaire, mais les Communautés européennes se demandaient si cela était fondé dans la mesure où, en tout état de cause, les Membres n'appliquaient pas la norme. Le commerce de la viande de bœuf était important et les questions liées à l'ESB figuraient parmi les problèmes les plus fréquemment soulevés au sein du Comité SPS. Les Communautés européennes invitaient les Membres à se donner plus de peine pour fonder leurs mesures sur les normes pertinentes de l'OIE. Tout comme les Communautés européennes, la Jordanie avait pris la décision d'accepter le Code de l'OIE, et d'autres Membres devraient suivre cet exemple.

2.367. L'OIE a expliqué que les normes relatives à l'ESB avaient été adoptées démocratiquement par les membres de l'Organisation, et qu'elles étaient en fait très restrictives. L'OIE envisageait d'éliminer la prescription relative à l'âge et d'assouplir les restrictions concernant la gélatine. La marge de sécurité incorporée dans les normes restait ample, et il était préoccupant de voir que les Membres ne faisaient pas preuve d'un engagement suffisant pour les appliquer.

2.368. En juin 2009, les Communautés européennes ont à nouveau attiré l'attention sur les restrictions qu'imposaient encore de nombreux Membres sur les viandes d'animaux de l'espèce bovine et les produits connexes. Les Communautés européennes demandaient que les restrictions injustifiées et discriminatoires soient abolies. Le Code de l'OIE établissait qu'aucune prohibition n'était nécessaire, même si un pays signalait des cas d'ESB. Les mesures de lutte contre l'ESB adoptées par les CE étaient exemplaires et allaient très au-delà des prescriptions de l'OIE, de telle sorte que les Communautés européennes priaient instamment les Membres d'adopter des règles transparentes et non discriminatoires pour l'importation de produits à base de viande bovine.

2.369. En octobre 2009, les Communautés européennes ont rappelé qu'elles avaient soulevé à plusieurs reprises des questions concernant les restrictions injustifiées appliquées par certains Membres de l'OMC aux importations de produits à base de viande bovine et ovine et de produits connexes, prétendument en réponse aux encéphalopathies spongiformes transmissibles. Toutes les mesures devaient être fondées sur les normes internationales pertinentes. Alors que de nombreux Membres alignaient leurs processus sur les recommandations de l'OIE, d'autres Membres continuaient d'exiger une certification inutile, d'appliquer des procédures contraignantes et longues et de faire des discriminations entre les pays sans justification scientifique. Les mesures prises par les CE pour éradiquer l'ESB et lutter contre cette maladie étaient très complètes et offraient la garantie que les exportations communautaires étaient sans danger. Les Communautés européennes ont exhorté les Membres à tenir pleinement compte des récentes lignes directrices de l'OIE sur l'ESB et à établir des règles justes, non discriminatoires et transparentes.

2.370. En mars 2010, l'Union européenne a rapporté que certains Membres de l'OMC maintenaient toujours des restrictions injustifiées à l'importation, sans doute pour se prémunir contre les encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST). L'Union européenne exhortait les Membres à lever toutes les restrictions inutiles, disproportionnées ou discriminatoires qui avaient une incidence négative sur ses exportations. Les recommandations de l'OIE relatives à l'ESB, qui avaient été réexaminées en mai 2009, prévoyaient la possibilité d'importer de la viande, ou même des animaux vivants, en provenance de pays ayant un statut "négligeable", "contrôlé" ou "indéterminé" au regard du risque d'ESB, dans la mesure où les règles de l'OIE relatives à la surveillance et au contrôle étaient respectées. En outre, pour certains produits, dans certaines conditions, comme dans le cas des viandes désossées issues des muscles du squelette des animaux, du lait et des produits laitiers, du sperme et des embryons, il ne devrait pas y avoir de prescriptions à l'importation concernant l'ESB, quels que soient le risque d'ESB ou l'âge du cheptel du pays, de la zone ou du compartiment d'exportation.

2.371. La Suisse a souscrit aux préoccupations soulevées par l'Union européenne en déclarant que les Membres de l'OMC devraient fonder leurs mesures sur les recommandations et les données disponibles de l'OIE concernant l'ESB.

2.372. En juin 2010, l'Union européenne a rapporté que certains Membres de l'OMC maintenaient toujours des restrictions injustifiées à l'importation, pour se prémunir contre les EST. L'Union européenne exhortait les Membres à lever toutes les restrictions inutiles, disproportionnées ou discriminatoires qui avaient une incidence négative sur ses exportations. L'Union européenne rappelait que l'OIE avait publié des normes sur l'ESB fondées sur des évaluations scientifiques des risques et avait défini les conditions dans lesquelles les produits pouvaient être vendus sans danger. En mai 2010, un libellé additionnel avait été inséré à l'article 11.6 du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE afin de préciser que, sous réserve que les produits avaient été importés dans le respect de ces conditions, le statut des pays importateurs ne serait pas affecté. L'Union européenne a rappelé les recommandations de l'OIE et a fait observer que certains Membres avaient récemment annoncé de nouvelles mesures qui, sans justification scientifique, différaient des normes de l'OIE. L'Union européenne exhortait les Membres à s'aligner sur le processus de l'OIE et à traiter ses demandes.

2.373. En octobre 2010, l'Union européenne a fait observer que les restrictions à l'importation en raison de l'ESB restaient une source de grave préoccupation et a exhorté les Membres à lever

toutes les restrictions inutiles, disproportionnées ou discriminatoires. Un certain nombre de Membres de l'OMC maintenaient toujours des restrictions injustifiées à l'importation, en n'autorisant par exemple que les importations en provenance de pays ayant un statut à risque négligeable selon la classification de l'OIE ou de pays dans lesquels aucun cas d'ESB n'avait jamais été notifié. Certaines évolutions positives avaient cependant été constatées. Les Philippines avaient annoncé la levée des restrictions à l'importation de viande de bœuf en provenance de la plupart des États membres de l'UE, et l'Égypte autorisait désormais les importations de viande de bœuf désossée d'animaux âgés de moins de 48 mois. L'Union européenne exhortait les Membres à aligner rapidement leurs prescriptions avec les normes de l'OIE, et à établir des prescriptions en matière d'importation justes, non discriminatoires, transparentes et scientifiquement fondées.

2.374. En mars 2011, l'Union européenne a enjoint les Membres de lever les restrictions inutiles ayant des répercussions négatives sur les exportations de viande de bœuf de l'UE. La norme de l'OIE insistait sur le fait que des restrictions portant sur certains produits d'origine bovine ne devaient pas être appliquées indépendamment de la situation du pays au regard du risque d'ESB. Malheureusement, plusieurs restrictions injustifiées étaient appliquées par des Membres, n'autorisant que les importations en provenance de pays dans lesquels l'évaluation avait révélé un risque d'ESB négligeable. En outre, un certain nombre de pratiques discriminatoires avaient été observées et on relevait des incohérences dans le niveau de protection appliqué par certains pays. L'Union européenne priait instamment les Membres d'aligner leurs exigences sur les normes de l'OIE et saluait la démarche des nombreux pays ayant engagé le processus d'évaluation en vue d'autoriser les importations en cause.

2.375. En juin 2011, l'Union européenne s'est dite préoccupée par le fait que plusieurs Membres n'avaient pas encore mis en œuvre la norme de l'OIE concernant l'ESB et continuaient d'imposer des interdictions ou des restrictions au commerce aux produits à base de viande de bœuf de l'UE. Ces Membres devraient soit mettre en œuvre la norme de l'OIE, soit partager leur évaluation scientifique des risques. Jusqu'à maintenant, l'Union européenne n'avait pas vu de justification scientifique pour les restrictions qui débordaient le cadre des normes de l'OIE. L'Union européenne se réjouissait de la mise en œuvre des normes de l'OIE par plusieurs Membres, ainsi que du processus amorcé par les États-Unis et l'Australie, qui autoriserait, à terme, l'importation de produits à base de viande de bœuf en provenance de l'Union européenne. L'Union européenne a invité les Membres à tenir pleinement compte des normes de l'OIE et à établir des règles justes, non discriminatoires, transparentes et fondées sur la science.

2.376. Le Canada a constaté avec satisfaction que de nombreux Membres avaient approuvé l'importation de viande de bœuf canadienne sur la base des normes de l'OIE, et s'est associé à l'Union européenne pour demander aux Membres de fonder leurs mesures sur les normes de l'OIE.

2.377. En octobre 2011, l'Union européenne a rappelé qu'elle avait soulevé à de nombreuses reprises des préoccupations au sujet du fait que plusieurs Membres continuaient d'imposer des interdictions ou des conditions restrictives touchant des produits en provenance des États membres de l'UE prétendument en raison de l'ESB, mais sans respecter les normes internationales comme l'exigeait l'Accord SPS. La norme de l'OIE relative à l'ESB était très élaborée et donnait des détails sur la maladie et les conditions de commerce sans risque des produits d'origine bovine. Cela signifiait qu'il n'y avait pas besoin d'évaluations supplémentaires des risques ni de restrictions commerciales quelles qu'elles soient pour les produits bien définis qui ne présentaient pas de danger comme la viande désossée, quel que soit le statut du pays au regard du risque d'ESB. Bien que cette préoccupation soit soulevée depuis longtemps, personne n'avait encore présenté une évaluation scientifique des risques qui justifie une quelconque dérogation à la norme internationale. À cet égard, l'UE a invité en particulier la Chine, la Corée du Sud et le Japon à mettre leurs prescriptions en conformité avec la norme internationale et l'Accord SPS. Elle se félicitait des développements survenus peu de temps auparavant en Australie et invitait cette dernière à finaliser rapidement ce processus. Les États-Unis s'acheminaient aussi vers l'adoption de règles complètes pour l'ESB, et l'UE escomptait que ce processus aboutirait rapidement à la pleine mise en conformité des prescriptions des États-Unis avec la norme de l'OIE et à un résultat concret en matière de commerce. L'UE a instamment invité tous les Membres à harmoniser entièrement leurs prescriptions relatives à l'ESB avec les normes de l'OIE et à établir ainsi des prescriptions justes, non discriminatoires, transparentes et scientifiquement justifiées.

2.378. Le Japon et la Corée ont dit comprendre les préoccupations de l'UE et indiqué qu'ils poursuivraient les discussions sur ce sujet au cours de réunions bilatérales. La Chine a indiqué

qu'elle souhaitait recevoir des renseignements complémentaires de l'UE pour achever son analyse des risques. Il y avait un dialogue fructueux entre les deux Membres, et la Chine a invité l'UE à fournir des renseignements complémentaires et à maintenir sa relation étroite avec le groupe scientifique chinois.

2.379. En mars 2012, l'Union européenne a rappelé qu'elle avait soulevé à de nombreuses reprises des préoccupations au sujet du maintien des interdictions ou des conditions restrictives touchant des produits d'origine bovine en provenance des États membres de l'UE – prétendument en raison de l'ESB – mais qui ne respectaient pas les normes internationales comme l'exigeait l'Accord SPS. La norme de l'OIE relative à l'ESB donnait des détails sur la maladie et les conditions de commerce sans risque des produits d'origine bovine. Bien que cette préoccupation soit soulevée depuis longtemps, aucun Membre n'avait encore présenté une évaluation scientifique des risques qui justifie une quelconque dérogation à la norme internationale. L'Union européenne a invité en particulier la Chine, la Corée du Sud et le Japon à mettre leurs prescriptions en conformité avec la norme internationale et l'Accord SPS, et l'Australie à finaliser son processus d'évaluation. Les récentes mesures prises par les États-Unis pour aligner leurs conditions d'importation sur la norme de l'OIE étaient satisfaisantes et une mise en œuvre rapide des conditions en conformité avec les normes de l'OIE était attendue. L'Union européenne a instamment invité tous les Membres à harmoniser entièrement leurs prescriptions relatives à l'ESB avec les normes de l'OIE et à établir ainsi des prescriptions justes, non discriminatoires, transparentes et scientifiquement justifiées.

2.380. La Corée a indiqué qu'elle était disposée à poursuivre les discussions sur cette question au niveau bilatéral.

2.381. La Chine a rappelé sa coopération avec l'Union européenne, y compris, en 2011, la formation conjointe sur la prévention et le contrôle de l'ESB, qui avait donné lieu à un échange productif concernant les aspects scientifiques et techniques pertinents et les normes de l'OIE. Même si aucun consensus n'avait pu être dégagé sur certaines questions, la Chine poursuivait les discussions bilatérales sur les questions techniques pertinentes.

2.382. Le Japon a fait savoir qu'il avait déjà engagé des discussions avec l'Union européenne et qu'en décembre 2011, l'organisme d'évaluation des risques de sa Commission de la sécurité sanitaire des aliments avait reçu pour mandat de mener une évaluation des risques concernant les importations de viande bovine en provenance de France et des Pays-Bas. Cette évaluation des risques avait été effectuée d'une manière neutre et équitable en se fondant sur des données scientifiques. La Commission de la sécurité sanitaire des aliments évaluerait le risque pour la viande bovine en provenance des autres États membres de l'UE lorsque les renseignements nécessaires auraient été vérifiés, y compris par le biais d'enquêtes sur site et de collectes de données.

2.383. En juillet 2012, l'Union européenne a fait observer que de nombreux partenaires commerciaux continuaient d'imposer des interdictions ou des restrictions injustifiées en rapport avec l'ESB même si, contrairement à ses États membres, plus de la moitié de ces pays ne bénéficiaient pas d'une classification officielle de l'OIE au regard de l'ESB. L'Union européenne invitait instamment la Corée à faire des progrès tangibles et prévisibles pour mettre ses conditions d'importation en conformité avec les normes de l'OIE. Cette demande était particulièrement urgente, car la Corée avait ouvert son marché à d'autres partenaires commerciaux qui avaient le même statut que la plupart des États membres de l'UE au regard de l'ESB. La Chine gardait encore son marché fermé en alléguant un manque de données scientifiques, même s'il existait suffisamment d'éléments de preuve quant à la situation de l'UE au regard de l'ESB. L'UE invitait la Chine à fournir l'évaluation scientifique de risques qui justifierait les dérogations aux normes de l'OIE ou à engager immédiatement les procédures administratives nécessaires pour appliquer les normes internationales. Elle invitait le Japon à continuer de progresser dans l'examen des demandes en suspens, de sorte que les échanges puissent reprendre à brève échéance. Elle prenait note des mesures que les États-Unis avaient prises récemment pour mettre leurs prescriptions en conformité avec les normes de l'OIE et invitait instamment tous les Membres à se conformer intégralement à ces normes et à établir des règles équitables, non discriminatoires, transparentes et scientifiquement justifiées.

2.384. La Chine a indiqué que la question de l'ESB avait fait l'objet d'entretiens bilatéraux avec l'Union européenne à différents niveaux. Elle avait exprimé ses vues sur l'ESB à plusieurs reprises tout en soulignant qu'aucune organisation internationale ne pouvait nier à un pays le droit de

présenter des vues fondées sur la science. Elle s'était beaucoup investie dans l'analyse des risques en rapport avec l'ESB.

2.385. Le Japon a rappelé que son comité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires avait entrepris l'évaluation des risques liés à la viande bovine de France et des Pays-Bas, qui faisait l'objet de discussions au niveau des experts. S'agissant des autres États membres de l'UE, des consultations additionnelles étaient nécessaires. Le Japon demeurait disposé à poursuivre la coopération avec l'UE pour résoudre la question.

2.386. La Corée a fait observer qu'elle était engagée dans une communication active et continue avec l'Union européenne sur cette question, au niveau technique. Des discussions techniques additionnelles étaient nécessaires, dans l'intérêt des deux parties.

2.387. En octobre 2012, l'Union européenne a fait observer que de nombreux partenaires commerciaux continuaient d'imposer des interdictions ou des restrictions injustifiées en rapport avec l'ESB même si, contrairement à ses États membres, certains de ces pays ne bénéficiaient pas d'une classification officielle de l'OIE au regard de l'ESB. L'Union européenne invitait de nouveau instamment la Corée à faire des progrès tangibles et prévisibles pour mettre ses conditions d'importation en conformité avec les normes de l'OIE et demandait à la Chine de traiter rapidement les demandes d'accès aux marchés en attente. Elle s'est félicitée des récentes évolutions au Japon, où l'évaluation des risques concernant les importations de viande de bœuf avait été mise à disposition du public pour consultation. Suite à ce résultat scientifique, l'UE se réjouissait de la reprise à brève échéance des exportations de viande de bœuf. L'UE a pris note des mesures que les États-Unis et l'Australie avaient prises récemment pour mettre leurs prescriptions en conformité avec les normes de l'OIE et a invité instamment tous les Membres à se conformer intégralement à ces normes et à établir des règles équitables, non discriminatoires, transparentes et scientifiquement justifiées.

2.388. La Chine a indiqué que les questions relatives à l'ESB avaient un caractère particulièrement sensible et technique, car elles concernaient non seulement la gestion appropriée de la santé animale et de l'élevage, mais affectaient également directement la coopération et le commerce entre la Chine et l'UE. La Chine avait fourni des renseignements détaillés à l'Union européenne concernant sa justification scientifique. Reconnaissant l'importance de la question, particulièrement pour les exportations en provenance des Pays-Bas et d'Irlande, la Chine avait organisé conjointement avec l'UE des activités de coopération, comme des échanges techniques entre experts, des séminaires et des visites techniques. Ces échanges s'étaient concentrés sur des sujets relatifs à la science, la technologie et les normes de l'OIE. Cependant, certaines questions n'avaient pas fait l'objet d'un consensus. La Chine poursuivait les échanges de coopération avec les experts techniques de l'UE de manière scientifique et pragmatique afin de résoudre les problèmes techniques pertinents. Elle avait signé un mémorandum d'accord avec l'Irlande pour la création d'un groupe de travail mixte sur l'ESB.

2.389. La Corée a indiqué qu'elle était engagée activement dans des discussions bilatérales avec l'Union européenne, y compris pendant la semaine en cours, et que ces discussions se poursuivraient.

2.390. Le Japon a indiqué que le processus d'évaluation des risques était en cours, notamment pour la viande de bœuf en provenance de France et des Pays-Bas. Le pays continuerait à mener des consultations étroites avec l'Union européenne et ses États membres.

#### Mesures de restriction du commerce motivées par le virus de Schmallenberg (PCS 333)

Question soulevée par:	Union européenne
Appuyée par:	Suisse
Date à laquelle cette question a été soulevée:	Juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 18-19)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/GEN/1161
Solution:	
Situation:	Aucune solution notifiée
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.391. En juillet 2012, l'Union européenne a déclaré que depuis la détection du virus de Schmallerberg (SBV), elle avait fait preuve d'une pleine transparence à l'égard des parties prenantes et des pays tiers partenaires. Des éléments de preuve récents confirmaient que le SBV avait une très faible incidence sur l'élevage et que le risque d'infection pour les êtres humains exposés à ce virus était nul ou extrêmement faible. En mai 2012, l'Assemblée mondiale des délégués de l'OIE avait conclu que le risque posé par les produits tels que la viande, le lait, la semence ou les embryons était négligeable, que les conditions requises pour considérer cette infection comme une maladie émergente n'étaient plus réunies et que la maladie ne satisfaisait pas aux critères applicables pour être répertoriée par l'OIE. L'Union européenne invitait tous les pays qui avaient adopté des mesures de restriction à l'égard de ses produits à éliminer ces restrictions. Tout Membre de l'OMC qui maintenait des restrictions au commerce devrait pouvoir en fournir la justification scientifique et prouver que les mesures étaient proportionnées au risque. Ces Membres devraient aussi être en mesure de prouver qu'ils étaient exempts du SBV et que des mesures semblables étaient appliquées contre d'autres virus du séro groupe Simbu sur leur propre territoire et dans le cadre de leurs échanges avec d'autres partenaires commerciaux. L'Union européenne invitait instamment les Membres à lever toutes les restrictions qui avaient été imposées à l'égard de ses exportations en raison de la présence du virus de Schmallerberg. Des précisions à ce sujet figuraient dans le document G/SPS/GEN/1161.

2.392. La Suisse a indiqué qu'elle avait été confrontée elle aussi à des restrictions visant l'exportation d'animaux vivants et de matériel génétique, même si le SBV n'avait jamais été détecté sur son territoire. Elle estimait elle aussi que le SBV devrait être traité de la même façon que les autres virus du même groupe et que les restrictions touchant l'exportation de ruminants et de leurs produits à cause de ce virus étaient injustifiées. Elle a demandé que ces restrictions soient levées sans délai.

---